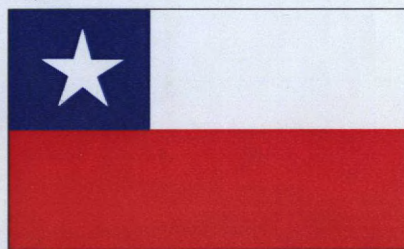


ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT



ENTRE


LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

Projet final
février 1997

Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20085736 8

CA1 EA 97A32 EXF c.1 DOCS
Agreement on environmental
cooperation between the Governmen

**ACCORD DE COOPÉRATION
DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT**

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

PRÉAMBULE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Chili (Chili),

PERSUADÉS qu'il importe d'assurer la conservation, la protection et la valorisation de l'environnement sur leurs territoires et qu'il est essentiel de coopérer en ces matières pour parvenir à un développement durable, propre à assurer le bien-être des générations présentes et futures,

RÉAFFIRMANT que les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources conformément à leurs propres politiques en matière d'environnement et de développement, et qu'ils ont le devoir de veiller à ce que les activités qui relèvent de leurs compétences ou de leurs pouvoirs ne portent pas atteinte à l'environnement d'autres États ou de zones situées au-delà des limites de leur juridiction nationale,

CONSTATANT le caractère planétaire de l'environnement,

CONSIDÉRANT le resserrement de leurs liens économiques et sociaux réciproques, et notamment l'*Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili (ALECC)*,

RAPPELANT qu'ils ont tous deux à cœur d'observer des politiques favorisant le développement durable, et que celui-ci passe essentiellement par une saine gestion de l'environnement,

RÉAFFIRMANT l'importance des buts et objectifs environnementaux de l'*ALECC*; y compris le relèvement des niveaux de protection de l'environnement,

SOULIGNANT l'importance de la participation du public pour assurer la conservation, la protection et la valorisation de l'environnement,

NOTANT la disparité de leurs richesses naturelles, de leurs conditions climatiques et géographiques et de leurs moyens respectifs en matière d'économie, de technologie et d'infrastructures,

RÉAFFIRMANT la *Déclaration de Stockholm sur l'environnement* de 1972 et la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992,

RAPPELANT leur tradition de coopération environnementale et exprimant leur intention, afin de promouvoir cette coopération, d'appuyer et de consolider les accords internationaux et les politiques et mesures législatives en vigueur dans le domaine de l'environnement,

SOUHAITANT faire fond sur les progrès résultant des activités de coopération entreprises dans le cadre du *Protocole d'entente sur la coopération environnementale entre le ministère de l'Environnement du Canada et le ministère de l'Industrie du Canada et la Commission nationale de l'environnement du Chili*,

CONVAINCUS que la mise en place d'un cadre, y compris une Commission, aurait l'avantage de faciliter une coopération effective pour la conservation, la protection et la valorisation de l'environnement sur leurs territoires,

DÉSIRANT faciliter l'accession du Chili à l'*Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement*,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

PARTIE I

OBJECTIFS

Article PREMIER : Objectifs

Le présent accord vise les objectifs suivants :

- a) encourager la protection et l'amélioration de l'environnement sur les territoires des Parties pour assurer le bien-être des générations présentes et futures;
- b) favoriser un développement durable fondé sur la coopération et sur des politiques environnementales et économiques cohérentes;

- c) intensifier la coopération entre les Parties en vue de mieux assurer la conservation, la protection et la valorisation de l'environnement, y compris la flore et la faune sauvages;
- d) appuyer les buts et objectifs environnementaux de l'ALECC;
- e) éviter de fausser le jeu des échanges ou d'opposer de nouveaux obstacles au commerce;
- f) renforcer la coopération en vue de l'élaboration et de l'amélioration des lois, réglementations, procédures, politiques et pratiques environnementales;
- g) accroître l'observation et l'application des lois et réglementations environnementales;
- h) encourager la transparence et la participation du public quant à l'élaboration des lois, réglementations et politiques environnementales;
- i) favoriser l'adoption de mesures environnementales qui soient à la fois économiques et efficaces; et
- j) promouvoir la mise en place de politiques et de pratiques pour la prévention de la pollution.

PARTIE II

OBLIGATIONS

Article 2 : Obligations générales

1. Chacune des Parties devra, en ce qui concerne son territoire :
 - a) établir et rendre publiquement accessibles des rapports périodiques sur l'état de l'environnement;
 - b) élaborer et examiner des mesures de préparation aux urgences environnementales;
 - c) promouvoir l'enseignement sur les questions environnementales, y compris la législation de l'environnement;
 - d) encourager la recherche scientifique et le développement technologique dans le domaine de l'environnement;

- e) effectuer, selon qu'il y a lieu, des études d'impact sur l'environnement; et
- f) promouvoir l'utilisation d'instruments économiques pour la réalisation efficace des buts environnementaux.

2. Chacune des Parties envisagera de mettre en oeuvre dans sa législation intérieure toute recommandation faite par le Conseil en vertu de l'alinéa 10(6)b).

3. Chacune des Parties envisagera d'interdire l'exportation, vers le territoire de l'autre Partie, de tout pesticide ou de toute substance toxique dont l'utilisation est interdite sur son territoire. Une Partie qui adopte une mesure interdisant ou limitant rigoureusement l'utilisation d'un pesticide ou d'une substance toxique sur son territoire devra notifier la mesure à l'autre Partie, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation internationale compétente.

Article 3 : Niveaux de protection

Considérant que les Parties ont le droit d'établir leurs propres niveaux de protection de l'environnement national ainsi que leurs propres politiques et priorités en matière de développement de l'environnement, et qu'elles ont le droit d'adopter ou de modifier en conséquence leurs lois et réglementations environnementales, chacune des Parties fera en sorte que ses lois et réglementations garantissent des niveaux élevés de protection environnementale et s'efforcera constamment d'améliorer lesdites lois et réglementations.

Article 4 : Publication

1. Chacune des Parties fera en sorte que ses lois, réglementations, procédures et décisions administratives d'application générale concernant toute question visée par le présent accord soient publiées dans les moindres délais ou rendues accessibles d'une autre manière, pour permettre à l'autre Partie et aux personnes intéressées d'en prendre connaissance.

2. Dans la mesure du possible, chacune des Parties :

- a) publiera à l'avance toute mesure du genre qu'elle se propose d'adopter; et
- b) ménagera à l'autre Partie et aux personnes intéressées une possibilité raisonnable de la commenter.

Article 5 : Mesures gouvernementales d'application

1. Afin de parvenir à des niveaux élevés de protection de l'environnement et d'observation de ses lois et réglementations environnementales, chacune des Parties assurera l'application effective

de ses lois et réglementations environnementales par la mise en oeuvre, sous réserve de l'article 37, de mesures gouvernementales appropriées consistant notamment à :

- a) désigner et former des inspecteurs;
- b) surveiller l'observation des lois et réglementations et faire enquête sur les infractions présumées, y compris au moyen d'inspections sur place;
- c) obtenir des engagements d'observation volontaire et des accords d'observation;
- d) diffuser des informations touchant la non-observation;
- e) publier des bulletins ou autres énoncés périodiques sur les procédures d'application;
- f) promouvoir les vérifications environnementales;
- g) exiger la tenue de dossiers et la présentation de rapports;
- h) assurer ou encourager des services de médiation et d'arbitrage;
- i) recourir aux licences, permis ou autorisations;
- j) engager, en temps opportun, des procédures judiciaires, quasi-judiciaires ou administratives en vue de l'imposition de sanctions ou de l'obtention de réparations appropriées pour toute infraction à ses lois et réglementations environnementales;
- k) prévoir des pouvoirs de perquisition, de saisie ou de détention; ou
- l) rendre des ordonnances administratives, y compris des ordonnances de nature préventive, curative ou exceptionnelle.

2. Chacune des Parties devra prévoir dans sa législation intérieure des procédures visant l'application par voie judiciaire, quasi-judiciaire ou administrative de ses lois et réglementations environnementales.

3. Les sanctions et les réparations prévues pour assurer l'application des lois et réglementations environnementales d'une Partie devront, selon qu'il y a lieu :

- a) tenir compte de la nature et de la gravité de l'infraction, des avantages économiques qui en résultent pour son auteur, de la situation économique de ce dernier et de tous autres facteurs pertinents; et
- b) comprendre des accords d'observation, des amendes, des peines d'emprisonnement, des injonctions, des fermetures d'installations et le paiement des frais engagés pour contenir ou éliminer la pollution.

Article 6 : Recours accessibles aux parties privées

1. Chacune des Parties fera en sorte que les personnes intéressées puissent demander à ses autorités compétentes de faire enquête sur des allégations d'infractions à ses lois et

réglementations environnementales, et elle tiendra dûment compte de telles demandes, conformément à sa législation.

2. Chacune des Parties fera en sorte que les personnes ayant, selon sa législation intérieure, un intérêt juridiquement reconnu à l'égard d'une question donnée puissent avoir adéquatement accès à des procédures administratives, quasi-judiciaires ou judiciaires en vue de faire appliquer ses lois et réglementations environnementales.

3. Les recours accessibles aux parties privées comprendront notamment, en conformité avec la législation intérieure de la Partie concernée, les droits suivants :

- a) le droit de poursuivre en dommages-intérêts une autre personne relevant de la juridiction de ladite Partie;
- b) le droit d'obtenir des réparations ou des sanctions, telles que des sanctions pécuniaires, des fermetures d'urgence ou des ordonnances, visant à limiter les conséquences d'infractions à ses lois et réglementations environnementales;
- c) le droit de demander aux autorités compétentes de prendre les mesures appropriées pour assurer l'application des lois et réglementations environnementales de ladite Partie afin de protéger l'environnement ou d'éviter qu'il y soit porté atteinte; ou
- d) le droit d'obtenir une injonction pour toute personne ayant subi ou risquant de subir des pertes, des dommages ou des blessures par suite d'un comportement contraire aux lois et réglementations environnementales de ladite Partie ou d'un comportement préjudiciable d'une autre personne relevant de la juridiction de cette Partie.

Article 7 : Garanties procédurales

1. Chacune des Parties fera en sorte que ses procédures administratives, quasi-judiciaires et judiciaires visées aux paragraphes 5(2) et 6(2) soient justes, ouvertes et équitables, et, à cette fin, elle prévoira que ces procédures devront :

- a) être conformes au principe de l'application régulière de la loi;
- b) être ouvertes au public, sauf lorsque l'administration de la justice exige le huis clos;
- c) permettre aux parties à la procédure de faire valoir leurs points de vue et de présenter des informations ou des éléments de preuve; et
- d) n'être pas inutilement compliquées, et n'entraîner ni frais ou délais déraisonnables ni retards injustifiés.

2. Chacune des Parties prévoira que la décision finale sur le fond de l'affaire dans de telles procédures devra être :

- a) consignée par écrit et de préférence motivée;

- b) rendue accessible aux parties à la procédure, et, conformément à sa législation, au public, sans retard injustifié; et
- c) fondée sur les informations ou les éléments de preuve que les parties auront eu la possibilité de présenter.

3. Chacune des Parties prévoira, selon qu'il y a lieu, que les parties à la procédure auront le droit, en conformité avec sa législation intérieure, de demander l'examen et, dans les cas qui le justifient, la réformation des décisions finales rendues à l'issue de telles procédures.

4. Chacune des Parties fera en sorte que les instances chargées de conduire ou d'examiner de telles procédures soient impartiales et indépendantes et qu'elles n'aient aucun intérêt substantiel dans l'issue desdites procédures.

PARTIE III

COMMISSION CANADO-CHILIENNE DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE

Article 8 : La Commission

1. Les Parties établissent la Commission canado-chilienne de coopération environnementale.
2. La Commission sera composée d'un Conseil, d'un Comité mixte d'examen des communications et d'un Comité consultatif public mixte. Elle sera secondée par le Secrétariat national de chacune des Parties.

Section A : Le Conseil

Article 9 : Structure et procédure du Conseil

1. Le Conseil sera constitué de représentants des Parties de niveau ministériel ou équivalent, ou de leurs délégués.
2. Le Conseil établira ses règles et procédures.
3. Le Conseil se réunira :
 - a) au moins une fois l'an en session ordinaire; et
 - b) en session extraordinaire à la demande de l'une des Parties.

Les sessions ordinaires seront présidées à tour de rôle par chacune des Parties.

4. Toutes les sessions ordinaires du Conseil comporteront des séances publiques. D'autres séances tenues pendant les sessions ordinaires ou extraordinaires seront publiques lorsque le Conseil en décidera ainsi.

5. Le Conseil pourra :

- a) établir des comités, des groupes de travail ou des groupes d'experts spéciaux ou permanents, et leur déléguer des responsabilités;
- b) recourir aux avis d'organisations non gouvernementales ou de personnes, y compris des experts indépendants; et
- c) prendre, dans l'exercice de ses fonctions, toute autre mesure dont les Parties pourront convenir.

6. Toutes les décisions et recommandations du Conseil seront prises d'un commun accord, sauf décision contraire du Conseil ou disposition contraire du présent accord.

7. Toutes les décisions et recommandations du Conseil seront rendues publiques, sauf décision contraire du Conseil ou disposition contraire du présent accord.

Article 10 : Fonctions du Conseil

1. À titre d'organe directeur de la Commission, le Conseil :

- a) tiendra lieu de tribune pour la discussion des questions environnementales relevant du présent accord;
- b) surveillera la mise en oeuvre du présent accord et formulera des recommandations en vue de son développement; à cette fin, il devra, dans les trois années suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, examiner le fonctionnement et l'efficacité à la lumière de l'expérience acquise;
- c) supervisera les Secrétariats nationaux dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées en vertu du présent accord;
- d) examinera les questions et les différends pouvant survenir entre les Parties relativement à l'interprétation et à l'application du présent accord;
- e) approuvera le programme de travail et le budget annuels de la Commission; et
- f) encouragera et facilitera la coopération entre les Parties en ce qui concerne les questions environnementales.

2. Le Conseil pourra se pencher et formuler des recommandations sur :

- a) la comparabilité des techniques et méthodes utilisées pour la collecte, l'analyse, la gestion et la communication électronique des données en ce qui concerne les questions relevant du présent accord;
- b) les techniques et stratégies de prévention de la pollution;
- c) les approches et les indicateurs communs à appliquer pour les rapports sur l'état de l'environnement;

- d) l'utilisation d'instruments économiques pour réaliser les objectifs environnementaux convenus aux niveaux national et international;
- e) la recherche scientifique et le développement technologique relatifs à l'environnement;
- f) la sensibilisation du public aux questions environnementales;
- g) les questions environnementales d'ordre planétaire, telles que le transport à grande distance de polluants atmosphériques et marins;
- h) les espèces exotiques qui pourraient être nocives;
- i) la conservation et la protection de la flore et de la faune sauvages et de leur habitat, ainsi que des zones naturelles faisant l'objet d'une protection spéciale;
- j) la protection des espèces en danger et menacées d'extinction;
- k) les activités de préparation et de réaction aux urgences environnementales;
- l) les questions environnementales dans leurs rapports avec le développement économique;
- m) les effets qu'ont les produits sur l'environnement tout au long de leur vie utile;
- n) le perfectionnement et le développement des ressources humaines dans le domaine de l'environnement;
- o) l'échange de scientifiques et de responsables du domaine de l'environnement;
- p) les méthodes propres à assurer l'observation et l'application des lois environnementales;
- q) les comptes nationaux écologiquement sensibles;
- r) l'éco-étiquetage; et
- s) toutes autres questions dont il pourra décider.

3. Le Conseil renforcera la coopération en vue de l'élaboration et de la constante amélioration des lois et réglementations environnementales, notamment :

- a) en favorisant l'échange d'informations sur les critères et méthodes appliqués pour l'établissement des normes environnementales nationales; et
- b) sans réduire les niveaux de protection de l'environnement, en établissant un processus pour la formulation de recommandations visant à rapprocher les réglementations techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité en matière d'environnement, d'une manière compatible avec l'ALECC.

4. À la demande du Conseil, les Secrétariats nationaux feront rapport, individuellement ou conjointement, sur toute question environnementale relative aux activités de coopération visées par le présent accord.

5. Le Conseil encouragera :

- a) l'application effective par chacune des Parties de ses lois et réglementations environnementales;
- b) l'observation de ces lois et réglementations; et
- c) la coopération technique entre les Parties.

6. Le Conseil encouragera et, selon qu'il y a lieu, assurera la formulation de recommandations visant à faire en sorte :

- a) que chaque individu ait accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques de chacune des Parties, y compris des informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et ait la possibilité de participer au processus de prise de décisions concernant cet accès; et
- b) qu'il soit fixé des limites appropriées pour les divers polluants, en tenant compte des différences entre les écosystèmes.

7. Le Conseil coopérera avec la Commission du libre-échange de l'ALECC en vue de la réalisation des buts et objectifs environnementaux de l'ALECC :

- a) en agissant comme point d'information et de réception des communications présentées par les organisations non gouvernementales et les personnes concernant ces buts et objectifs;
- b) en facilitant les consultations prévues à l'article G-14 de l'ALECC lorsqu'une Partie estime que l'autre Partie renonce ou déroge à une mesure environnementale, ou offre de renoncer ou de déroger à une telle mesure pour encourager un investisseur à établir, acquérir, étendre ou conserver un investissement sur son territoire, en vue d'éviter qu'un tel encouragement soit accordé;
- c) en contribuant à la prévention ou au règlement des différends commerciaux liés à l'environnement :
 - (i) par le déploiement d'efforts pour éviter les différends entre les Parties,
 - (ii) par la présentation, à la Commission du libre-échange, de recommandations tendant à éviter de tels différends, et
 - (iii) par l'identification d'experts pouvant fournir des informations ou des avis techniques aux comités, groupes de travail et autres organismes de l'ALECC;
- d) en examinant constamment les effets environnementaux de l'ALECC; et

- e) en aidant par ailleurs la Commission du libre-échange dans les dossiers liés à l'environnement.

Section B : Les Secrétariats nationaux

Article 11 : Secrétariat national

1. Chacune des Parties établira un Secrétariat national et en notifiera l'emplacement à l'autre Partie.
2. Chacune des Parties désignera un secrétaire exécutif de son Secrétariat national, lequel sera chargé de l'administration et de la gestion du Secrétariat.
3. Les Secrétariats nationaux assureront le soutien technique, administratif et opérationnel du Conseil ainsi que des comités et des groupes établis par celui-ci, et fourniront tout autre soutien demandé par le Conseil.
4. Les Secrétariats nationaux soumettront conjointement à l'approbation du Conseil le programme de travail et le budget annuels de la Commission, faisant notamment état des activités de coopération projetées ainsi que des dispositions visant à permettre aux Secrétariats de faire face aux imprévus. Le programme de travail annuel précisera les modalités prévues pour le financement et la mise en oeuvre des diverses activités, avec indication des institutions, organismes, personnes ou arrangements coopératifs auxquels il devra être fait appel pour cette mise en oeuvre. Lorsqu'ils élaboreront le programme de travail annuel, les Secrétariats nationaux prendront en considération des questions soulevées dans des dossiers factuels déjà établis ou en cours d'établissement par la Commission.
5. Les Secrétariats nationaux indiqueront au public, selon qu'il y a lieu, où s'adresser pour obtenir des avis et des compétences techniques en matière d'environnement.
6. Les Secrétariats nationaux et le Comité mixte d'examen des communications devront :
 - a) soustraire à la divulgation toute information qu'ils reçoivent d'une organisation non gouvernementale ou d'une personne et qui pourrait révéler l'identité de l'auteur de la communication, si la personne ou l'organisation concernée leur en fait la demande ou s'ils le jugent par ailleurs approprié; et
 - b) soustraire à la publication toute information qu'ils reçoivent d'une organisation non gouvernementale ou d'une personne et qui est désignée par cette organisation non gouvernementale ou cette personne comme information confidentielle ou exclusive.

Article 12 : Le Comité mixte d'examen des communications

1. Un Comité mixte d'examen des communications composé de deux membres, soit un pour chacune des Parties, sera établi dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord. Les membres du Comité seront désignés par le Conseil pour un mandat de trois ans, lequel pourra être renouvelé une fois par le Conseil pour la même durée.

2. Les membres du Comité seront choisis selon des critères généraux qu'établira le Conseil.
Les membres du Comité :

- a) devront avoir une connaissance approfondie de la législation de l'environnement et de son application;
- b) seront choisis strictement pour leur objectivité, leur fiabilité et leur discernement;
- c) devront être indépendants de toute Partie, n'avoir pas d'attaches avec une Partie et n'en pas recevoir d'instructions; et
- d) devront se conformer à un code de conduite.

Article 13 : Rapport annuel de la Commission

1. Conformément aux instructions du Conseil, les Secrétariats nationaux établiront conjointement le rapport annuel de la Commission. Le projet de rapport sera conjointement soumis au Conseil pour examen. Le rapport final sera rendu public.

2. Le rapport passera en revue :

- a) les activités et les dépenses de la Commission se rapportant à l'année précédente;
- b) le programme de travail et le budget de la Commission approuvés pour l'année suivante;
- c) les mesures prises par chacune des Parties relativement à ses obligations au titre du présent accord, y compris des données sur les activités visant à assurer l'application de sa législation de l'environnement;
- d) les opinions et informations pertinentes soumises par des organisations non gouvernementales et des personnes, y compris des données sommaires concernant les communications reçues, ainsi que toutes informations pertinentes que le Conseil estimera à propos;
- e) les recommandations formulées à l'égard de toute question relevant du présent accord; et
- f) toute autre question dont le Conseil demande l'inclusion.

3. Le rapport traitera périodiquement de l'état de l'environnement sur les territoires des Parties.

Article 14 : Communications sur les questions d'application

1. Toute communication portant sur une question d'application pourra être adressée à l'un ou l'autre des Secrétariats nationaux. Le Secrétariat national qui recevra une telle communication en fera parvenir copie à l'autre Secrétariat national. Les deux Secrétariats nationaux pourront examiner de concert toute communication reçue d'une organisation non gouvernementale ou d'une personne et alléguant qu'une Partie omet d'assurer l'application effective de sa législation de

l'environnement. La communication sera transmise au Comité mixte d'examen des communications après que l'un ou l'autre des Secrétariats nationaux aura dûment constaté :

- a) qu'elle est présentée par écrit dans l'une des langues officielles du présent accord;
- b) qu'elle identifie clairement la personne ou l'organisation qui en est l'auteur;
- c) qu'elle fournit suffisamment d'informations pour permettre d'examiner la communication, y compris toute preuve documentaire sur laquelle peut être fondée l'allégation;
- d) qu'elle vise, selon toute apparence, à promouvoir l'application de la législation plutôt qu'à harceler une branche de production;
- e) qu'elle indique que la question a été communiquée par écrit aux autorités compétentes de la Partie visée et fait état, le cas échéant, de la réponse de cette Partie;
- f) qu'elle est déposée par une personne ou une organisation résidant ou établie sur le territoire d'une Partie; et
- g) lorsqu'elle émane d'une personne ou d'une organisation résidant ou établie sur le territoire du Canada, et afin d'éviter les doubles emplois, qu'elle comporte une déclaration établissant que la question ne sera pas soumise par la suite au secrétariat de la Commission de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement.

2. Le Comité mixte d'examen des communications devra décider s'il y a lieu de demander à la Partie visée d'apporter une réponse à la communication; pour le guider dans sa décision, il cherchera à déterminer :

- a) s'il est allégué qu'un préjudice a été subi par la personne ou l'organisation qui présente la communication;
- b) si la communication, seule ou combinée à d'autres, soulève des questions dont une étude approfondie serait propice à la réalisation des objectifs du présent accord;
- c) si les recours privés offerts par la législation de la Partie visée ont été exercés; et
- d) si les faits allégués dans la communication sont tirés exclusivement des médias d'information.

Si le Comité mixte d'examen des communications demande une telle réponse, il fera parvenir à la Partie visée copie de la communication ainsi que de toute information à l'appui fournie avec la communication.

3. La Partie visée devra, dans les 30 jours suivant la signification de la demande ou, en cas de circonstances exceptionnelles et sur notification au Comité mixte d'examen des communications, dans les 60 jours suivant cette signification :

- a) indiquer au Comité mixte d'examen des communications si la question fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative en instance, ou si elle a été précédemment examinée ou est en cours d'examen par le secrétariat de la Commission de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, auquel cas celui-ci ne donnera pas suite; et
- b) adresser au Comité mixte d'examen des communications toutes autres informations qu'elle souhaite présenter, à savoir :
 - (i) si la question a déjà fait l'objet d'une procédure judiciaire ou administrative, et
 - (ii) si des recours privés se rapportant à la question sont offerts à la personne ou à l'organisation qui présente la communication, et si ces recours ont été exercés.

Article 15 : Dossier factuel

1. Si le Comité mixte d'examen des communications estime qu'il y a lieu, à la lumière de toute réponse fournie par la Partie, de constituer un dossier factuel concernant la communication, il en informera le Conseil en indiquant ses motifs.
2. Un dossier factuel sera constitué si l'une des Parties en décide ainsi. Dans les cas visés au paragraphe 2 de l'annexe 41, un tel dossier sera constitué si le Conseil en convient. Le Secrétariat national de la Partie ne faisant pas l'objet de la communication confiera la constitution du dossier factuel à un expert en matière d'environnement, lequel sera choisi dans une liste de tels experts qu'établiront les Parties dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord.
3. La constitution d'un dossier factuel, en vertu du présent article, sera sans préjudice de toute mesure ultérieure pouvant être prise au regard d'une communication.
4. Lorsqu'il constituera un dossier factuel, l'expert en matière d'environnement tiendra compte de toutes informations fournies par une Partie, et il pourra examiner toutes informations pertinentes, techniques, scientifiques ou autres :
 - a) publiquement accessibles;
 - b) soumises par des organisations non gouvernementales ou des personnes intéressées;
 - c) soumises par le Comité consultatif public mixte; ou
 - d) élaborées par des experts indépendants.
5. L'expert en matière d'environnement soumettra un dossier factuel préliminaire au Conseil, pour examen. Les Parties pourront présenter leurs observations sur l'exactitude des faits qu'il contient dans un délai de 45 jours.
6. L'expert en matière d'environnement versera, selon qu'il y a lieu, ces observations au dossier et présentera le dossier factuel final au Conseil, pour examen.

7. À la demande de l'une ou l'autre des Parties, le Conseil rendra le dossier factuel final publiquement accessible dans les 60 jours suivant sa présentation.

Section C : Comités consultatifs

Article 16 : Comité consultatif public mixte

1. À moins que le Conseil n'en décide autrement, le Comité consultatif public mixte sera composé de six membres. Chacune des Parties nommera un nombre égal de membres.

2. Le Conseil établira les règles de procédure du Comité consultatif public mixte, qui choisira lui-même son président.

3. Le Comité consultatif public mixte se réunira au moins une fois l'an au moment de la session ordinaire du Conseil, et à telles autres dates dont pourra décider le Conseil ou le président du Comité avec le consentement d'une majorité de ses membres.

4. Le Comité consultatif public mixte pourra fournir des avis au Conseil sur toute question relevant du présent accord, y compris sur tous documents qui lui auront été communiqués en vertu du paragraphe 6, ainsi que sur la mise en oeuvre et le développement du présent accord. Il pourra exercer telles autres fonctions que lui confiera le Conseil.

5. Le Comité consultatif public mixte pourra fournir aux Secrétariats nationaux toutes informations pertinentes, techniques, scientifiques ou autres, notamment pour la constitution d'un dossier factuel en vertu de l'article 15. Les Secrétariats nationaux transmettront au Conseil copie desdites informations.

6. Les Secrétariats nationaux communiqueront au Comité consultatif public mixte, au moment de la présentation de ces documents au Conseil, copie du projet de programme de travail et de budget annuels de la Commission et du projet de rapport annuel.

Article 17 : Comités consultatifs nationaux

Chacune des Parties pourra réunir un comité consultatif national, composé notamment de représentants d'organisations non gouvernementales et de personnes sous sa juridiction, afin de fournir à celle-ci des avis sur la mise en oeuvre et le développement du présent accord.

Article 18 : Comités gouvernementaux

Chacune des Parties pourra réunir un comité gouvernemental, qui pourra comprendre des représentants des gouvernements national et provinciaux, afin de fournir à celle-ci des avis sur la mise en oeuvre et le développement du présent accord.

Section D : Langues officielles

Article 19 : Langues officielles

Les langues officielles de la Commission seront le français, l'anglais et l'espagnol. Tous les rapports annuels prévus à l'article 13, les dossiers factuels présentés au Conseil en vertu du paragraphe 15(6) et les rapports des groupes spéciaux soumis en vertu de la partie V devront être accessibles dans chacune des langues officielles au moment de leur publication. Le Conseil établira des règles et des procédures pour l'interprétation et la traduction.

PARTIE IV

COOPÉRATION ET INFORMATION

Article 20 : Coopération

1. Les Parties s'efforceront en tout temps de s'entendre sur l'interprétation et l'application du présent accord, et elles ne ménageront aucun effort pour régler, par la coopération et la consultation, toute question pouvant affecter son fonctionnement.
2. Dans toute la mesure du possible, chacune des Parties notifiera à l'autre Partie toute mesure environnementale qu'elle adopte ou envisage d'adopter et dont elle estime qu'elle pourrait affecter sensiblement le fonctionnement du présent accord ou affecter substantiellement d'autre manière les intérêts de l'autre Partie au titre du présent accord.
3. À la demande de l'autre Partie, toute Partie fournira dans les moindres délais des informations et des éclaircissements sur toute mesure environnementale qu'elle adopte ou envisage d'adopter, que l'autre Partie ait ou non préalablement reçu notification de cette mesure.
4. Toute Partie pourra notifier à l'autre Partie, et lui communiquer, toutes informations plausibles concernant d'éventuelles infractions à la législation de l'environnement de cette autre Partie. Ces informations seront suffisamment précises et documentées pour permettre à l'autre Partie d'enquêter sur la question. La Partie notifiée prendra les mesures voulues conformément à sa législation intérieure pour enquêter sur la question et donner réponse à l'autre Partie.

Article 21 : Information

1. Sur demande du Conseil, d'un Secrétariat national ou des membres du Comité mixte d'examen des communications, chacune des Parties devra, conformément à sa législation intérieure, fournir les informations que le Conseil, un Secrétariat national ou les membres du Comité mixte d'examen des communications pourront demander, notamment :
 - a) rendre accessibles, dans les moindres délais, toutes informations en sa possession nécessaires pour établir un rapport ou constituer un dossier factuel, y compris des données sur l'observation et l'application de sa législation; et
 - b) prendre toutes mesures raisonnables en vue de rendre accessibles toutes autres informations ainsi demandées.

2. Toute Partie qui estime qu'une demande d'informations émanant d'un Secrétariat national ou des membres du Comité mixte d'examen des communications est excessive ou de nature à lui imposer une charge injustifiée pourra porter la question à l'attention du Conseil. Le Secrétariat national ou les membres du Comité mixte d'examen des communications modifieront la portée de la demande, afin de se conformer aux limites qu'aura pu fixer le Conseil.

3. Toute Partie qui ne rend pas accessible une information demandée par un Secrétariat national ou par le Comité mixte d'examen des communications, sous réserve des limites prévues au paragraphe 2, devra, dans les moindres délais, notifier ses motifs par écrit au Secrétariat national concerné ou aux membres du Comité mixte d'examen des communications.

PARTIE V

CONSULTATIONS ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 22 : Consultations

1. Toute Partie pourra demander par écrit des consultations avec l'autre Partie relativement à toute allégation selon laquelle cette dernière aurait omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement.

2. Lors de telles consultations, les Parties ne ménageront aucun effort pour parvenir à une solution mutuellement satisfaisante du différend.

Article 23 : Engagement d'une procédure

1. Si les Parties ne parviennent pas à régler la question conformément à l'article 22 dans les 60 jours suivant la signification de la demande de consultations, ou dans tel autre délai dont elles pourront convenir, l'une d'elles pourra demander par écrit une session extraordinaire du Conseil.

2. La Partie requérante indiquera dans sa demande la question en litige, et elle signifiera sa demande à l'autre Partie.

3. Sauf entente contraire, le Conseil se réunira dans les 20 jours suivant la signification de la demande et s'efforcera de régler le différend dans les moindres délais.

4. Le Conseil pourra

- a) faire appel aux conseillers techniques ou créer les groupes de travail ou groupes d'experts qu'il jugera nécessaires,
- b) avoir recours aux bons offices, à la conciliation, à la médiation ou à d'autres procédures de règlement des différends, ou
- c) faire des recommandations,

si cela peut aider les Parties consultantes à parvenir à une solution mutuellement satisfaisante du différend. Toute recommandation de cette nature sera rendue publique si le Conseil en décide ainsi.

5. S'il décide qu'une question relève davantage d'un autre accord ou arrangement liant les Parties, le Conseil devra renvoyer la question afin que soient prises les mesures voulues en conformité avec cet autre accord ou arrangement.

Article 24 : Demande d'institution d'un groupe spécial arbitral

1. Si le Conseil s'est réuni conformément à l'article 23 et que la question n'a pas été réglée dans les 60 jours qui suivent, le Conseil devra, sur demande écrite de l'une ou l'autre des Parties, saisir un groupe spécial arbitral lorsque l'allégation selon laquelle une Partie aurait omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement se rapporte à une situation visant un lieu de travail, une société, une entreprise ou un secteur producteur de produits ou fournisseur de services :

- a) qui sont échangés entre les territoires des Parties; ou
- b) qui font concurrence, sur le territoire de la Partie visée par la plainte, à des produits produits ou à des services fournis par des personnes de l'autre Partie.

2. Sauf entente contraire des Parties, le groupe spécial sera institué et exercera ses fonctions d'une manière compatible avec les dispositions de la présente partie.

Article 25 : Liste

1. Le Conseil dressera et tiendra une liste d'au plus 30 personnes disposées et aptes à faire partie de groupes spéciaux. Ces personnes, dont six devront n'être des citoyens d'aucune des Parties, seront nommées d'un commun accord pour une durée de trois ans, et elles pourront être nommées de nouveau.

2. Les personnes figurant sur la liste :

- a) devront avoir une connaissance approfondie ou une bonne expérience de la législation de l'environnement ou de son application, de la résolution de différends découlant d'accords internationaux ou de tout autre domaine scientifique, technique ou professionnel pertinent;
- b) seront choisies strictement pour leur objectivité, leur fiabilité et leur discernement;
- c) devront être indépendantes de toute Partie ou du Comité consultatif public mixte, n'avoir pas d'attaches avec une Partie ou le Comité consultatif public mixte et n'en pas recevoir d'instructions; et
- d) devront se conformer au code de conduite qu'établira le Conseil.

Article 26 : Admissibilité des membres des groupes spéciaux

1. Tous les membres des groupes spéciaux devront remplir les conditions énoncées au paragraphe 25(2).

2. Une personne ne pourra être membre d'un groupe spécial qui est saisi d'un différend :

- a) auquel elle a participé en vertu du paragraphe 23(4); ou
- b) dans lequel elle, ou une personne ou organisation avec laquelle elle a des attaches, a un intérêt, conformément au code de conduite établi en vertu de l'alinéa 25(2)d.

Article 27 : Constitution des groupes spéciaux

1. Les procédures suivantes s'appliqueront aux fins de la constitution des groupes spéciaux :
 - a) Le groupe spécial se composera de cinq membres.
 - b) Dans les 15 jours suivant la date à laquelle le Conseil décidera de réunir le groupe spécial, les Parties s'efforceront de s'entendre sur la personne qui présidera le groupe spécial. À défaut d'une entente dans le délai spécifié, la Partie choisie par tirage au sort désignera dans un délai de cinq jours un président, qui ne sera pas un de ses citoyens.
 - c) Dans les 15 jours suivant la désignation du président, chacune des Parties choisira deux membres du groupe spécial, qui seront des citoyens de l'autre Partie.
 - d) Si l'une des Parties ne procède pas au choix des membres du groupe spécial qu'elle devait choisir dans un tel délai, ceux-ci seront désignés par tirage au sort parmi les personnes de la liste qui sont des citoyens de l'autre Partie.
2. Les membres du groupe spécial seront normalement choisis dans la liste. Toute Partie pourra, dans un délai de 30 jours, récuser sans motif une personne qui ne figure pas sur la liste et qui est proposée comme membre par l'autre Partie.
3. Si l'une ou l'autre des Parties croit qu'un membre a violé le code de conduite, les Parties se consulteront et, si elles s'entendent, le membre sera démis de ses fonctions et remplacé conformément aux dispositions du présent article.

Article 28 : Règles de procédure

1. Le Conseil établira des règles de procédure types. La procédure devra :
 - a) garantir le droit à au moins une audience devant le groupe spécial;
 - b) donner la possibilité de présenter par écrit des conclusions et des réfutations; et
 - c) prévoir qu'aucun groupe spécial ne peut indiquer lesquels de ses membres forment la majorité et lesquels forment la minorité.
2. Sauf entente contraire des Parties, les groupes spéciaux réunis en vertu de la présente partie seront institués et conduiront leurs travaux conformément aux règles de procédure types.
3. Sauf entente contraire des Parties dans les 20 jours suivant la date à laquelle le Conseil décide de réunir un groupe spécial, le mandat du groupe spécial sera le suivant :

« Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes de l'accord, y compris celles figurant à la partie V, le point de savoir si la Partie visée par la plainte a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, et établir les constatations, déterminations et recommandations prévues au paragraphe 30(2). »

Article 29 : Rôle des experts

Sur demande de l'une des Parties, ou de sa propre initiative, le groupe spécial pourra obtenir des informations et des avis techniques de toute personne ou de tout organisme, selon qu'il le jugera à propos, à condition que les Parties en conviennent, et sous réserve des modalités qu'elles arrêteront.

Article 30 : Rapport initial

1. Sauf entente contraire des Parties, le groupe spécial fondera son rapport sur les conclusions et arguments des Parties et sur toutes informations dont il disposera en vertu de l'article 29.
2. Sauf entente contraire des Parties, le groupe spécial devra, dans les 180 jours suivant la désignation de son dernier membre, présenter aux Parties un rapport initial contenant :
 - a) des constatations de fait;
 - b) sa détermination quant à savoir si la Partie visée par la plainte a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, ou toute autre détermination découlant de son mandat; et
 - c) s'il rend une détermination positive au titre de l'alinéa b), ses recommandations, le cas échéant, pour la solution du différend, lesquelles porteront normalement que la Partie visée par la plainte devra adopter et exécuter un plan d'action suffisant pour corriger la pratique de non-application.
3. Les membres du groupe spécial pourront présenter des opinions individuelles sur les questions qui ne font pas l'unanimité.
4. Dans les 30 jours suivant la présentation du rapport initial du groupe spécial, chacune des Parties pourra présenter à celui-ci des observations écrites sur ce rapport.
5. Dans un tel cas, et après examen des observations écrites, le groupe spécial pourra, de sa propre initiative ou à la demande de l'une des Parties :
 - a) demander le point de vue des Parties;
 - b) réexaminer son rapport; et
 - c) effectuer tout autre examen qu'il estimera à propos.

Article 31 : Rapport final

1. Sauf entente contraire des Parties, le groupe spécial devra, dans les 60 jours suivant la présentation du rapport initial, présenter aux Parties un rapport final, ainsi que les opinions individuelles sur les questions n'ayant pas fait l'unanimité, s'il en est.
2. Les Parties devront, à titre confidentiel, transmettre au Conseil le rapport final du groupe spécial, ainsi que toute observation écrite que l'une d'elles souhaite y annexer, dans les 15 jours suivant la date à laquelle le rapport leur aura été présenté.
3. Le rapport final du groupe spécial sera rendu public cinq jours après sa transmission au Conseil.

Article 32 : Application du rapport final

Si, dans son rapport final, un groupe spécial détermine que la Partie visée par la plainte a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, les Parties contestantes pourront convenir d'un plan d'action mutuellement satisfaisant, qui sera normalement conforme aux déterminations et recommandations du groupe spécial.

Article 33 : Examen de l'application

1. Si, dans son rapport final, un groupe spécial détermine que la Partie visée par la plainte a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, et
 - a) si les Parties n'ont pas convenu d'un plan d'action, en vertu de l'article 32, dans les 60 jours suivant la date du rapport final, ou
 - b) si les Parties ne peuvent s'entendre sur le point de savoir si la Partie visée par la plainte exécute intégralement
 - (i) un plan d'action convenu en vertu de l'article 32,
 - (ii) un plan d'action réputé avoir été établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 2, ou
 - (iii) un plan d'action approuvé ou établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 4,

toute Partie pourra demander que le groupe spécial soit réuni à nouveau, par demande écrite signifiée à l'autre Partie. Le Conseil devra réunir à nouveau le groupe spécial sur signification de la demande à l'autre Partie.

2. Aucune demande au titre de l'alinéa (1)a ne pourra être présentée dans un délai de moins de 60 jours ou de plus de 120 jours à compter de la date du rapport final. Si les Parties n'ont pas convenu d'un plan d'action et qu'aucune demande n'a été présentée au titre de l'alinéa (1)a, le dernier plan d'action que la Partie visée par la plainte aura, le cas échéant, présenté à l'autre Partie

dans les 60 jours suivant la date du rapport final, ou dans tel autre délai dont les Parties pourront convenir, sera réputé avoir été établi par le groupe spécial 120 jours après la date du rapport final.

3. Toute demande au titre de l'alinéa (1)b) pourra être présentée au plus tôt 180 jours après qu'un plan d'action aura été

- a) convenu en vertu de l'article 32,
- b) réputé avoir été établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 2, ou
- c) approuvé ou établi par un groupe spécial en vertu du paragraphe 4,

et uniquement pendant la période de validité dudit plan d'action.

4. Un groupe spécial réuni à nouveau au titre de l'alinéa (1)a)

- a) devra déterminer si un plan d'action proposé par la Partie visée par la plainte est suffisant pour corriger la pratique de non-application, et
 - (i) dans l'affirmative, approuvera ledit plan, ou
 - (ii) dans la négative, établira un plan conforme à la législation de la Partie visée par la plainte, et
- b) pourra, lorsque cela sera justifié, imposer une compensation monétaire pour non-application conformément à l'annexe 33,

dans les 90 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau, ou dans tel autre délai dont les Parties pourront convenir.

5. Un groupe spécial réuni à nouveau au titre de l'alinéa (1)b) devra déterminer

- a) si la Partie visée par la plainte exécute intégralement le plan d'action, auquel cas il ne pourra imposer de compensation monétaire pour non-application, ou
- b) si la Partie visée par la plainte n'exécute pas intégralement le plan d'action, auquel cas il imposera une compensation monétaire pour non-application conformément à l'annexe 33,

dans les 60 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau, ou dans tel autre délai dont les Parties pourront convenir.

6. Un groupe spécial réuni à nouveau en vertu du présent article disposera que la Partie visée par la plainte est tenue d'exécuter intégralement tout plan d'action mentionné au sous-alinéa (4)a)(ii) ou à l'alinéa (5)b), et d'acquitter toute compensation monétaire pour non-application imposée en vertu de l'alinéa (4)b) ou (5)b), toute disposition de cette nature étant définitive et sans appel.

Article 34 : Poursuite de la procédure

La Partie plaignante pourra, à tout moment après l'expiration d'un délai de 180 jours à compter de la détermination rendue par un groupe spécial en vertu de l'alinéa 33(5)b), demander par écrit que le groupe spécial soit réuni à nouveau pour déterminer si la Partie visée par la plainte exécute intégralement le plan d'action. Sur signification de la demande à l'autre Partie, le Conseil réunira à nouveau le groupe spécial. Le groupe spécial rendra sa détermination dans les 60 jours suivant la date à laquelle il aura été réuni à nouveau, ou dans tel autre délai dont les Parties pourront convenir.

Article 35 : Mise en application et perception intérieures

1. Aux fins du présent article, « détermination d'un groupe spécial » désigne :
 - a) une détermination rendue par un groupe spécial en vertu de l'alinéa 33(4)b) ou (5)b) et demandant que la Partie visée par la plainte acquitte une compensation monétaire pour non-application; et
 - b) une détermination rendue par un groupe spécial en vertu de l'alinéa 33(5)b) et demandant que la Partie visée par la plainte exécute intégralement un plan d'action lorsque le groupe spécial :
 - (i) avait précédemment établi un plan d'action en vertu du sous-alinéa 33(4)a)(ii) ou imposé une compensation monétaire pour non-application en vertu de l'alinéa 33(4)b); ou
 - (ii) détermine par la suite, en vertu de l'article 34, que la Partie visée par la plainte n'exécute pas intégralement un plan d'action.
2. Au Canada, la procédure prévoira :
 - a) que, sous réserve de l'alinéa b), le Secrétariat national du Chili pourra, au nom de la Commission, déposer devant un tribunal compétent une copie certifiée conforme de la détermination d'un groupe spécial;
 - b) que le Secrétariat national du Chili ne pourra, au nom de la Commission, déposer devant un tribunal la détermination d'un groupe spécial décrite à l'alinéa (1)a) que si le Canada a omis de se conformer à la détermination dans les 180 jours suivant la date à laquelle celle-ci a été rendue;
 - c) que la détermination d'un groupe spécial, une fois déposée, deviendra une ordonnance du tribunal aux fins de la mise en application;
 - d) que le Secrétariat national du Chili pourra, au nom de la Commission, et en vue de faire appliquer la détermination d'un groupe spécial devenue ordonnance du tribunal, engager devant ledit tribunal, une procédure à l'encontre de la personne au Canada concernée par la détermination du groupe spécial conformément au paragraphe 6 de l'annexe 41;
 - e) que la procédure visant à faire appliquer la détermination d'un groupe spécial devenue ordonnance du tribunal s'effectuera au Canada par procédure sommaire;

- f) que, dans la procédure visant à faire appliquer la détermination d'un groupe spécial décrite à l'alinéa (1)b) et devenue ordonnance du tribunal, le tribunal renverra dans les moindres délais toute question de fait ou toute question d'interprétation de la détermination au groupe spécial qui a rendu la détermination, et que la décision du groupe spécial liera le tribunal;
- g) que la détermination d'un groupe spécial devenue ordonnance du tribunal ne sera pas assujettie au processus interne d'examen ou d'appel; et
- h) qu'une ordonnance rendue par le tribunal dans le cadre de la procédure visant à faire appliquer la détermination d'un groupe spécial devenue ordonnance du tribunal ne sera pas assujettie au processus d'examen ou d'appel.

3. Au Chili, la procédure prévoira :

- a) que, sous réserve de l'alinéa b), le Secrétariat national du Canada pourra, au nom de la Commission, déposer devant un tribunal compétent une copie certifiée conforme de la détermination d'un groupe spécial;
- b) que le Secrétariat national du Canada ne pourra, au nom de la Commission, déposer devant un tribunal la détermination d'un groupe spécial décrite à l'alinéa (1)a) que si le Chili a omis de se conformer à la détermination dans les 180 jours suivant la date à laquelle elle a été rendue;
- c) que le tribunal compétent sera la Cour suprême;
- d) que le Secrétariat national du Canada devra, au nom de la Commission, certifier que la détermination du groupe spécial est finale et sans appel;
- e) que la Cour suprême devra, dans les 10 jours suivant la date du dépôt, rendre une résolution ordonnant la mise en application de la détermination du groupe spécial; et
- f) que la résolution de la Cour suprême devra être adressée aux autorités administratives compétentes, lesquelles devront s'y conformer dans les moindres délais.

4. Tout changement apporté par les Parties aux procédures qu'elles adoptent ou maintiennent en vertu du présent article et ayant pour effet d'affaiblir les dispositions du présent article sera considéré comme un manquement au présent accord.

Article 36 : Financement des procédures des groupes spéciaux

Les Parties conviendront de budgets distincts pour chacune des procédures de groupes spéciaux prévues par les articles 24 à 34. Les Parties contribueront à part égale auxdits budgets.

PARTIE VI
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 37 : Principe d'application

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme habilitant les autorités d'une Partie à mener des activités d'application de la législation de l'environnement sur le territoire de l'autre Partie.

Article 38 : Droits privés

Aucune des Parties ne pourra prévoir dans sa législation intérieure le droit d'engager une action contre l'autre Partie au motif que cette dernière s'est comportée d'une manière incompatible avec le présent accord.

Article 39 : Protection des informations

1. Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme exigeant qu'une Partie fournisse ou rende accessibles des informations dont la divulgation :

- a) ferait obstacle à l'application de sa législation de l'environnement; ou
- b) serait contraire à sa législation protégeant les renseignements commerciaux, exclusifs ou personnels ou le caractère confidentiel du processus gouvernemental de prise de décisions.

2. Si une Partie fournit des renseignements à caractère confidentiel ou exclusif à l'autre Partie, au Conseil, à un Secrétariat national, au Comité mixte d'examen des communications ou au Comité consultatif public mixte, le destinataire accordera à ces renseignements le même traitement que celui que leur réserve la Partie qui les a transmis.

3. Les renseignements à caractère confidentiel ou exclusif qu'une Partie fournit à un groupe spécial en vertu du présent accord seront traités conformément aux règles de procédure établies en vertu de l'article 28.

Article 40 : Rapports avec d'autres accords sur l'environnement

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme affectant les droits et obligations existants des Parties au titre d'autres accords internationaux sur l'environnement, y compris les accords sur la conservation, dont elles sont signataires.

Article 41 : Étendue des obligations

L'annexe 41 s'applique aux Parties qui y sont visées.

Article 42 : Sécurité nationale

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée :

- a) comme imposant à une Partie l'obligation de fournir des renseignements ou de donner accès à des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité; ou
- b) comme empêchant une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estimera nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité se rapportant :
 - (i) aux armes, aux munitions et au matériel de guerre, ou
 - (ii) à la mise en oeuvre de politiques nationales ou d'accords internationaux concernant la non-prolifération des armes nucléaires ou d'autres engins nucléaires explosifs.

Article 43 : Financement de la Commission

Chacune des Parties supportera une part égale du budget annuel de la Commission, sous réserve de l'existence de fonds alloués en conformité avec les procédures juridiques en vigueur sur son territoire. Aucune des Parties ne sera tenue de payer plus que l'autre Partie à l'égard d'un budget annuel.

Article 44 : Définitions

1. Aux fins du présent accord :

Une Partie n'aura pas omis d'assurer l'« **application effective de sa législation de l'environnement** » ou de se conformer au paragraphe 5(1) dans un cas particulier où l'action ou l'omission d'organismes ou de fonctionnaires de cette Partie :

- a) constitue un exercice raisonnable de leur pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les enquêtes, les poursuites, la réglementation ou les questions liées à l'observation des lois; ou
- b) résulte d'une décision, prise de bonne foi, d'affecter les ressources disponibles au règlement d'autres problèmes environnementaux considérés comme ayant une priorité plus élevée;

« **citoyen** » s'entend d'un citoyen au sens de l'annexe 44.1 pour la Partie qui y est visée;

« **organisation non gouvernementale** » désigne une organisation ou association scientifique, professionnelle, commerciale, à but non lucratif ou constituée dans l'intérêt du public, qui ne fait pas partie d'un gouvernement et ne relève pas de son autorité;

« **pratique systématique** » désigne toute action ou omission qui se produit de façon soutenue ou répétée à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord;

« province » désigne une province du Canada, ce qui comprend le Territoire du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ainsi que leurs successeurs; et

« territoire » désigne, pour une Partie, le territoire de cette Partie défini à l'annexe 44.1.

2. Aux fins du paragraphe 14(1) et de la partie V, et sauf dispositions contraires de l'annexe 44.2 :

- a) « **législation de l'environnement** » désigne toute loi ou réglementation nationale, ou toute disposition d'une telle loi ou réglementation, dont l'objet premier est de protéger l'environnement ou de prévenir toute atteinte à la vie ou à la santé des personnes, en assurant
 - (i) la prévention, la réduction ou le contrôle du rejet, de la décharge ou de l'émission de substances polluantes ou de nature à souiller l'environnement,
 - (ii) le contrôle des produits chimiques, substances, matières et déchets toxiques ou écologiquement dangereux, et la diffusion d'informations à ce sujet, ou
 - (iii) la protection de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, de leur habitat et des zones naturelles faisant l'objet d'une protection spéciale

sur le territoire de la Partie, à l'exclusion de toute loi, réglementation ou disposition concernant directement la santé ou la sécurité au travail.

- b) Il demeure entendu que l'expression « **législation de l'environnement** » ne vise aucune loi ou réglementation nationale, ou disposition d'une telle loi ou réglementation, dont l'objet premier est de gérer la récolte ou l'exploitation commerciales, la récolte de subsistance ou la récolte par les populations autochtones des ressources naturelles.
- c) La question de savoir si une disposition donnée relève des alinéas a) et b) dépendra de l'objet premier de la disposition en question, et non pas de l'objet premier de la loi ou de la réglementation dont elle fait partie.

3. Aux fins du paragraphe 14(3), « **procédure judiciaire ou administrative** » désigne :

- a) toute mesure nationale d'ordre judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif prise par une Partie en temps opportun et en conformité avec sa législation intérieure. De telles mesures comprennent : la médiation; l'arbitrage; le processus de délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation; le processus d'obtention d'une assurance d'observation volontaire ou d'un accord d'observation; le recours à une instance administrative ou judiciaire pour obtenir des sanctions ou des réparations; et le processus de délivrance d'une ordonnance administrative; et
- b) une procédure internationale de règlement des différends qui lie la Partie.

PARTIE VII
DISPOSITIONS FINALES

Article 45 : Annexes

Les annexes font partie intégrante du présent accord.

Article 46 : Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le 2 juin 1997, immédiatement après l'entrée en vigueur de l'ALECC, par un échange de notifications écrites certifiant l'accomplissement des formalités juridiques requises.

Article 47 : Modifications

1. Les Parties pourront convenir de toute modification ou de tout ajout au présent accord.
2. Toute modification ou tout ajout dont il aura été ainsi convenu et qui aura été approuvé en conformité avec les formalités juridiques applicables de chacune des Parties deviendra partie intégrante du présent accord.

Article 48 : Accession du Chili à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement

Les Parties oeuvreront en vue d'une rapide accession du Chili à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement.

Article 49 : Dénonciation

Toute Partie pourra dénoncer le présent accord moyennant un avis écrit à l'autre Partie. La dénonciation prendra effet dans un délai de six mois à compter de la date de réception de l'avis par l'autre Partie.

Article 50 : Textes faisant foi

Les textes français, anglais et espagnol du présent Accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT en double exemplaire, à Ottawa, ce 6^e jour de février 1997.

**POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA**

**POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE DU CHILI**

ANNEXE 33

COMPENSATION MONÉTAIRE POUR NON-APPLICATION

1. La compensation monétaire pour non-application ne devra pas dépasser 10 millions de dollars (U.S.), ou son équivalent dans la monnaie de la Partie visée par la plainte.
2. Lorsqu'il déterminera le montant de la compensation à exiger, le groupe spécial prendra en compte :
 - a) la fréquence avec laquelle la Partie a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, et la durée de cette omission;
 - b) le niveau d'application qui pourrait être raisonnablement attendu d'une Partie, compte tenu des ressources dont elle dispose;
 - c) les raisons, le cas échéant, que donne la Partie pour expliquer pourquoi elle n'exécute pas intégralement un plan d'action;
 - d) les efforts faits par la Partie pour commencer à corriger la pratique de non-application après la publication du rapport final du groupe spécial; et
 - e) tous autres facteurs pertinents.
3. La compensation monétaire pour non-application sera acquittée dans la monnaie de la Partie visée par la plainte; tout montant ainsi perçu sera versé dans un fonds établi par le Conseil au nom de la Commission et sera utilisé selon les directives du Conseil pour améliorer l'environnement ou accroître l'application de la législation de l'environnement sur le territoire de la Partie visée par la plainte, conformément à la législation intérieure de cette Partie.

ANNEXE 41

ÉTENDUE DES OBLIGATIONS

1. À la date de la signature du présent accord, ou de l'échange de notifications écrites prévu à l'article 46, le Canada listera dans une déclaration toutes provinces à l'égard desquelles il devra être lié pour des questions relevant de leur compétence. La déclaration prendra effet dès sa signification au Chili, et elle n'aura aucune incidence sur la répartition interne des pouvoirs au Canada. Le Canada notifiera au Chili, six mois à l'avance, toute modification à sa déclaration.

2. Lorsqu'il examinera s'il y a lieu de demander au Secrétariat national responsable de constituer un dossier factuel conformément à l'article 15, le Conseil tiendra compte du fait que la communication concernée peut provenir d'une organisation non gouvernementale ou d'une entreprise constituée ou organisée d'une autre manière en vertu de la législation d'une province listée dans la déclaration faite en vertu du paragraphe 1.

3. Le Canada ne pourra demander des consultations en vertu de l'article 22 ou une réunion du Conseil en vertu de l'article 23, ou demander l'institution d'un groupe spécial, essentiellement à l'avantage du gouvernement d'une province non listée dans la déclaration faite en vertu du paragraphe 1.

4. Le Canada ne pourra demander une réunion du Conseil en vertu de l'article 23, ou demander l'institution d'un groupe spécial, en vue de déterminer si le Chili a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, sauf si le Canada déclare par écrit que la question relèverait de la compétence fédérale si elle devait survenir sur son territoire, ou :

- a) s'il déclare par écrit que la question relèverait de la compétence provinciale si elle devait survenir sur son territoire; et
- b) que les provinces listées dans la déclaration représentent au moins 55 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) du Canada pour la dernière année pour laquelle des données sont disponibles; et
- c) lorsque la question touche une branche de production ou un secteur particuliers, que les provinces listées dans la déclaration représentent au moins 55 p. 100 de la production canadienne totale dans cette branche de production ou ce secteur pour la dernière année pour laquelle des données sont disponibles.

5. Le Chili ne pourra demander une réunion du Conseil en vertu de l'article 23, ou demander l'institution d'un groupe spécial, en vue de déterminer si une province a omis, par une pratique systématique, d'assurer l'application effective de sa législation de l'environnement, à moins que cette province ne soit listée dans la déclaration faite en vertu du paragraphe 1 et que les exigences des alinéas (4)b) et c) aient été satisfaites.

6. Le Canada devra, au plus tard à la date à laquelle un groupe spécial arbitral aura été institué, conformément à l'article 24, pour examiner une question visée au paragraphe 5 de la présente annexe, notifier par écrit au Chili si une compensation monétaire pour non-application ou un plan d'action qu'un groupe spécial a imposés au Canada en vertu du paragraphe 33(4) ou 33(5) concerne Sa Majesté du Chef du Canada ou Sa Majesté du Chef de la province en cause.

7. Le Canada ne ménagera aucun effort pour rendre le présent accord applicable au plus grand nombre de provinces possible.

8. Deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le Conseil se penchera sur le fonctionnement de la présente annexe, et examinera plus particulièrement si les Parties devraient modifier les seuils établis au paragraphe 4.

ANNEXE 44.1

DÉFINITIONS PROPRES À CHAQUE PAYS

Aux fins du présent accord :

« citoyen » s'entend :

- a) dans le cas du Canada, de toute personne qui a qualité de citoyen canadien aux termes de la *Loi sur la citoyenneté*, L.R.C. 1985, ch. C-29, modifiée de temps à autre ou de toute autre loi qui lui aura succédé; et
- b) dans le cas du Chili, d'un Chilien au sens de l'article 10 de la Constitution politique de la République du Chili (*Constitución Política de la República de Chile*); et

« territoire » s'entend :

- a) dans le cas du Canada, du territoire auquel s'applique la législation douanière du Canada, y compris les régions s'étendant au-delà des eaux territoriales du Canada et qui, conformément au droit international et à la législation intérieure du Canada, sont des régions à l'égard desquelles le Canada est habilité à exercer des droits pour ce qui concerne les fonds marins et leur sous-sol ainsi que leurs ressources naturelles; et
- b) dans le cas du Chili, des étendues terrestres et maritimes et de l'espace aérien surjacent relevant de sa souveraineté, ainsi que de la zone économique exclusive et du plateau continental à l'égard desquels il exerce des droits souverains et a juridiction conformément au droit international et à sa législation intérieure.

ANNEXE 44.2

DÉFINITION DE LA « LÉGISLATION DE L'ENVIRONNEMENT » AU CHILI

Aux fins du paragraphe 14(1) et de la partie V de l'accord, et dans le cas du Chili uniquement, la définition de l'expression « législation de l'environnement » figurant au paragraphe 44(2) sera assujettie aux appendices 44B.1, 44B.2 et 44B.3 jusqu'au 2 juin 1999.

APPENDICE 4B.1

Dès l'entrée en vigueur de l'accord, la définition de « législation de l'environnement » s'appliquera aux lois et réglementations ci-après, y compris les modifications qui pourront y être apportées par la suite, ainsi qu'à toute autre loi ou réglementation ou disposition d'une telle loi ou réglementation en vigueur après le 9 mars 1994.

a. LÉGISLATION GÉNÉRALE (1)

Constitution et lois organiques constitutionnelles

- 1.a.1 Constitution politique de la République (*Constitución Política de la República*) Journal officiel 24/10/80
- 1.a.2 Loi n° 18248 Code de l'exploitation minière (*Ley N° 18.248, Código de Minería*) Journal officiel 14/10/83
- 1.a.3 Loi n° 18695 sur l'organisation constitutionnelle des municipalités (*Ley N° 18.695, Orgánica Constitucional de Municipalidades*) Journal officiel 31/03/88
- 1.a.4 Loi n° 19175 sur l'organisation constitutionnelle des administrations et gouvernements régionaux (*Ley N° 19.175, Orgánica Constitucional sobre Gobierno y Administración Regional*) Journal officiel 11/11/92

Lois et traités

- 1.a.5 Loi générale sur l'urbanisme et la construction, approuvée par le Décret-loi n° 458, 1976, du ministère du Logement et de l'Urbanisme (*Ley General de Urbanismo y Construcciones, aprobada mediante el Decreto con Fuerza de Ley N° 458, 1976, del Ministerio de Vivienda y Urbanismo*) Journal officiel 13/04/76
- 1.a.6 Décret suprême n° 447, 1991, du ministère des Relations extérieures, portant promulgation de l'accord-cadre signé à Rome, en 1990, entre le gouvernement de la République du Chili et la Communauté économique européenne (*Acuerdo Marco entre el Gobierno de la República de Chile y la Comunidad Económica Europea, suscrito en Roma, 1990, promulgado por Decreto Supremo N° 447, 1991, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 29/05/91
- 1.a.7 Loi n° 19300 - Loi fondamentale de l'environnement (*Ley N° 19.300 de Bases del Medio Ambiente*) Journal officiel 09/03/94

Décrets suprêmes

Ministère du Logement et de l'Urbanisme

- 1.a.8 Décret suprême n° 47, 1992, du ministère du Logement et de l'Urbanisme, établissant le nouveau texte de l'Ordonnance générale de la Loi générale sur l'urbanisme et la construction (*Decreto Supremo N° 47, 1992, del Ministerio de Vivienda y Urbanismo, que fija el Nuevo Texto de la Ordenanza General de la Ley General de Urbanismo y Construcciones*) Journal officiel 19/05/92

Ministère secrétariat général de la Présidence

- 1.a.9 Décret suprême n° 86, 1995, du Ministère secrétariat général de la Présidence - Règlement du Conseil consultatif de la Commission nationale de l'environnement et des Commissions régionales de l'environnement (*Decreto Supremo N° 86, 1995, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, Reglamento del Consejo Consultivo de la Comisión Nacional del Medio Ambiente y de las Comisiones Regionales del Medio Ambiente*) Journal officiel 26/10/95
- 1.a.10 Décret suprême n° 93, 1995, du Ministère secrétariat général de la Présidence - Règlement sur l'établissement de normes de qualité de l'environnement (*Decreto Supremo N° 93, 1995, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, Reglamento para la Dictación de Normas de Calidad Ambiental*) Journal officiel 26/10/95
- 1.a.11 Décret suprême n° 94, 1995, du Ministère secrétariat général de la Présidence - Règlement sur la procédure et les étapes à observer pour l'établissement de plans de prévention et de dépollution (*Decreto Supremo N° 94, 1995, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, Reglamento que Fija el Procedimiento y Etapas para establecer Planes de Prevención y de Descontaminación*) Journal officiel 26/10/95

b. EAU (1)

Lois et traités

- 1.b.1 Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures de 1954, modifiée en 1962 et 1969, ainsi qu'une annexe sur le registre des hydrocarbures, promulguée par le Décret suprême n° 474, 1977, du ministère des Relations extérieures (*Convenio Internacional para Prevenir la Contaminación de las Aguas del Mar por Hidrocarburos, de 1954, con sus enmiendas de 1962 y 1969 y un anexo sobre Libro de Registro de Hidrocarburos, promulgado mediante el Decreto Supremo N° 474, 1977, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 06/10/77
- 1.b.2 Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, avec son annexe de 1969, promulguée par le Décret suprême n° 475, 1977, du ministère des Relations extérieures (*Convenio Internacional sobre Responsabilidad Civil por Daños Causados por la Contaminación de las Aguas del Mar por Hidrocarburos, con su Anexo de 1969, promulgado por el Decreto Supremo N° 475, 1977, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 08/10/77
- 1.b.3 Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, avec ses annexes I, II et III, de 1972, promulguée par le Décret suprême n° 476, 1977, du ministère des Relations extérieures (*Convenio sobre Prevención de la Contaminación del Mar por Vertimiento de Desechos y otras materias, con sus anexos I, II y III del año 1972, promulgado mediante Decreto Supremo N° 476, 1977, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 11/10/77

- 1.b.4 Décret-loi n° 2222, 1978 - Loi sur la navigation (*Decreto Ley N° 2.222, 1978, Ley de Navegación*) Journal officiel 31/05/78
- 1.b.5 Convention pour la protection du milieu marin et de la zone côtière du Pacifique Sud-Est, promulguée par le Décret suprême n° 296, 1986, du ministère des Relations extérieures (*Convenio para la Protección del Medio Ambiente y la Zona Costera del Pacífico Sudeste, promulgado mediante el Decreto Supremo N° 296, 1986, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 14/06/86
- 1.b.6 Protocole pour la protection du Pacifique Sud-Est contre la pollution provenant de sources terrestres, avec ses annexes, promulgué par le Décret suprême n° 295 du ministère des Relations extérieures (*Protocolo para la Protección del Pacífico Sudeste contra la Contaminación Proveniente de Fuentes Terrestres y sus anexos, promulgado mediante el Decreto Supremo N° 295, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 19/06/86
- 1.b.7 Accord de coopération régionale pour la lutte contre la pollution du Pacifique Sud-Est par les hydrocarbures et autres substances nocives en cas d'urgence, promulgué par le Décret suprême n° 425, 1986, du ministère des Relations extérieures (*Acuerdo sobre la Cooperación Regional para el Combate contra la Contaminación del Pacífico Sudeste por Hidrocarburos y Otras Sustancias Nocivas en Casos de Emergencia, promulgado por el Decreto Supremo N° 425, 1986, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 11/08/86
- 1.b.8 Protocole complémentaire à l'accord de coopération régionale pour la lutte contre la pollution du Pacifique Sud-Est par les hydrocarbures et autres substances nocives en cas d'urgence, promulgué par le Décret suprême n° 656, 1986, du ministère des Relations extérieures (*Protocolo Complementario del Acuerdo sobre la Cooperación Regional para el Combate contra la Contaminación del Pacífico Sudeste por Hidrocarburos y Otras Sustancias Nocivas en Casos de Emergencia, promulgado por el Decreto Supremo N° 656, 1986, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 24/11/86

Décrets suprêmes

Ministère de la Défense nationale

- 1.b.9 Décret suprême n° 1, 1992, du ministère de la Défense nationale (Marine) - Règlement sur la pollution des eaux (*Decreto Supremo N° 1, 1992, del Ministerio de Defensa Nacional (Marina), Reglamento de la Contaminación Acuática*) Journal officiel 18/11/92

Ministère des Travaux publics

- 1.b.10 Décret suprême n° 867, 1978, du ministère des Travaux publics, fixant la norme chilienne NCh 1333 relative à la qualité de l'eau pour différents usages (*Decreto Supremo N° 867, 1978, del Ministerio de Obras Públicas, que fija la norma chilena NCh 1.333, sobre requisitos de calidad del agua para diferentes usos*) Journal officiel 05/07/78

Ministère de la Santé

- 1.b.11 Décret suprême n° 236, 1926, de l'ex-ministère de la Santé, de l'Assistance, de la Sécurité sociale et du Travail, établissant le règlement général relatif aux vidanges ménagères (*Decreto Supremo N° 236, 1926, del ex Ministerio de Higiene, Asistencia, Previsión Social y Trabajo, que establece el Reglamento General de Alcantarillados Particulares*) Journal officiel 23/05/26
- 1.b.12 Décret suprême n° 288, 1969, du ministère de la Santé, approuvant le règlement sur le système de traitement primaire des eaux usées au moyen de fosses septiques préfabriquées (*Decreto Supremo N° 288, 1969, del Ministerio de Salud, que aprobó el Reglamento sobre Sistema de Tratamiento Primario de Aguas Servidas Mediante Estanques Sépticos Pre-fabricados*) Journal officiel 31/05/69
- 1.b.13 Décret suprême n° 263, 1985, du ministère de la Santé, établissant le règlement sanitaire pour les zones maritimes, aériennes et frontalières (*Decreto Supremo N° 263, 1985, del Ministerio de Salud, que establece el Reglamento de Sanidad Marítima, Aérea y de las Fronteras*) Journal officiel 24/02/86

Résolutions

- 1.b.14 Résolution n° 12600/322 VRS/94, de DIRECTEMAR, régissant le rejet de déchets liquides dans les eaux relevant de DIRECTEMAR (*Resolución N° 12.600/322 VRS/94 de DIRECTEMAR, que regula las descargas de residuos líquidos a los cuerpos de agua bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR*) non publiée
- 1.b.15 Résolution n° 12600/323 VRS/94, de DIRECTEMAR, établissant le mandat pour la réalisation d'études d'impact sur le milieu aquatique concernant le rejet de déchets liquides dans les étendues d'eau relevant de DIRECTEMAR (*Resolución N° 12.600/323 VRS/94 de DIRECTEMAR, que establece términos de referencia para la realización de estudios de evaluación de impacto ambiental acuático para descarga de residuos líquidos a los cuerpos de agua bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR*) non publiée
- 1.b.16 Résolution n° 12600/324 VRS/94, de DIRECTEMAR, établissant le mandat pour la réalisation d'études d'impact sur l'environnement concernant les projets de rejet de boues de dragage dans les eaux relevant de DIRECTEMAR (*Resolución N° 12.600/324 VRS/94 de DIRECTEMAR, que establece términos de referencia para la realización de estudios de evaluación de impacto ambiental para proyectos de vertimiento de desechos de dragados en el medio ambiente acuático bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR*) non publiée
- 1.b.17 Résolution n° 12600/325 VRS/94, de DIRECTEMAR, établissant le mandat pour la réalisation d'études d'impact sur le milieu aquatique concernant les ports et terminaux maritimes relevant de DIRECTEMAR (*Resolución N° 12.600/325 VRS/94 de DIRECTEMAR, que establece términos de referencia para la realización de estudios de evaluación de impacto ambiental acuático para puertos y terminales marítimos bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR*) non publiée

- 1.b.18 Résolution n° 186, 1996, de la Direction générale des eaux, ministère des Travaux publics, établissant les normes relatives à l'exploration et à l'exploitation des eaux souterraines (*Resolución N° 186, 1996, de la Dirección General de Aguas del Ministerio de Obras Públicas, que establece las normas sobre exploración y explotación de aguas subterráneas*) Journal officiel 15/05/96

c. AIR (1)

Lois et traités

- 1.c.1 Loi n° 18290 - Loi sur la circulation routière (*Ley N° 18.290, Ley del Tránsito*) Journal officiel 07/02/84
- 1.c.2 Loi n° 18696 sur le transport intérieur de passagers (*Ley N° 18.696, sobre Transporte Nacional de Pasajeros*) Journal officiel 31/05/88
- 1.c.3 Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, avec ses annexes I et II, adoptée le 22 mars 1985 et approuvée par le Décret suprême n° 719, 1990, du ministère des Relations extérieures, et son Protocole de Montréal de 1987, promulgué par le Décret suprême n° 238, 1990, du ministère des Relations extérieures (*Convenio de Viena para la Protección de la Capa de Ozono y sus anexos I y II, adoptado el 22 de marzo de 1985, aprobado por Decreto Supremo N° 719, 1990, del Ministerio de Relaciones Exteriores, y su Protocolo de Montreal de 1987, promulgado por Decreto Supremo N° 238, 1990, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) D.S. N° 719, Journal officiel 08/03/90 - D.S. N° 238, Journal officiel 28/04/90

Décrets suprêmes

Ministère de l'Agriculture

- 1.c.4 Décret suprême n° 28, 1991, du ministère de l'Agriculture, établissant un plan de dépollution pour la fonderie de Chagres (*Decreto Supremo N° 28, 1991, del Ministerio de Agricultura, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Chagres*) Journal officiel 05/06/91
- 1.c.5 Décret suprême n° 4, 1992, du ministère de l'Agriculture, régissant les émissions de polluants particuliers dans la vallée de la rivière Huasco (*Decreto Supremo N° 4, 1992, del Ministerio de Agricultura, que regula la contaminación atmosférica de origen particulado en el Valle del Río Huasco*) Journal officiel 26/05/92

Ministère des Mines

- 1.c.6 Décret suprême n° 252, 1992, du ministère des Mines, établissant un plan de dépollution pour la fonderie de Ventanas et la centrale thermoélectrique de Chilgener (*Decreto Supremo N° 252, 1992, del Ministerio de Minería, que establece Plan de*

Descontaminación para la fundición de Ventanas y Central Termoeléctrica de Chilgener)
Journal officiel 02/03/93

- 1.c.7 Décret suprême n° 132, 1993, du ministère des Mines, établissant un plan de dépollution pour la fonderie de Chuquicamata (*Decreto Supremo N° 132, 1993, del Ministerio de Minería, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Chuquicamata*) Journal officiel 09/01/95

Ministère de la Santé

- 1.c.8 Décret suprême n° 32, 1990, du ministère de la Santé, approuvant le règlement de fonctionnement des sources de polluants atmosphériques précisés dans les situations d'urgence de pollution atmosphérique dans la région métropolitaine (*Decreto Supremo N° 32, 1990, del Ministerio de Salud, que aprueba el reglamento de funcionamiento de fuentes emisoras de contaminantes atmosféricos que indica en situaciones de emergencia de contaminación atmosférica para la Región Metropolitana*) Journal officiel 24/05/90
- 1.c.9 Décret suprême n° 185, 1991, du ministère de la Santé, fixant les normes primaires et secondaires de qualité de l'environnement pour les émissions d'anhydride sulfureux et de matières particulaires et établissant des méthodes de mesure (*Decreto Supremo N° 185, 1991, del Ministerio de Salud, que fija normas de calidad ambiental primarias y secundarias, para anhídrido sulfuroso y material particulado y establece procedimientos de medición*) Journal officiel 16/01/92
- 1.c.10 Décret suprême n° 811, 1993, du ministère de la Santé, interdisant l'utilisation de cheminées non munies d'une double chambre ou d'un capteur de poussières pour le chauffage des habitations et des établissements dans la région métropolitaine (*Decreto Supremo N° 811, 1993, del Ministerio de Salud, que prohíbe la operación de chimeneas para calefacción que no estén provistas de doble cámara o mecanismos de captación de partículas en viviendas y establecimientos de la Región Metropolitana*) Journal officiel 24/06/93
- 1.c.11 Décret suprême n° 2467, 1994, du ministère de la Santé, approuvant le règlement sur les laboratoires de mesure et d'analyse des émissions atmosphériques provenant de sources fixes (*Decreto Supremo N° 2.467, 1994, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento de laboratorios de medición y análisis de emisiones atmosféricas provenientes de fuentes estacionarias*) Journal officiel 18/02/94

Ministère des Transports et des Télécommunications

- 1.c.12 Décret suprême n° 167, 1984, du ministère des Transports et des Télécommunications, sur le contrôle des émissions polluantes lors de la vérification technique des véhicules automobiles (*Decreto Supremo N° 167, 1984, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre control de emisión de contaminantes en la revisión técnica de los vehículos motorizados*) Journal officiel 04/01/85

- 1.c.13 Décret suprême n° 75, 1987, du ministère des Transports et des Télécommunications, sur la pollution atmosphérique causée par le transport de marchandises sèches et de substances génératrices d'odeurs (*Decreto Supremo N° 75, 1987, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre la contaminación atmosférica causada por el transporte de áridos y sustancias odoríferas*) Journal officiel 07/07/87
- 1.c.14 Décret suprême n° 24, 1989, du ministère des Transports et des Télécommunications, sur la vérification technique et le contrôle des émissions polluantes des autobus et taxis (*Decreto Supremo N° 24, 1989, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre revisión técnica y verificación de la emisión de contaminantes de buses y taxibuses*) Journal officiel 01/03/89
- 1.c.15 Décret suprême n° 94, 1991, du ministère des Transports et des Télécommunications, sur le transport des ressources forestières (*Decreto Supremo N° 94, 1991, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre transporte de recursos forestales*) Journal officiel 08/06/91
- 1.c.16 Décret suprême n° 145, 1991, du ministère des Transports et des Télécommunications, régissant le transport en commun dans la région métropolitaine (*Decreto Supremo N° 145, 1991, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que regula el funcionamiento de la locomoción colectiva en la Región Metropolitana*) Journal officiel 16/08/91
- 1.c.17 Décret suprême n° 211, 1991, du ministère des Transports et des Télécommunications, régissant la pollution atmosphérique causée par les véhicules automobiles légers (*Decreto Supremo N° 211, 1991, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que regula la contaminación atmosférica causada por vehículos motorizados livianos*) Journal officiel 11/12/91
- 1.c.18 Décret suprême n° 116, 1992, du ministère des Transports et des Télécommunications, interdisant l'exploitation de véhicules de transport en commun qui sont source de pollution atmosphérique (*Decreto Supremo N° 116, 1992, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que prohíbe operar vehículos de locomoción colectiva que causan contaminación atmosférica*) Journal officiel 26/06/92
- 1.c.19 Décret suprême n° 212, 1992, du ministère des Transports et des Télécommunications, régissant le transport en commun de passagers et établissant les vérifications techniques et les normes d'émission dans les terminus d'autobus (*Decreto Supremo N° 212, 1992, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que regula el transporte público de pasajeros, establece revisiones técnicas y normas de emisión en terminales de buses*) Journal officiel 21/11/92
- 1.c.20 Décret suprême n° 82, 1993, du ministère des Transports et des Télécommunications, établissant les normes d'émission pour les véhicules devant assurer les services de transport en commun (*Decreto Supremo N° 82, 1993, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión para vehículos destinados a prestación de servicios de locomoción colectiva*) Journal officiel 24/06/93

- 1.c.21 Décret suprême n° 4, 1994, du ministère des Transports et des Télécommunications, établissant les normes d'émission de polluants pour les véhicules automobiles et fixant les procédures pour leur contrôle (*Decreto Supremo N° 4, 1994, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión de contaminantes aplicables a los vehículos motorizados y fija los procedimientos para su control*) Journal officiel 29/01/94
- 1.c.22 Décret suprême n° 55, 1994, du ministère des Transports et des Télécommunications, établissant les normes d'émission pour les véhicules automobiles lourds (*Decreto Supremo N° 55, 1994, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión aplicables a vehículos motorizados pesados*) Journal officiel 16/04/94
- 1.c.23 Décret suprême n° 54, 1994, du ministère des Transports et des Télécommunications, établissant les normes d'émission pour les véhicules automobiles intermédiaires (*Decreto Supremo N° 54, 1994, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión aplicables a vehículos motorizados medianos*) Journal officiel 03/05/94

Ministère secrétariat général de la Présidence

- 1.c.24 Décret suprême n° 179, 1994, du Ministère secrétariat général de la Présidence, déclarant zone saturée d'anhydride sulfureux et de particules les environs de la fonderie Caletones (*Decreto Supremo N° 179, 1994, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, que declara zona saturada por anhídrido sulfuroso y material particulado al área circundante a la fundición Caletones*) Journal officiel 16/11/94
- 1.c.25 Décret suprême n° 180, 1994, du Ministère secrétariat général de la Présidence, établissant un plan de dépollution pour la fonderie de Paipote (*Decreto Supremo N° 180, 1994, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Paipote*) Journal officiel 09/01/95

Résolutions

- 1.c.26 Résolution n° 1215, 1978, du ministère de la Santé, établissant les normes de prévention, d'inspection et de contrôle de la pollution atmosphérique (*Resolución N° 1.215, 1978, del Ministerio de Salud, que establece normas sobre prevención, fiscalización y control de contaminación atmosférica*) promulguée le 22/06/78
- 1.c.27 Résolution n° 369, 1988, du ministère de la Santé, établissant l'indice de la qualité de l'air pour déterminer le niveau de pollution atmosphérique dans la région métropolitaine (*Resolución N° 369, 1988, del Ministerio de Salud, que establece el índice de calidad del aire para determinar el nivel de contaminación atmosférica de la Región Metropolitana*) Journal officiel 26/04/88

d. BRUIT (1)

Lois

- 1.d.1 Loi n° 18290 - Loi sur la circulation routière (*Ley N° 18.290, Ley del Tránsito*) Journal officiel 07/02/84

Décret suprême

Ministère des Transports et des Télécommunications

- 1.d.2 Décret suprême n° 122, 1991, du ministère des Transports et des Télécommunications, sur les exigences concernant les dimensions et le fonctionnement des véhicules assurant les services de transport en commun urbain (*Decreto Supremo N° 122, 1991, del Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones, que fija los requisitos dimensionales y funcionales a vehículos que presten servicios de locomoción colectiva urbana*) Journal officiel 19/07/91

e. SUBSTANCES TOXIQUES ET DÉCHETS DANGEREUX (1)

Lois

- 1.e.1 Loi n° 18164, portant établissement de normes douanières et modification de la législation sur les substances toxiques et dangereuses pour la santé (*Ley N° 18.164, que establece Normas de Carácter Aduaneros y modifica Legislación Pertinente, respecto de sustancias tóxicas y peligrosas para la Salud*) Journal officiel 17/09/82

- 1.e.2 Décret-loi n° 1, 1989, du ministère de la Santé, précisant qu'une autorisation expresse des autorités sanitaires est requise pour la disposition des déchets (*Decreto con Fuerza de Ley N° 1, 1989, del Ministerio de Salud, que dispone que requieren de autorización sanitaria expresa, la disposición de residuos*) Journal officiel 21/02/90

Décrets suprêmes

Ministère de la Défense nationale

- 1.e.3 Décret suprême n° 777, 1983, du ministère de la Défense nationale, approuvant le règlement chilien pour la mise en oeuvre du Code international pour le transport maritime des marchandises dangereuses (*Decreto Supremo N° 777, 1983, del Ministerio de Defensa Nacional, que aprueba el Reglamento de la República para el Código Marítimo Internacional de Mercaderías Peligrosas*) Journal officiel 24/10/78
- 1.e.4 Décret suprême n° 746, 1989, du ministère de la Défense nationale (Forces aériennes), sur le transport aérien de marchandises dangereuses (*Decreto Supremo N° 746, 1989, del Ministerio de Defensa Nacional (Aviación), sobre transporte de mercaderías peligrosas por vía aérea*) Journal officiel 19/02/90

Ministère de l'Économie, du Développement et de la Reconstruction

- 1.e.5 Décret suprême n° 278, 1982, du ministère de l'Économie, approuvant le règlement sur la sécurité touchant l'entreposage, le raffinage, le transport et la distribution des combustibles liquides dérivés du pétrole (*Decreto Supremo N° 278, 1982, del Ministerio de Economía, que aprueba el Reglamento de seguridad para el almacenamiento, refinación, transporte y expendio de combustibles líquidos derivados del petróleo*) Journal officiel 09/02/83

Ministère des Mines

- 1.e.6 Décret suprême n° 86, 1970, du ministère des Mines - Règlement sur la construction et l'exploitation de réservoirs de boues (*Decreto N° 86, 1970, del Ministerio de Minería, Reglamento de construcción y operación de Tranques de Relave*) Journal officiel 13/08/70
- 1.e.7 Décret suprême n° 12, 1985, du ministère des Mines, sur le transport des matières radioactives (*Decreto Supremo N° 12, 1985, del Ministerio de Minería, sobre transporte de materiales radioactivos*) Journal officiel 10/06/85

Ministère des Transports et des Télécommunications

- 1.e.8 Décret suprême n° 298, 1994, du ministère des Transports et des Télécommunications, sur le transport des marchandises dangereuses sur la voie publique (*Decreto Supremo N° 298, 1994, del Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones, sobre transporte de cargas peligrosas por calles y caminos*) Journal officiel 11/02/95

Résolutions

- 1.e.9 Résolution n° 5081, 1993, du Service d'hygiène environnementale de la région métropolitaine, ministère de la Santé, sur la déclaration et le suivi des déchets industriels solides (RISES) (*Resolución N° 5.081, 1993, del Servicio de Salud del Ambiente de la Región Metropolitana del Ministerio de Salud, sobre declaración y seguimiento de Residuos Industriales Sólidos (RISES)*) Journal officiel 18/03/93

f. FAUNE ET FLORE SAUVAGES ET AIRES PROTÉGÉES (1)

Lois et traités

- 1.f.1 Décret-loi n° 265, 1931, du ministère de l'Agriculture - Loi sur les forêts (*Decreto con Fuerza de Ley N° 265, 1931, del Ministerio de Agricultura, Ley de Bosques*) Journal officiel 29/05/31
- 1.f.2 Décret-loi n° 25, 1963, du ministère de l'Agriculture, interdisant la chasse des oiseaux à guano (*Decreto con Fuerza de Ley N° 25, 1963, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la caza de aves guaníferas*) Journal officiel 04/04/63

- 1.f.3 Loi n° 17288, sur les monuments nationaux (*Ley N° 17.288, sobre Monumentos Nacionales*) Journal officiel 04/02/70
- 1.f.4 Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction, adoptée à Washington le 3 mars 1973 et promulguée par le Décret suprême n° 141, 1975, du ministère des Relations extérieures (*Convención sobre Comercio Internacional de especies amenazadas de flora y fauna silvestres, adoptada en Washington el 3 de marzo de 1973, promulgada por Decreto Supremo N° 141, 1975, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 25/03/75
- 1.f.5 Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, avec annexe, signée à Washington, D.C., le 2 décembre 1946 et promulguée par le Décret suprême n° 489, 1979, du ministère des Relations extérieures (*Convención Internacional para la Regulación de la Caza de Ballenas y su Anexo, suscrito en Washington D.C., el 2 de diciembre de 1946, promulgada mediante el Decreto Supremo N° 489, 1979, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 21/09/79
- 1.f.6 Convention sur le patrimoine mondial culturel et naturel, promulguée par le Décret suprême n° 259, 1980, du ministère des Relations extérieures (*Convención sobre el Patrimonio Mundial Cultural y Natural, promulgada por Decreto Supremo N° 259, 1980, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 12/05/80
- 1.f.7 Convention pour la conservation de la vigogne, promulguée par le Décret suprême n° 212, 1981, du ministère des Relations extérieures (*Convenio para la conservación de la Vicuña, promulgado por Decreto Supremo N° 212, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 19/05/81
- 1.f.8 Loi n° 19473 - Loi sur la chasse (*Ley N° 19.473, Ley de Caza*) Journal officiel 27/09/96

Décrets suprêmes

Ministère de l'Agriculture

- 1.f.9 Décret suprême n° 268, 1955, du ministère de l'Agriculture, interdisant la chasse des oiseaux sauvages en période de nidation (*Decreto Supremo N° 268, 1955, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la caza de aves silvestres durante su anidación*) Journal officiel 06/05/55
- 1.f.10 Décret suprême n° 652, 1958, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Laguna del Laja (*Decreto Supremo N° 652, 1958, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Laguna del Laja*) Journal officiel 09/08/58
- 1.f.11 Décret suprême n° 475, 1959, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Laguna San Rafael (*Decreto Supremo N° 475, 1959, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Laguna San Rafael*) Journal officiel 28/07/59

- 1.f.12 Décret suprême n° 1050, 1962, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Torres del Paine (*Decreto Supremo N° 1.050, 1962, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Torres del Paine*) Journal officiel 18/01/62
- 1.f.13 Décret suprême n° 80, 1965, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Alberto de Agostini (*Decreto Supremo N° 80, 1965, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Alberto de Agostini*) Journal officiel 24/02/65
- 1.f.14 Décret suprême n° 4, 1967, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national du volcan Isluga (*Decreto Supremo N° 4, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Volcán Isluga*) Journal officiel 07/02/67
- 1.f.15 Décret suprême n° 321, 1967, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national de l'île Guamblin (*Decreto Supremo N° 321, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Isla Guamblin*) Journal officiel 03/07/67
- 1.f.16 Décret suprême n° 322, 1967, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Río Simpson (*Decreto Supremo N° 322, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Río Simpson*) Journal officiel 12/07/67
- 1.f.17 Décret suprême n° 347, 1967, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Huerquehue (*Decreto Supremo N° 347, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Huerquehue*) Journal officiel 31/07/67
- 1.f.18 Décret suprême n° 264, 1969, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Bernardo O'Higgins (*Decreto Supremo N° 264, 1969, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Bernardo O'Higgins*) Journal officiel 09/08/69
- 1.f.19 Décret suprême n° 270, 1970, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Lauca (*Decreto Supremo N° 270, 1970, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Lauca*) Journal officiel 29/08/70
- 1.f.20 Décret suprême n° 271, 1970, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Conguillío (*Decreto Supremo N° 271, 1970, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Conguillío*) Journal officiel 29/08/70
- 1.f.21 Décret suprême n° 378, 1970, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national Paliáiike (*Decreto Supremo N° 378, 1970, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Paliáiike*) Journal officiel 06/11/70
- 1.f.22 Décret suprême n° 129, 1971, du ministère de l'Agriculture, interdisant la coupe, l'arrachage, le transport, la possession et le commerce de la lapagerie rose (copihues) (*Decreto Supremo N° 129, 1971, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe corta, arranque, transporte, tenencia y comercio de copihues*) Journal officiel 17/04/71

- 1.f.23 Décret suprême n° 82, 1974, du ministère de l'Agriculture, interdisant la coupe des arbres et arbustes dans les massifs et les contreforts andins précisés de la province de Santiago (*Decreto Supremo N° 82, 1974, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la corta de árboles y arbustos en la zona precordillerana y cordillerana andina que señala de la provincia de Santiago*) Journal officiel 03/07/74
- 1.f.24 Décret suprême n° 162, 1974, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national El Morado (*Decreto Supremo N° 162, 1974, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional El Morado*) Journal officiel 10/08/74
- 1.f.25 Décret suprême n° 490, 1977, du ministère de l'Agriculture, déclarant monument naturel l'espèce végétale dite *Alerce* ou *Lahuén* (*Decreto Supremo N° 490, 1977, del Ministerio de Agricultura, que declara Monumento Natural a la especie vegetal "Alerce" o "Lahuén"*) Journal officiel 05/09/77
- 1.f.26 Décret suprême n° 354, 1981, du ministère de l'Agriculture, interdisant la chasse, le transport, la vente, la possession et la transformation industrielle du renard roux ou *culpeo*, du couguar des Andes, du couguar d'Argentine, du *guiña*, du couguar des broussailles et du puma (*Decreto Supremo N° 354, 1981, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe indefinidamente la caza, transporte, comercialización, posesión e industrialización de zorro rojo o culpeo, gato montés andino, gato montés argentino, guiña, gato de los pajonales y puma*) Journal officiel 05/01/81
- 1.f.27 Décret suprême n° 19, 1982, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Río Clarillo (*Decreto Supremo N° 19, 1982, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Río Clarillo*) Journal officiel 05/03/82
- 1.f.28 Décret suprême n° 94, 1982, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Los Ruiles (*Decreto Supremo N° 94, 1982, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Los Ruiles*) Journal officiel 26/08/82
- 1.f.29 Décret suprême n° 160, 1982, du ministère de l'Agriculture, déclarant monuments naturels Cinco Hermanas, Contulmo, Dos Lagunas, Laguna de Los Cisnes et Los Pingüinos (*Decreto Supremo N° 160, 1982, del Ministerio de Agricultura, que declara monumentos naturales Cinco Hermanas, Contulmo, Dos Lagunas, Laguna de Los Cisnes y Los Pingüinos*) Journal officiel 09/12/82
- 1.f.30 Décret suprême n° 29, 1983, du ministère de l'Agriculture, déclarant monument naturel Salar de Surire et créant la réserve nationale Las Vicuñas (*Decreto Supremo N° 29, 1983, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural Salar de Surire y crea Reserva Nacional Las Vicuñas*) Journal officiel 12/05/83
- 1.f.31 Décret suprême n° 301, 1983, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national de l'île Magdalena (*Decreto Supremo N° 301, 1983, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Isla Magdalena*) Journal officiel 11/07/83

- 1.f.32 Décret suprême n° 153, 1984, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Las Chinchillas (*Decreto Supremo N° 153, 1984, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Las Chinchillas*) Journal officiel 22/02/84
- 1.f.33 Décret suprême n° 127, 1986, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Río de Los Cipreses (*Decreto Supremo N° 127, 1986, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Río de Los Cipreses*) Journal officiel 06/01/86
- 1.f.34 Décret suprême n° 123, 1986, du ministère de l'Agriculture, déclarant monument naturel Pichasca (*Decreto Supremo N° 123, 1986, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural Pichasca*) Journal officiel 11/03/86
- 1.f.35 Décret suprême n° 128, 1986, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Laguna de Torca (*Decreto Supremo N° 128, 1986, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Laguna de Torca*) Journal officiel 11/03/86
- 1.f.36 Décret suprême n° 207, 1988, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Pampa del Tamarugal (*Decreto Supremo N° 207, 1988, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Pampa del Tamarugal*) Journal officiel 11/04/88
- 1.f.37 Décret suprême n° 70, 1988, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale de l'île Mocha (*Decreto Supremo N° 70, 1988, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Isla Mocha*) Journal officiel 13/07/88
- 1.f.38 Décret suprême n° 71, 1988, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale La Chimba (*Decreto Supremo N° 71, 1988, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional La Chimba*) Journal officiel 13/07/88
- 1.f.39 Décret suprême n° 89, 1989, du ministère de l'Agriculture, déclarant monument naturel l'île Cachagua (*Decreto Supremo N° 89, 1989, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural Isla Cachagua*) Journal officiel 09/08/89
- 1.f.40 Décret suprême n° 133, 1989, du ministère de l'Agriculture, créant le parc national La Campana (*Decreto Supremo N° 133, 1989, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional La Campana*) Journal officiel 26/10/89
- 1.f.41 Décret suprême n° 43, 1990, du ministère de l'Agriculture, déclarant monument naturel l'*Araucaria araucana* (*Decreto Supremo N° 43, 1990, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural a la Araucaria Araucana*) Journal officiel 03/04/90
- 1.f.42 Décret suprême n° 51, 1990, du ministère de l'Agriculture, déclarant monument naturel La Portada (*Decreto Supremo N° 51, 1990, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural La Portada*) Journal officiel 05/10/90
- 1.f.43 Décret suprême n° 50, 1990, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Los Flamencos (*Decreto Supremo N° 50, 1990, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Los Flamencos*) Journal officiel 17/10/90

- 1.f.44 Décret suprême n° 146, 1974, du ministère de l'Agriculture, interdisant la coupe des arbres et arbustes sur les terres de la province d'Aysén (*Decreto Supremo N° 146, 1974, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la corta de árboles y arbustos que se encuentran situados dentro de los terrenos de la Provincia de Aysén*) Journal officiel 18/01/91
- 1.f.45 Décret suprême n° 56, 1991, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Galletué (*Decreto Supremo N° 56, 1991, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Galletué*) Journal officiel 27/05/91
- 1.f.46 Décret suprême n° 133, 1993, du ministère de l'Agriculture - Règlement d'application de la Loi sur la chasse (*Decreto Supremo N° 133, 1993, del Ministerio de Agricultura, Reglamento de la Ley de Caza*) Journal officiel 09/03/93
- 1.f.47 Décret suprême n° 41, 1996, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale El Yali (*Decreto Supremo N° 41, 1996, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional El Yali*) Journal officiel 31/05/96
- 1.f.48 Décret suprême n° 59, 1996, du ministère de l'Agriculture, créant la réserve nationale Altos de Lircay (*Decreto Supremo N° 59, 1996, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Altos de Lircay*) Journal officiel 24/06/96

Ministère des Biens nationaux

- 1.f.49 Décret suprême n° 552, 1926, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national Vicente Pérez Rosales (*Decreto Supremo N° 552, 1926, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Vicente Pérez Rosales*) promulgué le 17/08/26, non publié
- 1.f.50 Décret suprême n° 103, 1935, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national Rapa Nui et le parc national de l'archipel Juan Fernández et interdisant la coupe du palmier *tucuma*, des fougères arborescentes et du *toromiro* (*Decreto Supremo N° 103, 1935, del ex Ministerio de Tierras y Colonización, que crea Parque Nacional Rapa Nui y Parque Nacional Archipiélago Juan Fernández y que prohíbe cortar la palma Chonta, Helechos Arbóreos y el Toromiro*) Journal officiel 16/02/35
- 1.f.51 Décret suprême n° 2489, 1935, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national Tolhuaca (*Decreto Supremo N° 2.489, 1935, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Tolhuaca*) Journal officiel 31/10/35
- 1.f.52 Décret suprême n° 15, 1939, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national Nahuelbuta (*Decreto Supremo N° 15, 1939, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Nahuelbuta*) Journal officiel 06/03/39
- 1.f.53 Décret suprême n° 374, 1941, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national Puyehue (*Decreto Supremo N° 374, 1941, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Puyehue*) Journal officiel 31/05/41

- 1.f.54 Décret suprême n° 339, 1941, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national de la forêt Fray Jorge (*Decreto Supremo N° 339, 1941, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Bosque Fray Jorge*) Journal officiel 20/06/41
- 1.f.55 Décret suprême n° 995, 1945, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national du Cap Horn (*Decreto Supremo N° 995, 1945, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Cabo de Hornos*) Journal officiel 25/07/45
- 1.f.56 Décret suprême n° 734, 1983, du ministère des Biens nationaux, créant le parc national Chiloé (*Decreto Supremo N° 734, 1983, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Chiloé*) Journal officiel 03/01/83
- 1.f.57 Décret suprême n° 735, 1983, du ministère des Biens nationaux, créant le parc national Alerce Andino (*Decreto Supremo N° 735, 1983, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Alerce Andino*) Journal officiel 03/01/83
- 1.f.58 Décret suprême n° 640, 1983, du ministère des Biens nationaux, créant le parc national Queulat (*Decreto Supremo N° 640, 1983, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Queulat*) Journal officiel 24/11/83
- 1.f.59 Décret suprême n° 527, 1986, du ministère des Biens nationaux, créant le parc national Pan de Azúcar (Pain de sucre) (*Decreto Supremo N° 527, 1986, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Pan de Azúcar*) Journal officiel 06/05/86
- 1.f.60 Décret suprême n° 19, 1987, du ministère des Biens nationaux, déclarant monument naturel le mélèze côtier (*alerce costero*) (*Decreto Supremo N° 19, 1987, del Ministerio de Bienes Nacionales, que declara monumento natural Alerce Costero*) Journal officiel 09/03/87
- 1.f.61 Décret suprême n° 617, 1988, du ministère des Biens nationaux, déclarant monument naturel Cerro Ñielol (*Decreto Supremo N° 617, 1988, del Ministerio de Bienes Nacionales, que declara monumento natural Cerro Ñielol*) Journal officiel 09/02/88
- 1.f.62 Décret suprême n° 429, 1988, du ministère des Biens nationaux, créant la réserve nationale Ralco (*Decreto Supremo N° 429, 1988, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Reserva Nacional Ralco*) Journal officiel 18/08/88
- 1.f.63 Décret suprême n° 884, 1988, du ministère des Biens nationaux, créant le parc national Hornopirén (*Decreto Supremo N° 884, 1988, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Hornopirén*) Journal officiel 22/12/88
- 1.f.64 Décret suprême n° 26, 1989, du ministère des Biens nationaux, créant le parc national Las Palmas de Cocalán (*Decreto Supremo N° 26, 1989, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Las Palmas de Cocalán*) Journal officiel 27/04/89
- 1.f.65 Décret suprême n° 2236, 1991, du ministère des Terres et de la Colonisation, créant le parc national Villarrica (*Decreto Supremo N° 2.236, 1991, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Villarrica*) Journal officiel 09/01/91

1.f.66 Décret suprême n° 89, 1996, du ministère des Biens nationaux, créant la réserve nationale Radal Siete Tazas (*Decreto Supremo N° 89, 1996, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Reserva Nacional Radal Siete Tazas*) Journal officiel 08/06/96

Ministère de l'Éducation

1.f.67 Décret suprême n° 726, 1973, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Los Nogales (*Decreto Supremo N° 726, 1973, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Los Nogales*) Journal officiel 13/08/73

1.f.68 Décret suprême n° 937, 1973, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Fundo Yerba Loca (*Decreto Supremo N° 937, 1973, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Fundo Yerba Loca*) Journal officiel 28/08/73

1.f.69 Décret suprême n° 631, 1975, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Laguna El Peral (*Decreto Supremo N° 631, 1975, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Laguna El Peral*) Journal officiel 08/09/75

1.f.70 Décret suprême n° 680, 1975, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Laguna de Torca (*Decreto Supremo N° 680, 1975, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Laguna de Torca*) Journal officiel 27/09/75

1.f.71 Décret suprême n° 835, 1976, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Alerzales de Potrero Anay, de Castro (*Decreto Supremo N° 835, 1976, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Alerzales de Potrero Anay, de Castro*) Journal officiel 02/10/76

1.f.72 Décret suprême n° 556, 1976, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle de l'île de Sala y Gómez et des îlots adjacents à l'île de Pâques, du parc Quinta Normal et de la péninsule de Hualpén (*Decreto Supremo N° 556, 1976, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Isla de Sala y Gómez e Islotes adyacentes a Isla de Pascua, Parque Quinta Normal y Península de Hualpén*) Journal officiel 14/02/78

1.f.73 Décret suprême n° 48, 1978, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Punta Peyuco (*Decreto Supremo N° 48, 1978, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Punta Peyuco*) Journal officiel 21/07/78

1.f.74 Décret suprême n° 622, 1978, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle de l'îlot Pájaros Niños (pingouins) (*Decreto Supremo N° 622, 1978, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Islote Pájaros Niños*) Journal officiel 21/07/78

1.f.75 Décret suprême n° 2, 1979, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle de l'île de Cachagua (*Decreto Supremo N° 2, 1979, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Isla de Cachagua*) Journal officiel 06/02/79

1.f.76 Décret suprême n° 77, 1981, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle des affleurements de roches granitiques sphériques dans la région Rodillo, de Caldera

(Decreto Supremo Nº 77, 1981, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Afloraciones de rocas de Granito Orbicular en el sector Rodillo, de Caldera)
Journal officiel 23/02/81

- 1.f.77 Décret suprême n° 2734, 1981, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle des zones humides des environs de Valdivia (*Decreto Supremo Nº 2.734, 1981, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Zonas Húmedas cercanas a Valdivia*)
Journal officiel 04/07/81
- 1.f.78 Décret suprême n° 772, 1982, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle de l'îlot Peña Blanca et de la pointe Peña Blanca (*Decreto Supremo Nº 772, 1982, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Islote Peña Blanca y Punta Peña Blanca*)
Journal officiel 08/05/82
- 1.f.79 Décret suprême n° 37, 1982, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Valle de la Luna (*Decreto Supremo Nº 37, 1982, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Valle de la Luna*)
Journal officiel 10/02/82
- 1.f.80 Décret suprême n° 481, 1990, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle Roca Oceánica (*Decreto Supremo Nº 481, 1990, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Roca Oceánica*)
Journal officiel 20/05/90
- 1.f.81 Décret suprême n° 484, 1990, du ministère de l'Éducation, établissant le règlement d'application de la Loi n° 17288 (*Decreto Supremo Nº 484, 1990, del Ministerio de Educación, que establece el Reglamento de la Ley Nº 17.288*)
Journal officiel 02/04/91
- 1.f.82 Décret suprême n° 544, 1992, du ministère de l'Éducation, déclarant réserve naturelle les îlots Lobería et Lobería Iglesia de Piedra de Cobquecura (*Decreto Supremo Nº 544, 1992, del Ministerio de Educación, que declara santuario de la naturaleza los Islotes de Lobería y Lobería Iglesia de Piedra de Cobquecura*)
Journal officiel 29/10/92
- 1.f.83 Décret suprême n° 480, 1995, du ministère de l'Éducation, créant la réserve naturelle La Cascada de las Animas (*Decreto Supremo Nº 480, 1995, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza La Cascada de las Animas*)
Journal officiel 29/08/95

Ministère des Mines

- 1.f.84 Décret suprême n° 4, 1990, du ministère des Mines, créant la réserve nationale Pingüino de Humboldt (*Decreto Supremo Nº 4, 1990, del Ministerio de Minería, que crea Reserva Nacional Pingüino de Humboldt*)
Journal officiel 27/06/90

g. LÉGISLATIONS DIVERSES (1)

Lois et traités

- 1.g.1 Convention sur l'interdiction des essais nucléaires pour éviter la pollution radioactive, promulguée par le Décret suprême n° 555, 1965, du ministère des Relations extérieures

(Convenio de Proscripción de Pruebas Nucleares para Evitar la Contaminación Radioactiva, promulgado por Decreto Supremo N° 555, 1965, del Ministerio de Relaciones Exteriores) Journal officiel 04/09/65

- 1.g.2 Décret-loi n° 725, du ministère de la Santé, Code sanitaire (Article 86), sur l'autorisation préalable concernant le fonctionnement des installations radioactives (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, del Ministerio de Salud, Código Sanitario (artículo 86), sobre autorización previa para funcionamiento de instalaciones radioactivas*) Journal officiel 31/01/68
- 1.g.3 Loi n° 18302 - Loi sur la sécurité nucléaire (*Ley N° 18.302, Ley de Seguridad Nuclear*) Journal officiel 02/05/84

Décrets suprêmes

Ministère de la Santé

- 1.g.4 Décret suprême n° 133, 1984, du ministère de la Santé, approuvant le règlement sur l'autorisation des installations radioactives ou équipements générateurs de rayonnements ionisants (*Decreto Supremo N° 133, 1984, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento sobre autorizaciones para instalaciones radioactivas o equipos generadores de radiaciones ionizantes*) Journal officiel 23/08/84
- 1.g.5 Décret suprême n° 3, 1985, du ministère de la Santé, approuvant le règlement sur la protection radiologique des installations radioactives (*Decreto Supremo N° 3, 1985, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento de Protección Radiológica de Instalaciones Radioactivas*) Journal officiel 25/04/85

APPENDICE 44B.2

Six mois après l'entrée en vigueur de l'accord, la définition de « législation de l'environnement » s'appliquera aux lois et réglementations ci-après, y compris les modifications qui pourront y être apportées par la suite.

a. LÉGISLATION GÉNÉRALE (2)

Lois et traités

- 2.a.1 Loi n° 18378, sur les zones de conservation des sols, des forêts et des eaux (*Ley N° 18.378, sobre distritos de conservación de suelos, bosques y aguas*) Journal officiel 29/12/84
- 2.a.2 Traité sur l'environnement entre la République du Chili et la République de l'Argentine et ses Protocoles, signés à Buenos Aires en 1991 et promulgués par le Décret suprême n° 67, 1993, du ministère des Relations extérieures (*Tratado entre la República de Chile y la República de Argentina sobre Medio Ambiente, y sus Protocolos, suscritos en Buenos Aires en 1991, promulgados por Decreto Supremo N° 67, 1993, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 14/04/93

b. AIR (2)

Décrets suprêmes

Ministère de la Santé

- 2.b.1 Décret suprême n° 4, 1992, du ministère de la Santé, fixant les normes relatives aux émissions de particules provenant de sources fixes individuelles ou groupées (*Decreto Supremo N° 4, 1992, del Ministerio de Salud, que establece norma de emisión de material particulado a fuentes estacionarias puntuales y grupales*) Journal officiel 02/03/92
- 2.b.2 Décret suprême n° 1583, 1992, du ministère de la Santé, fixant les normes relatives aux émissions de particules provenant de mégasources fixes dans la région métropolitaine (*Decreto Supremo N° 1.583, 1992, del Ministerio de Salud, que establece una norma de emisión de material particulado a megafuentes estacionarias de la Región Metropolitana*) Journal officiel 26/04/93
- 2.b.3 Décret suprême n° 1905, 1993, du ministère de la Santé, fixant les normes relatives aux émissions de particules provenant d'installations de chauffage groupées dans la région métropolitaine (*Decreto Supremo N° 1.905, 1993, del Ministerio de Salud, que establece normas de emisión de material particulado para calderas de calefacción grupales existentes en la Región Metropolitana*) Journal officiel 18/11/93

- 2.b.4 Décret suprême n° 812, 1995, du ministère de la Santé, complétant la procédure d'indemnisation relative aux émissions provenant de sources fixes individuelles (*Decreto Supremo N° 812, 1995, del Ministerio de Salud, que complementa el procedimiento de compensación de emisiones para fuentes estacionarias puntuales*) Journal officiel 08/05/95

Résolutions

Ministère de la Santé

- 2.b.5 Résolution n° 15027, 1994, du Service d'hygiène de l'environnement de la région métropolitaine, ministère de la Santé, établissant la procédure de déclaration des émissions provenant de sources fixes dans la région métropolitaine (*Resolución N° 15.027, 1994, del Servicio de Salud del Ambiente de la Región Metropolitana, del Ministerio de Salud, que establece el procedimiento de declaración de emisiones para fuentes estacionarias de la Región Metropolitana*) Journal officiel 06/12/94

c. BRUIT (2)

Lois

- 2.c.1 Décret-loi n° 725, du ministère de la Santé, Code sanitaire (article 89(b)) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, del Ministerio de Salud, Código Sanitario (artículo 89 (b))*) Journal officiel 31/01/68

Décrets

Ministère de la Santé

- 2.c.2 Décret suprême n° 286, 1984, du ministère de la Santé, approuvant le règlement sur les plafonds admissibles de pollution par le bruit provenant de sources fixes (*Decreto N° 286, 1984, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento sobre niveles máximos permisibles de ruidos molestos generados por fuentes fijas*) Journal officiel 14/12/84

d. SUBSTANCES TOXIQUES ET DÉCHETS DANGEREUX (2)

Décrets suprêmes

Ministère de la Santé

- 2.d.1 Décret suprême n° 745, 1992, du ministère de la Santé, sur les conditions sanitaires et environnementales de base en milieu de travail (concernant l'accumulation et l'élimination des déchets industriels solides - RISES) (*Decreto Supremo N° 745, 1992, del Ministerio de Salud, sobre condiciones sanitarias y ambientales básicas en los lugares de trabajo (en cuanto a acumulación y disposición de Residuos Industriales Sólidos - RISES)*) Journal officiel 08/06/93

Resolutions

Ministère de la Santé

- 2.d.2 Résolution N° 7539, 1976, du ministère de la Santé, sur les normes minimales pour l'exploitation de décharges publiques dans le grand Santiago (*Resolución N° 7.539, 1976, del Ministerio de Salud, sobre normas mínimas para la operación de basurales ubicados en el Gran Santiago*) Journal officiel 08/11/76
- 2.d.3 Résolution n° 2444, 1980, du ministère de la Santé, sur les normes sanitaires minimales pour l'exploitation de décharges publiques (*Resolución N° 2.444, 1980, del Ministerio de Salud, sobre normas sanitarias mínimas para la operación de basurales*) Journal officiel 31/07/80

e. FAUNE ET FLORE SAUVAGES ET AIRES PROTÉGÉES (2)

Lois

- 2.e.1 Décret-loi n° 701, 1974, établissant le régime juridique des terres forestières ou aptes à la forestation (*Decreto Ley N° 701, 1974, que establece el régimen legal de los terrenos forestales o preferentemente aptos para la forestación*) Journal officiel 28/10/74

Décrets suprêmes

Ministère de l'Agriculture

- 2.e.2 Décret suprême n° 259, 1980, du ministère de l'Agriculture, approuvant le règlement d'application du Décret-loi n° 701, 1974, sur la promotion de l'exploitation forestière (*Decreto Supremo N° 259, 1980, del Ministerio de Agricultura que aprueba el Reglamento del Decreto Ley N° 701, 1974, sobre Fomento Forestal*) Journal officiel 30/10/80

APPENDICE 44B.3

La définition de « législation de l'environnement » s'appliquera aux lois et réglementations ci-après, y compris les modifications qui pourront y être apportées par la suite, selon un calendrier que devra présenter le Chili au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de l'accord. Ce calendrier formera partie intégrante du présent appendice et ses dispositions s'appliqueront en conséquence.

a. LÉGISLATION GÉNÉRALE (3)

Lois

- 3.a.1 Décret-loi n° 3557, 1981, établissant des normes sur la protection agricole (*Decreto Ley N° 3.557, 1981, que establece normas sobre protección agrícola*) Journal officiel 09/02/81

Décrets suprêmes

Ministère de l'Intérieur

- 3.a.2 Décret suprême n° 4740, 1947, du ministère de l'Intérieur, établissant les normes sanitaires minimales pour les municipalités (*Decreto Supremo N° 4.740, 1947, del Ministerio del Interior, que establece las Normas Sanitarias Mínimas Municipales*) Journal officiel 09/10/47

b. EAU (3)

Lois

- 3.b.1 Loi n° 3133, 1916, sur la neutralisation des déchets provenant des établissements industriels (déchets liquides industriels - RILES) (*Ley N° 3.133, 1916, sobre neutralización de los residuos provenientes de establecimientos industriales (Residuos Industriales Líquidos) (RILES)*) Journal officiel 07/09/16
- 3.b.2 Décret-loi n° 34, 1931, sur l'industrie et les produits de la pêche (*Decreto con Fuerza de Ley N° 34, 1931, sobre la industria pesquera y sus derivados*) Journal officiel 17/03/31
- 3.b.3 Décret-loi n° 208, 1953, du ministère de l'Agriculture, interdisant le rejet dans les cours d'eau et les étendues maritimes de déchets industriels liquides ou solides n'ayant pas auparavant été purifiés ou dilués (*Decreto con Fuerza de Ley N° 208, 1953, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe arrojar a los cuerpos y cursos de aguas continentales y marítimas, residuos industriales líquidos y sólidos, sin previa purificación o dilución*) Journal officiel 03/08/53
- 3.b.4 Décret-loi n° 725, Code sanitaire (articles 69 et 76) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, Código Sanitario (artículos 69 y 76)*) Journal officiel 31/01/68

- 3.b.5 Décret-loi n° 1122, Code relatif aux eaux (*Decreto con Fuerza de Ley N° 1.122, Código de Aguas*) Journal officiel 29/10/81
- 3.b.6 Décret-loi n° 382, 1988, du ministère des Travaux publics - Loi générale sur les services sanitaires (*Decreto con Fuerza de Ley N° 382, 1988, del Ministerio de Obras Públicas - Ley General de Servicios Sanitarios*) Journal officiel 21/06/89
- 3.b.7 Loi n° 18892 - Loi générale sur les pêches et l'aquiculture (*Ley N° 18.892, General de Pesca y Acuicultura*) Journal officiel 23/12/89
- 3.b.8 Loi n° 18902 instituant la Surintendance des services sanitaires (*Ley N° 18.902, que crea la Superintendencia de Servicios Sanitarios*) Journal officiel 27/01/90

Décrets suprêmes

Ministère des Travaux publics

- 3.b.9 Décret suprême n° 351, 1992, du ministère des Travaux publics, approuvant le règlement sur la neutralisation et la purification des déchets liquides industriels (*Decreto Supremo N° 351, 1992, del Ministerio de Obras Públicas, que aprueba el Reglamento para la neutralización y depuración de los residuos líquidos industriales*) Journal officiel 23/02/93

Ministère de la Santé

- 3.b.10 Décret suprême n° 745, 1993, du ministère de la Santé, concernant les déchets industriels liquides (RILES) (*Decreto Supremo N° 745, 1993, del Ministerio de Salud en lo relativos a residuos líquidos industriales (RILES)*) Journal officiel 08/06/93

c. AIR (3)

Lois

- 3.c.1 Décret-loi n° 725, Code sanitaire (articles 89 (a)) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, Código Sanitario (artículo 89 (a))*) Journal officiel 31/01/68

Décrets suprêmes

Ministère de la Santé

- 3.c.2 Décret suprême n° 144, 1961, du ministère de la Santé, approuvant le règlement visant à éviter les émissions ou les polluants atmosphériques de toute nature (*Decreto Supremo N° 144, 1961, del Ministerio de Salud, que establece el Reglamento para evitar emanaciones o contaminantes atmosféricos de cualquier naturaleza*) Journal officiel 18/05/61

d. SUBSTANCES TOXIQUES ET DÉCHETS DANGEREUX (3)

Lois et traités

- 3.d.1 Décret-loi n° 725, Code sanitaire (articles 78 à 81) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, Código Sanitario (artículos 78 al 81)*) Journal officiel 31/01/68
- 3.d.2 Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, promulguée par le Décret suprême n° 685, 1992, du ministère des Relations extérieures (*Convenio de Basilea sobre el Control de los Movimientos Transfronterizos de los Desechos Peligrosos y su Eliminación, promulgado por Decreto Supremo N° 685, 1992, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 13/10/92

e. FAUNE ET FLORE SAUVAGES ET AIRES PROTÉGÉES (3)

Lois et traités

- 3.e.1 Convention pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique, signée à Washington en 1940 et promulguée par le Décret suprême n° 531, 1967, du ministère des Relations extérieures (*Convención para la Protección de la Flora, Fauna y las Bellezas Escénicas Naturales de América, firmada en Washington, 1940, promulgada por Decreto Supremo N° 531, 1967, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 04/10/67
- 3.e.2 Décret-loi n° 1557, 1976, sur la préservation ou la reconstitution des ressources naturelles (*Decreto Ley N° 1.557, 1976, respecto de preservar o reponer recursos naturales*) Journal officiel 30/09/76
- 3.e.3 Décret-loi n° 1939, 1977, sur l'acquisition, l'administration et la disposition des biens de l'État, concernant le pouvoir du ministère des Biens nationaux de créer des parcs nationaux pour protéger la flore, la faune et l'environnement et pour préserver l'équilibre écologique (*Decreto Ley N° 1.939, 1977, sobre Adquisición, Administración y Disposición de bienes del Estado, en cuanto a la facultad del Ministerio de Bienes Nacionales, para declarar parques nacionales, con fines de preservación de flora y fauna, del medio ambiente y la defensa del equilibrio ecológico*) Journal officiel 10/11/77
- 3.e.4 Convention sur la conservation des phoques de l'Antarctique, promulguée par le Décret suprême n° 191, 1980, du ministère des Relations extérieures (*Convención sobre la Conservación de Focas Antárticas, promulgada por Decreto Supremo N° 191, 1980, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 24/04/80
- 3.e.5 Convention sur la conservation des ressources biologiques marines de l'Antarctique, signée à Canberra en 1980 et promulguée par le Décret suprême n° 662, 1981, du ministère des Relations extérieures (*Convención sobre la Conservación de los Recursos Vivos Marinos Antárticos, suscrita en Canberra, 1980, promulgada por Decreto Supremo N° 662, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 13/10/81

- 3.e.6 Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine, signée à Ramsar, Iran, en 1971 et promulguée par le Décret suprême n° 771, 1981, du ministère des Relations extérieures (*Convención relativa a las Zonas Húmedas de Importancia Internacional especialmente como Hábitat de las Aves Acuáticas, suscrita en Ramsar, Irán, 1971, promulgada por Decreto Supremo N° 771, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 11/11/81
- 3.e.7 Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, signée en 1979 en République fédérale d'Allemagne et promulguée par le Décret suprême n° 868, 1981, du ministère des Relations extérieures (*Convención sobre la conservación de las especies migratorias de la fauna salvaje, suscrita en 1979, en la República Federal Alemana, promulgada por Decreto Supremo N° 868, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 12/12/81
- 3.e.8 Loi n° 18348, 1984, créant la Société nationale pour la protection des forêts et des ressources naturelles renouvelables (*Ley N° 18.348, 1984, que crea la Corporación Nacional Forestal y de Protección de Recursos Naturales Renovables*) Journal officiel 19/10/84
- 3.e.9 Loi n° 18362, 1984, créant un réseau national de réserves sauvages protégées par l'État (*Ley N° 18.362, 1984, que Crea un Sistema Nacional de Areas Silvestres Protegidas del Estado*) Journal officiel 27/12/84
- 3.e.10 Loi n° 18892 - Loi générale sur les pêches et l'aquiculture (*Ley N° 18.892, Ley General de Pesca y Acuicultura*) Journal officiel 23/12/89
- 3.e.11 Convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro en 1992 et promulguée par le Décret suprême n° 1963, 1994, du ministère des Relations extérieures (*Convenio sobre Diversidad Biológica, suscrito en Rio de Janeiro, 1992, promulgado por Decreto Supremo N° 1.963, 1994, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Journal officiel 06/05/95

f. LÉGISLATIONS DIVERSES (3)

Décrets suprêmes

Ministère des Mines

- 3.f.1 Décret suprême n° 87, 1985, du ministère des Mines, établissant le règlement sur la protection physique des installations et matières nucléaires (*Decreto Supremo N° 87, 1985, del Ministerio de Minería, que establece el Reglamento de Protección Física de las Instalaciones y Materiales Nucleares*) Journal officiel 09/03/85

CA1
EA
97A32
EXF
c.1
DOCS

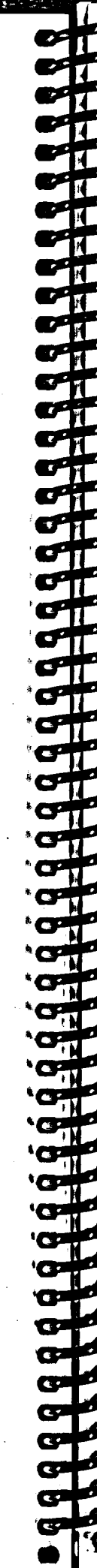
AGREEMENT ON ENVIRONMENTAL COOPERATION



BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE

Final Draft
February, 1997

Canada



.62997265 (E)
.62997289 (F)

AGREEMENT
ON ENVIRONMENTAL COOPERATION
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA
AND
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHILE

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

MAR 17 1997

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

PREAMBLE

The Government of Canada and the Government of the Republic of Chile (Chile):

CONVINCED of the importance of the conservation, protection and enhancement of the environment in their territories and the essential role of cooperation in these areas in achieving sustainable development for the well-being of present and future generations;

REAFFIRMING the sovereign right of States to exploit their own resources pursuant to their own environmental and development policies and their responsibility to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction;

RECOGNIZING the global nature of the environment;

ACKNOWLEDGING the growing economic and social links between them, including the *Canada-Chile Free Trade Agreement (CCFTA)*;

RECALLING that Canada and Chile share a commitment to pursue policies which promote sustainable development, and that sound environmental management is an essential element of sustainable development;

RECONFIRMING the importance of the environmental goals and objectives of the CCFTA, including enhanced levels of environmental protection;

EMPHASIZING the importance of public participation in conserving, protecting and enhancing the environment;

43 278 648 (E)
43 278 649 (F) b. 2997289

NOTING the existence of differences in their respective natural endowments, climatic and geographical conditions, and economic, technological and infrastructural capabilities;

REAFFIRMING the *Stockholm Declaration on the Human Environment* of 1972 and the *Rio Declaration on Environment and Development* of 1992;

RECALLING their tradition of environmental cooperation and expressing their desire to support and build on international environmental agreements and existing policies and laws, in order to promote cooperation between them;

RECOGNIZING the desire to build on progress made through the cooperative activities of the *Memorandum of Understanding on Environmental Cooperation between the Department of the Environment of Canada and the Department of Industry Canada and the National Commission on the Environment of Chile*;

CONVINCED of the benefits to be derived from a framework, including a Commission, to facilitate effective cooperation on the conservation, protection and enhancement of the environment in their territories; and

DESIRING to facilitate the accession of Chile to the *North American Agreement on Environmental Cooperation*;

HAVE AGREED as follows:

PART ONE

OBJECTIVES

Article 1: Objectives

The objectives of this Agreement are to:

- (a) foster the protection and improvement of the environment in the territories of the Parties for the well-being of present and future generations;
- (b) promote sustainable development based on cooperation and mutually supportive environmental and economic policies;
- (c) increase cooperation between the Parties to better conserve, protect, and enhance the environment, including wild flora and fauna;
- (d) support the environmental goals and objectives of the CCFTA;

- (e) avoid creating trade distortions or new trade barriers;
- (f) strengthen cooperation on the development and improvement of environmental laws, regulations, procedures, policies and practices;
- (g) enhance compliance with, and enforcement of, environmental laws and regulations;
- (h) promote transparency and public participation in the development of environmental laws, regulations and policies;
- (i) promote economically efficient and effective environmental measures; and
- (j) promote pollution prevention policies and practices.

PART TWO

OBLIGATIONS

Article 2: General Commitments

1. Each Party shall, with respect to its territory:
 - (a) periodically prepare and make publicly available reports on the state of the environment;
 - (b) develop and review environmental emergency preparedness measures;
 - (c) promote education in environmental matters, including environmental law;
 - (d) further scientific research and technology development in respect of environmental matters;
 - (e) assess, as appropriate, environmental impacts; and
 - (f) promote the use of economic instruments for the efficient achievement of environmental goals.
2. Each Party shall consider implementing in its law any recommendation developed by the Council under Article 10(6)(b).
3. Each Party shall consider prohibiting the export to the territory of the other Party of a pesticide or toxic substance whose use is prohibited within the Party's territory. When a Party adopts a measure prohibiting or severely restricting the use of a pesticide or toxic substance in its

territory, it shall notify the other Party of the measure, either directly or through an appropriate international organization.

Article 3: Levels of Protection

Recognizing the right of each Party to establish its own levels of domestic environmental protection and environmental development policies and priorities, and to adopt or modify accordingly its environmental laws and regulations, each Party shall ensure that its laws and regulations provide for high levels of environmental protection and shall strive to continue to improve those laws and regulations.

Article 4: Publication

1. Each Party shall ensure that its laws, regulations, procedures and administrative rulings of general application respecting any matter covered by this Agreement are promptly published or otherwise made available in such a manner as to enable interested persons and the other Party to become acquainted with them.

2. To the extent possible, each Party shall:

- (a) publish in advance any such measure that it proposes to adopt; and
- (b) provide interested persons and the other Party a reasonable opportunity to comment on such proposed measures.

Article 5: Government Enforcement Action

1. With the aim of achieving high levels of environmental protection and compliance with its environmental laws and regulations, each Party shall effectively enforce its environmental laws and regulations through appropriate governmental action, subject to Article 37, such as:

- (a) appointing and training inspectors;
- (b) monitoring compliance and investigating suspected violations, including through on-site inspections;
- (c) seeking assurances of voluntary compliance and compliance agreements;
- (d) publicly releasing non-compliance information;
- (e) issuing bulletins or other periodic statements on enforcement procedures;

- (f) promoting environmental audits;
- (g) requiring record keeping and reporting;
- (h) providing or encouraging mediation and arbitration services;
- (i) using licenses, permits or authorizations;
- (j) initiating, in a timely manner, judicial, quasi-judicial or administrative proceedings to seek appropriate sanctions or remedies for violations of its environmental laws and regulations;
- (k) providing for search, seizure or detention; or
- (l) issuing administrative orders, including orders of a preventative, curative or emergency nature.

2. Each Party shall ensure that judicial, quasi-judicial or administrative enforcement proceedings are available under its law to sanction or remedy violations of its environmental laws and regulations.

3. Sanctions and remedies provided for a violation of a Party's environmental laws and regulations shall, as appropriate:

- (a) take into consideration the nature and gravity of the violation, any economic benefit derived from the violation by the violator, the economic condition of the violator, and other relevant factors; and
- (b) include compliance agreements, fines, imprisonment, injunctions, the closure of facilities, and the cost of containing or cleaning up pollution.

Article 6: Private Access to Remedies

1. Each Party shall ensure that interested persons may request the Party's competent authorities to investigate alleged violations of its environmental laws and regulations and shall give such requests due consideration in accordance with law.

2. Each Party shall ensure that persons with a legally recognized interest under its law in a particular matter have appropriate access to administrative, quasi-judicial or judicial proceedings for the enforcement of the Party's environmental laws and regulations.

3. Private access to remedies shall include rights, in accordance with the Party's law, such as:

- (a) to sue another person under that Party's jurisdiction for damages;

- (b) to seek sanctions or remedies such as monetary penalties, emergency closures or orders to mitigate the consequences of violations of its environmental laws and regulations;
- (c) to request the competent authorities to take appropriate action to enforce that Party's environmental laws and regulations in order to protect the environment or to avoid environmental harm; or
- (d) to seek injunctions where a person suffers, or may suffer, loss, damage or injury as a result of conduct by another person under that Party's jurisdiction contrary to that Party's environmental laws and regulations or from tortious conduct.

Article 7: Procedural Guarantees

1. Each Party shall ensure that its administrative, quasi-judicial and judicial proceedings referred to in Articles 5(2) and 6(2) are fair, open and equitable, and to this end shall provide that such proceedings:

- (a) comply with due process of law;
- (b) are open to the public, except where the administration of justice otherwise requires;
- (c) entitle the parties to the proceedings to support or defend their respective positions and to present information or evidence; and
- (d) are not unnecessarily complicated and do not entail unreasonable charges or time limits or unwarranted delays.

2. Each Party shall provide that final decisions on the merits of the case in such proceedings are:

- (a) in writing and preferably state the reasons on which the decisions are based;
- (b) made available without undue delay to the parties to the proceedings and, consistent with its law, to the public; and
- (c) based on information or evidence in respect of which the parties were offered the opportunity to be heard.

3. Each Party shall provide, as appropriate, that parties to such proceedings have the right, in accordance with its law, to seek review and, where warranted, correction of final decisions issued in such proceedings.

4. Each Party shall ensure that tribunals that conduct or review such proceedings are impartial and independent and do not have any substantial interest in the outcome of the matter.

PART THREE

CANADA-CHILE COMMISSION FOR ENVIRONMENTAL COOPERATION

Article 8: The Commission

1. The Parties hereby establish the Canada-Chile Commission for Environmental Cooperation.
2. The Commission shall comprise a Council, a Joint Submission Committee and a Joint Public Advisory Committee. The Commission shall be assisted by the National Secretariat of each Party.

Section A: The Council

Article 9: Council Structure and Procedures

1. The Council shall comprise cabinet-level or equivalent representatives of the Parties, or their designees.
2. The Council shall establish its rules and procedures.
3. The Council shall convene:
 - (a) at least once a year in regular session; and
 - (b) in special session at the request of either Party.

Regular sessions shall be chaired alternately by each Party.

4. The Council shall hold public meetings in the course of all regular sessions. Other meetings held in the course of regular or special sessions shall be public where the Council so decides.
5. The Council may:
 - (a) establish, and assign responsibilities to, *ad hoc* or standing committees, working groups or expert groups;

- (b) seek the advice of non-governmental organizations or persons, including independent experts; and
- (c) take such other action in the exercise of its functions as the Parties may agree.

6. All decisions and recommendations of the Council shall be taken by mutual agreement, except as the Council may otherwise decide or as otherwise provided in this Agreement.

7. All decisions and recommendations of the Council shall be made public, except as the Council may otherwise decide or as otherwise provided in this Agreement.

Article 10 : Council Functions

1. The Council shall be the governing body of the Commission and shall:

- (a) serve as a forum for the discussion of environmental matters within the scope of this Agreement;
- (b) oversee the implementation and develop recommendations on the further elaboration of this Agreement and, to this end, the Council shall, within three years after the date of entry into force of this Agreement, review its operation and effectiveness in the light of experience;
- (c) oversee the functions assigned to the National Secretariats within the scope of this Agreement;
- (d) address questions and differences that may arise between the Parties regarding the interpretation or application of this Agreement;
- (e) approve the annual program of work and budget of the Commission; and
- (f) promote and facilitate cooperation between the Parties with respect to environmental matters.

2. The Council may consider, and develop recommendations regarding:

- (a) comparability of techniques and methodologies for data gathering and analysis, data management and electronic data communications on matters covered by this Agreement;
- (b) pollution prevention techniques and strategies;
- (c) approaches and common indicators for reporting on the state of the environment;

- (d) the use of economic instruments for the pursuit of domestic and internationally agreed environmental objectives;
- (e) scientific research and technology development in respect of environmental matters;
- (f) promotion of public awareness regarding the environment;
- (g) global environmental issues, such as the long-range transport of air and marine pollutants;
- (h) exotic species that may be harmful;
- (i) the conservation and protection of wild flora and fauna and their habitat, and specially protected natural areas;
- (j) the protection of endangered and threatened species;
- (k) environmental emergency preparedness and response activities;
- (l) environmental matters as they relate to economic development;
- (m) the environmental implications of goods throughout their life cycles;
- (n) human resource training and development in the environmental field;
- (o) the exchange of environmental scientists and officials;
- (p) approaches to environmental compliance and enforcement;
- (q) ecologically sensitive national accounts;
- (r) eco-labelling; and
- (s) other matters as it may decide.

3. The Council shall strengthen cooperation on the development and continuing improvement of environmental laws and regulations, including by:

- (a) promoting the exchange of information on criteria and methodologies used in establishing domestic environmental standards; and
- (b) without reducing levels of environmental protection, establishing a process for developing recommendations on greater compatibility of environmental technical

regulations, standards and conformity assessment procedures in a manner consistent with the CCFTA.

4. At the request of the Council, either National Secretariat, or both, shall prepare a report on any environmental matter related to the cooperative functions of this Agreement.
5. The Council shall encourage:
 - (a) effective enforcement by each Party of its environmental laws and regulations;
 - (b) compliance with those laws and regulations; and
 - (c) technical cooperation between the Parties.
6. The Council shall promote and, as appropriate, develop recommendations regarding:
 - (a) public access to information concerning the environment that is held by public authorities of each Party, including information on hazardous materials and activities in its communities, and opportunity to participate in decision-making processes related to such public access; and
 - (b) appropriate limits for specific pollutants, taking into account differences in ecosystems.
7. The Council shall cooperate with the CCFTA Free Trade Commission to achieve the environmental goals and objectives of the CCFTA by:
 - (a) acting as a point of inquiry and receipt for comments from non-governmental organizations and persons concerning those goals and objectives;
 - (b) providing assistance in consultations under Article G-14 of the CCFTA where a Party considers that the other Party is waiving or derogating from, or offering to waive or otherwise derogate from, an environmental measure as an encouragement to establish, acquire, expand or retain an investment of an investor, with a view to avoiding any such encouragement;
 - (c) contributing to the prevention or resolution of environment-related trade disputes by:
 - (i) seeking to avoid disputes between the Parties,
 - (ii) making recommendations to the Free Trade Commission with respect to the avoidance of such disputes, and

- (iii) identifying experts able to provide information or technical advice to CCFTA committees, working groups and other CCFTA bodies;
- (d) considering on an ongoing basis the environmental effects of the CCFTA; and
- (e) otherwise assisting the Free Trade Commission in environment-related matters.

Section B: The National Secretariats

Article 11: National Secretariat

1. Each Party shall establish a National Secretariat and notify the other Party of its location.
2. Each Party shall designate an Executive Secretary for its National Secretariat, who shall be responsible for its administration and management.
3. The National Secretariats shall provide technical, administrative and operational support to the Council and to committees and groups established by the Council, and such other support as the Council may direct.
4. The National Secretariats shall jointly submit for the approval of the Council the annual program of work and budget of the Commission, including provisions for proposed cooperative activities and for the National Secretariats to respond to contingencies. The annual program of work shall identify how its implementation shall be financed and clearly define how it shall be implemented, including identification of institutions, agencies, individuals, and/or cooperative arrangements whereby it shall be implemented. In developing the annual program of work, the National Secretariats shall consider issues arising from factual records previously prepared, or under preparation, by the Commission.
5. The National Secretariats shall, as appropriate, provide the public information on where they may receive technical advice and expertise with respect to environmental matters.
6. The National Secretariats and the Joint Submission Committee shall safeguard:
 - (a) from disclosure information they receive that could identify a non-governmental organization or person making a submission if the person or organization so requests or the National Secretariats or the Joint Submission Committee otherwise consider it appropriate; and
 - (b) from public disclosure any information they receive from any non-governmental organization or person where the information is designated by that non-governmental organization or person as confidential or proprietary.

Article 12: The Joint Submission Committee

1. A Joint Submission Committee consisting of two members, one from each Party, shall be established within six months of the entry into force of this Agreement. The members shall be chosen by the Council for a three year term, which may be renewed by the Council for one additional three year term.

2. The members of the Joint Submission Committee shall be chosen in accordance with general standards to be established by the Council. The general standards shall provide that the members shall:

- (a) be familiar with environmental law and its enforcement;
- (b) be chosen strictly on the basis of objectivity, reliability and sound judgment;
- (c) be independent of, and not be affiliated with or take instruction from, either Party; and
- (d) comply with a code of conduct.

Article 13: Annual Report of the Commission

1. The National Secretariats shall jointly prepare an annual report of the Commission in accordance with instructions from the Council. The National Secretariats shall submit jointly a draft of the report for review by the Council. The final report shall be released publicly.

2. The report shall cover:

- (a) activities and expenses of the Commission during the previous year;
- (b) the approved program and budget of the Commission for the subsequent year;
- (c) the actions taken by each Party in connection with its obligations under this Agreement, including data on the Party's environmental enforcement activities;
- (d) relevant views and information submitted by non-governmental organizations and persons, including summary data regarding submissions, and any other relevant information the Council deems appropriate;
- (e) recommendations made on any matter within the scope of this Agreement; and
- (f) any other matter that the Council instructs the National Secretariats to include.

3. The report shall periodically address the state of the environment in the territories of the Parties.

Article 14 : Submissions on Enforcement Matters

1. A submission on enforcement matters may be sent to either National Secretariat. When a National Secretariat receives a submission it will provide a copy to the other National Secretariat. The National Secretariats may consider in consultation with each other a submission from any non-governmental organization or person asserting that a Party is failing to effectively enforce its environmental law. The submission will be forwarded to the Joint Submission Committee if either National Secretariat finds that a submission:

- (a) is in writing in one of the official languages of the Agreement;
- (b) clearly identifies the person or organization making the submission;
- (c) provides sufficient information to allow for the review of the submission, including any documentary evidence on which the submission may be based;
- (d) appears to be aimed at promoting enforcement rather than at harassing industry;
- (e) indicates that the matter has been communicated in writing to the relevant authorities of the Party and indicates the Party's response, if any;
- (f) is filed by a person or organization residing or established in the territory of a Party; and
- (g) includes, in the case of submissions sent by a person or organization residing or established in the territory of Canada, a declaration to the effect that the matter will not subsequently be submitted to the Secretariat of the Commission for Environmental Cooperation under the *North American Agreement on Environmental Cooperation*, with a view to avoiding duplication in the handling of submissions.

2. In deciding whether the submission merits requesting a response from the Party, the Joint Submission Committee shall be guided by whether:

- (a) the submission alleges harm to the person or organization making the submission;
- (b) the submission, alone or in combination with other submissions, raises matters whose further study in this process would advance the goals of this Agreement;
- (c) private remedies available under the Party's law have been pursued; and

- (d) the submission is drawn exclusively from mass media reports.

Where the Joint Submission Committee makes such a request, it shall forward to the Party a copy of the submission and any supporting information provided with the submission.

3. The Party shall advise the Joint Submission Committee within 30 days or, in exceptional circumstances and on notification to the Joint Submission Committee, within 60 days of delivery of the request:

- (a) whether the matter is the subject of a pending judicial or administrative proceeding, or whether the matter has previously been or is presently being considered by the Secretariat of the Commission for Environmental Cooperation of the *North American Agreement on Environmental Cooperation*, in which case the Joint Submission Committee shall proceed no further; and
- (b) of any other information that the Party wishes to submit, such as
 - i) whether the matter was previously the subject of a judicial or administrative proceeding, and
 - ii) whether private remedies in connection with the matter are available to the person or organization making the submission and whether they have been pursued.

Article 15 : Factual Record

1. If the Joint Submission Committee considers that the submission, in light of any response provided by the Party, warrants developing a factual record, the Joint Submission Committee shall so inform the Council and provide its reasons.

2. A factual record shall be prepared if a Party so decides. In cases to which paragraph 2 of Annex 41 applies, a factual record shall be prepared if the Council so agrees. The National Secretariat of the Party which is not the subject of the submission shall then commission an expert in environmental matters, selected from a roster of such experts established by the Parties within 6 months following the entry into force of this Agreement, to prepare a factual record.

3. The preparation of a factual record pursuant to this Article shall be without prejudice to any further steps that may be taken with respect to any submission.

4. In preparing a factual record, the expert in environmental matters shall consider any information furnished by a Party and may consider any relevant technical, scientific or other information:

- (a) that is publicly available;

- (b) submitted by interested non-governmental organizations or persons;
 - (c) submitted by the Joint Public Advisory Committee; or
 - (d) developed by independent experts.
5. The expert in environmental matters shall submit a draft factual record for consideration by the Council. Any Party may provide comments on the accuracy of the draft within 45 days thereafter.
6. The expert in environmental matters shall incorporate, as appropriate, any such comments in the final factual record and submit it for the consideration of the Council.
7. At the request of either Party, the Council shall make the final factual record publicly available within 60 days following its submission.

Section C: Advisory Committees

Article 16: Joint Public Advisory Committee

1. The Joint Public Advisory Committee shall comprise six members, unless the Council otherwise decides. Each Party shall appoint an equal number of members.
2. The Council shall establish the rules of procedure for the Joint Public Advisory Committee, which shall choose its own chair.
3. The Joint Public Advisory Committee shall convene at least once a year at the time of the regular session of the Council and at such other times as the Council, or the Committee's chair with the consent of a majority of its members, may decide.
4. The Joint Public Advisory Committee may provide advice to the Council on any matter within the scope of this Agreement, including on any documents provided to it under paragraph 6, and on the implementation and further elaboration of this Agreement, and may perform such other functions as the Council may direct.
5. The Joint Public Advisory Committee may provide relevant technical, scientific or other information to the National Secretariats, including for purposes of developing a factual record under Article 15. The National Secretariats shall provide to the Council copies of any such information.
6. The National Secretariats shall provide to the Joint Public Advisory Committee at the time they are submitted to the Council copies of the proposed annual program of work and budget of the Commission and the draft annual report.

Article 17: National Advisory Committees

Each Party may convene a national advisory committee, comprising members of its public, including representatives of non-governmental organizations and persons, to advise it on the implementation and further elaboration of this Agreement.

Article 18 : Governmental Committees

Each Party may convene a governmental committee, which may comprise or include representatives of national and provincial governments, to advise it on the implementation and further elaboration of this Agreement.

Section D: Official Languages

Article 19: Official Languages

The official languages of the Commission shall be English, French and Spanish. All annual reports under Article 13, factual records submitted to the Council under Article 15(6) and panel reports under Part Five shall be available in each official language at the time they are made public. The Council shall establish rules and procedures regarding interpretation and translation.

PART FOUR

COOPERATION AND PROVISION OF INFORMATION

Article 20: Cooperation

1. The Parties shall at all times endeavour to agree on the interpretation and application of this Agreement, and shall make every attempt through cooperation and consultations to resolve any matter that might affect its operation.
2. To the maximum extent possible, each Party shall notify the other Party of any proposed or actual environmental measure that the Party considers might materially affect the operation of this Agreement or otherwise substantially affect that other Party's interests under this Agreement.
3. On request of the other Party, a Party shall promptly provide information and respond to questions pertaining to any such actual or proposed environmental measure, whether or not the other Party has been previously notified of that measure.
4. A Party may notify the other Party of, and provide to that Party, any credible information regarding possible violations of its environmental law, specific and sufficient to allow the other

Party to inquire into the matter. The notified Party shall take appropriate steps in accordance with its law to so inquire and to respond to the other Party.

Article 21: Provision of Information

1. On request of the Council, a National Secretariat or the members of the Joint Submission Committee, each Party shall, in accordance with its law, provide such information as the Council, a National Secretariat or the members of the Joint Submission Committee may require, including:
 - (a) promptly making available any information in its possession required for the preparation of a report or factual record, including compliance and enforcement data; and
 - (b) taking all reasonable steps to make available any other such information requested.
2. If a Party considers that a request for information from a National Secretariat or the members of the Joint Submission Committee is excessive or otherwise unduly burdensome, it may so notify the Council. The National Secretariat or the members of a Joint Submission Committee shall revise the scope of the request to comply with any limitations established by the Council.
3. If a Party does not make available information requested by a National Secretariat, or the Joint Submission Committee, as may be limited pursuant to paragraph 2, it shall promptly advise the National Secretariat or the Joint Submission Committee, as appropriate, of its reasons in writing.

PART FIVE

CONSULTATION AND RESOLUTION OF DISPUTES

Article 22: Consultations

1. Either Party may request in writing consultations with the other Party regarding whether there has been a persistent pattern of failure by the other Party to effectively enforce its environmental law.
2. In such consultations, the Parties shall make every attempt to arrive at a mutually satisfactory resolution of the matter.

Article 23: Initiation of Procedures

1. If the Parties fail to resolve the matter pursuant to Article 22 within 60 days of delivery of a request for consultations, or such other period as the Parties may agree, either Party may request in writing a special session of the Council.

2. The requesting Party shall state in the request the matter complained of and shall deliver the request to the other Party.

3. Unless agreed otherwise, the Council shall convene within 20 days of the delivery of the request and shall endeavour to resolve the dispute promptly.

4. The Council may:

(a) call on such technical advisers or create such working groups or expert groups as it deems necessary,

(b) have recourse to good offices, conciliation, mediation or such other dispute resolution procedures, or

(c) make recommendations,

as may assist the Parties to reach a mutually satisfactory resolution of the dispute. Any such recommendations shall be made public if the Council so decides.

5. Where the Council decides that a matter is more properly covered by another agreement or arrangement to which the Parties are party, it shall refer the matter for appropriate action in accordance with such other agreement or arrangement.

Article 24: Request for an Arbitral Panel

1. If the matter has not been resolved within 60 days after the Council has convened pursuant to Article 23, the Council shall, on the written request of either Party, convene an arbitral panel to consider the matter where the alleged persistent pattern of failure by the Party complained against to effectively enforce its environmental law relates to a situation involving workplaces, firms, companies or sectors that produce goods or provide services:

(a) traded between the territories of the Parties; or

(b) that compete, in the territory of the Party complained against, with goods or services produced or provided by persons of the other Party.

2. Unless otherwise agreed by the Parties, the panel shall be established and perform its functions in a manner consistent with the provisions of this Part.

Article 25: Roster

1. The Council shall establish and maintain a roster of up to 30 individuals, six of whom must not be citizens of either of the Parties, who are willing and able to serve as panelists. The roster

members shall be appointed by mutual agreement for terms of three years, and may be reappointed.

2. Roster members shall:

- (a) have expertise or experience in environmental law or its enforcement, or in the resolution of disputes arising under international agreements, or other relevant scientific, technical or professional expertise or experience;
- (b) be chosen strictly on the basis of objectivity, reliability and sound judgment;
- (c) be independent of, and not be affiliated with or take instructions from, either Party or the Joint Public Advisory Committee; and
- (d) comply with a code of conduct to be established by the Council.

Article 26: Qualifications of Panelists

- 1. All panelists shall meet the qualifications set out in Article 25(2).
- 2. Individuals may not serve as panelists for a dispute in which:
 - (a) they have participated pursuant to Article 23(4); or
 - (b) they have, or a person or organization with which they are affiliated has, an interest, as set out in the code of conduct established under Article 25(2)(d).

Article 27: Panel Selection

- 1. For purposes of selecting a panel, the following procedures shall apply:
 - (a) The panel shall comprise five members.
 - (b) The Parties shall endeavour to agree on the chair of the panel within 15 days after the Council decides to convene the panel. If the Parties are unable to agree on the chair within this period, the Party chosen by lot shall select within five days a chair who is not a citizen of that Party.
 - (c) Within 15 days of selection of the chair, each Party shall select two panelists who are citizens of the other Party.
 - (d) If either Party fails to select its panelists within such period, such panelists shall be selected by lot from among the roster members who are citizens of the other Party.

2. Panelists shall normally be selected from the roster. Either Party may exercise a peremptory challenge against any individual not on the roster who is proposed as a panelist by the other Party within 30 days after the individual has been proposed.

3. If either Party believes that a panelist is in violation of the code of conduct, the Parties shall consult and, if they agree, the panelist shall be removed and a new panelist shall be selected in accordance with this Article.

Article 28: Rules of Procedure

1. The Council shall establish Model Rules of Procedure. The procedures shall provide:

- (a) a right to at least one hearing before the panel;
- (b) the opportunity to make initial and rebuttal written submissions; and
- (c) that no panel may disclose which panelists are associated with majority or minority opinions.

2. Unless the Parties otherwise agree, panels convened under this Part shall be established and conduct their proceedings in accordance with the Model Rules of Procedure.

3. Unless the Parties otherwise agree within 20 days after the Council convenes the panel, the terms of reference shall be:

"To examine, in light of the relevant provisions of the Agreement, including those contained in Part Five, whether there has been a persistent pattern of failure by the Party complained against to effectively enforce its environmental law, and to make findings, determinations and recommendations in accordance with Article 30(2)."

Article 29: Role of Experts

On request of either Party, or on its own initiative, the panel may seek information and technical advice from any person or body that it deems appropriate, provided that the Parties so agree and subject to such terms and conditions as the Parties may agree.

Article 30: Initial Report

1. Unless the Parties otherwise agree, the panel shall base its report on the submissions and arguments of the Parties and on any information before it pursuant to Article 29.

2. Unless the Parties otherwise agree, the panel shall, within 180 days after the last panelist is selected, present to the Parties an initial report containing:

- (a) findings of fact;
- (b) its determination as to whether there has been a persistent pattern of failure by the Party complained against to effectively enforce its environmental law, or any other determination requested in the terms of reference; and
- (c) in the event the panel makes an affirmative determination under subparagraph (b), its recommendations, if any, for the resolution of the dispute, which normally shall be that the Party complained against adopt and implement an action plan sufficient to remedy the pattern of non-enforcement.

3. Panelists may furnish separate opinions on matters not unanimously agreed.

4. Either Party may submit written comments to the panel on its initial report within 30 days of presentation of the report.

5. In such an event, and after considering such written comments, the panel, on its own initiative or on the request of either Party, may:

- (a) request the views of the Parties;
- (b) reconsider its report; and
- (c) make any further examination that it considers appropriate.

Article 31: Final Report

1. The panel shall present to the Parties a final report, including any separate opinions on matters not unanimously agreed, within 60 days of presentation of the initial report, unless the Parties otherwise agree.

2. The Parties shall transmit to the Council the final report of the panel, as well as any written views that either Party desires to be appended, on a confidential basis within 15 days after it is presented to them.

3. The final report of the panel shall be published five days after it is transmitted to the Council.

Article 32: Implementation of Final Report

If, in its final report, a panel determines that there has been a persistent pattern of failure by the Party complained against to effectively enforce its environmental law, the Parties may agree on a mutually satisfactory action plan, which normally shall conform with the determinations and recommendations of the panel.

Article 33: Review of Implementation

1. If, in its final report, a panel determines that there has been a persistent pattern of failure by the Party complained against to effectively enforce its environmental law, and:

- (a) the Parties have not agreed on an action plan under Article 32 within 60 days of the date of the final report, or
- (b) the Parties cannot agree on whether the Party complained against is fully implementing
 - (i) an action plan agreed under Article 32,
 - (ii) an action plan deemed to have been established by a panel under paragraph 2, or
 - (iii) an action plan approved or established by a panel under paragraph 4,

either Party may request that the panel be reconvened by delivering a request in writing to the other Party. The Council shall reconvene the panel on delivery of the request to the other Party.

2. No Party may make a request under paragraph 1(a) earlier than 60 days, or later than 120 days, after the date of the final report. If the Parties have not agreed to an action plan and if no request was made under paragraph 1(a), the last action plan, if any, submitted by the Party complained against to the other Party within 60 days of the date of the final report, or such other period as the Parties may agree, shall be deemed to have been established by the panel 120 days after the date of the final report.

3. A request under paragraph 1(b) may be made no earlier than 180 days after an action plan has been:

- (a) agreed under Article 32,
- (b) deemed to have been established by a panel under paragraph 2, or
- (c) approved or established by a panel under paragraph 4,

and only during the term of any such action plan.

4. Where a panel has been reconvened under paragraph 1(a), it:
 - (a) shall determine whether any action plan proposed by the Party complained against is sufficient to remedy the pattern of non-enforcement and
 - (i) if so, shall approve the plan, or
 - (ii) if not, shall establish such a plan consistent with the law of the Party complained against, and
 - (b) may, where warranted, impose a monetary enforcement assessment in accordance with Annex 33,

within 90 days after the panel has been reconvened or such other period as the Parties may agree.

5. Where a panel has been reconvened under paragraph 1(b), it shall determine either that:
 - (a) the Party complained against is fully implementing the action plan, in which case the panel may not impose a monetary enforcement assessment, or
 - (b) the Party complained against is not fully implementing the action plan, in which case the panel shall impose a monetary enforcement assessment in accordance with Annex 33,

within 60 days after it has been reconvened or such other period as the Parties may agree.

6. A panel reconvened under this Article shall provide that the Party complained against shall fully implement any action plan referred to in paragraph 4(a)(ii) or 5(b), and pay any monetary enforcement assessment imposed under paragraph 4(b) or 5(b), and any such provision shall be final.

Article 34: Further Proceeding

A complaining Party may, at any time beginning 180 days after a panel determination under Article 33(5)(b), request in writing that a panel be reconvened to determine whether the Party complained against is fully implementing the action plan. On delivery of the request to the other Party, the Council shall reconvene the panel. The panel shall make the determination within 60 days after it has been reconvened or such other period as the Parties may agree.

Article 35: Domestic Enforcement and Collection

1. For the purposes of this Article, "panel determination" means:
 - (a) a determination by a panel under Article 33(4)(b) or 5(b) that provides that the Party complained against shall pay a monetary enforcement assessment; and
 - (b) a determination by a panel under Article 33(5)(b) that provides that the Party complained against shall fully implement an action plan where the panel:
 - (i) has previously established an action plan under Article 33(4)(a)(ii) or imposed a monetary enforcement assessment under Article 33(4)(b); or
 - (ii) has subsequently determined under Article 34 that the Party complained against is not fully implementing an action plan.

2. In Canada, the procedures shall be the following:
 - (a) subject to subparagraph (b), the National Secretariat of Chile, acting on behalf of the Commission, may in the name of the Commission file in a court of competent jurisdiction a certified copy of a panel determination;
 - (b) the National Secretariat of Chile, acting on behalf of the Commission, may file in court a panel determination that is a panel determination described in paragraph 1(a) only if Canada has failed to comply with the determination within 180 days of when the determination was made;
 - (c) when filed, the panel determination, for purposes of enforcement, shall become an order of the court;
 - (d) the National Secretariat of Chile, acting on behalf of the Commission, may take proceedings for enforcement of a panel determination that is made an order of the court, in that court, against the person against whom the panel determination is addressed in accordance with paragraph 6 of Annex 41;
 - (e) proceedings to enforce a panel determination that has been made an order of the court shall be conducted by way of summary proceedings;
 - (f) in proceedings to enforce a panel determination that is a panel determination described in paragraph 1(b) and that has been made an order of the court, the court shall promptly refer any question of fact or any question of interpretation of the panel determination to the panel that made the panel determination, and the decision of the panel shall be binding on the court;

- (g) a panel determination that has been made an order of the court shall not be subject to domestic review or appeal; and
- (h) an order made by the court in proceedings to enforce a panel determination that has been made an order of the court shall not be subject to review or appeal.

3. In Chile, the procedures shall be the following:

- (a) subject to subparagraph (b), the National Secretariat of Canada, acting on behalf of the Commission, may in the name of the Commission file in a court of competent jurisdiction a certified copy of a panel determination;
- (b) the National Secretariat of Canada, acting on behalf of the Commission, may file in court a panel determination that is a panel determination described in paragraph 1(a) only if Chile has failed to comply with the determination within 180 days of when the determination was made;
- (c) the court of competent jurisdiction is the Supreme Court;
- (d) the National Secretariat of Canada, acting on behalf of the Commission, shall certify that the panel determination is final and not subject to appeal;
- (e) the Supreme Court shall issue a resolution ordering the enforcement of the panel determination within 10 days of when the petition was filed; and
- (f) the resolution of the Supreme Court shall be addressed to the competent administrative authority for its prompt compliance.

4. Any change by the Parties to the procedures adopted and maintained by each of them pursuant to this Article that has the effect of undermining the provisions of this Article shall be considered a breach of this Agreement.

Article 36: Funding of Panel Proceedings

The Parties shall agree on a separate budget for each set of panel proceedings pursuant to Articles 24 to 34. The Parties shall contribute equally to this budget.

PART SIX

GENERAL PROVISIONS

Article 37: Enforcement Principle

Nothing in this Agreement shall be construed to empower a Party's authorities to undertake environmental law enforcement activities in the territory of the other Party.

Article 38: Private Rights

No Party may provide for a right of action under its law against the other Party on the ground that the other Party has acted in a manner inconsistent with this Agreement.

Article 39: Protection of Information

1. Nothing in this Agreement shall be construed to require a Party to make available or allow access to information:

- (a) the disclosure of which would impede its environmental law enforcement; or
- (b) that is protected from disclosure by its law governing business or proprietary information, personal privacy or the confidentiality of governmental decision making.

2. If a Party provides confidential or proprietary information to the other Party, the Council, a National Secretariat, the Joint Submission Committee or the Joint Public Advisory Committee, the recipient shall treat the information on the same basis as the Party providing the information.

3. Confidential or proprietary information provided by a Party to a panel under this Agreement shall be treated in accordance with the rules of procedure established under Article 28.

Article 40: Relation to Other Environmental Agreements

Nothing in this Agreement shall be construed to affect the existing rights and obligations of either Party under other international environmental agreements, including conservation agreements, to which such Party is a party.

Article 41: Extent of Obligations

Annex 41 applies to the Parties specified in that Annex.

Article 42: National Security

Nothing in this Agreement shall be construed:

- (a) to require a Party to make available or provide access to information the disclosure of which it determines to be contrary to its essential security interests; or
- (b) to prevent a Party from taking any actions that it considers necessary for the protection of its essential security interests relating to
 - (i) arms, ammunition and implements of war, or
 - (ii) the implementation of national policies or international agreements respecting the non-proliferation of nuclear weapons or other nuclear explosive devices.

Article 43: Funding of the Commission

Each Party shall contribute an equal share of the annual budget of the Commission, subject to the availability of appropriated funds in accordance with the Party's legal procedures. Neither Party shall be obligated to pay more than the other Party in respect of an annual budget.

Article 44: Definitions

1. For purposes of this Agreement:

A Party has not failed to "effectively enforce its environmental law" or to comply with Article 5(1) in a particular case where the action or inaction in question by agencies or officials of that Party:

- (a) reflects a reasonable exercise of their discretion in respect of investigatory, prosecutorial, regulatory or compliance matters; or
- (b) results from *bona fide* decisions to allocate resources to enforcement in respect of other environmental matters determined to have higher priorities;

"citizen" means a citizen as defined in Annex 44.1 for the Party specified in that Annex;

"non-governmental organization" means any scientific, professional, business, non-profit, or public interest organization or association which is neither affiliated with, nor under the direction of, a government;

"**persistent pattern**" means a sustained or recurring course of action or inaction beginning after the date of entry into force of this Agreement;

"**province**" means a province of Canada, and includes the Yukon Territory and the Northwest Territories and their successors; and

"**territory**" means for a Party the territory of that Party as set out in Annex 44.1.

2. Except as otherwise provided in Annex 44.2, for purposes of Article 14(1) and Part Five:

(a) "**environmental law**" means any statute or regulation of a Party, or provision thereof, the primary purpose of which is the protection of the environment, or the prevention of a danger to human life or health, through

(i) the prevention, abatement or control of the release, discharge, or emission of pollutants or environmental contaminants,

(ii) the control of environmentally hazardous or toxic chemicals, substances, materials and wastes, and the dissemination of information related thereto, or

(iii) the protection of wild flora or fauna, including endangered species, their habitat, and specially protected natural areas

in the Party's territory, but does not include any statute or regulation, or provision thereof, directly related to worker safety or health.

(b) For greater certainty, the term "**environmental law**" does not include any statute or regulation, or provision thereof, the primary purpose of which is managing the commercial harvest or exploitation, or subsistence or aboriginal harvesting, of natural resources.

(c) The primary purpose of a particular statutory or regulatory provision for purposes of subparagraphs (a) and (b) shall be determined by reference to its primary purpose, rather than to the primary purpose of the statute or regulation of which it is part.

3. For purposes of Article 14(3), "**judicial or administrative proceeding**" means:

(a) a domestic judicial, quasi-judicial or administrative action pursued by the Party in a timely fashion and in accordance with its law. Such actions comprise: mediation; arbitration; the process of issuing a license, permit, or authorization; seeking an assurance of voluntary compliance or a compliance agreement; seeking sanctions or remedies in an administrative or judicial forum; and the process of issuing an administrative order; and

- (b) an international dispute resolution proceeding to which the Party is party.

PART SEVEN

FINAL PROVISIONS

Article 45: Annexes

The Annexes to this Agreement constitute an integral part of the Agreement.

Article 46: Entry into Force

This Agreement shall enter into force on June 2, 1997, immediately after entry into force of the CCFTA, on an exchange of written notifications certifying the completion of necessary legal procedures.

Article 47: Amendments

1. The Parties may agree on any modification of or addition to this Agreement.
2. When so agreed, and approved in accordance with the applicable legal procedures of each Party, a modification or addition shall constitute an integral part of this Agreement.

Article 48: Accession of Chile to the *North American Agreement on Environmental Cooperation*

The Parties shall work toward the early accession of Chile to the *North American Agreement on Environmental Cooperation*.

Article 49: Termination

Either Party may terminate this Agreement by giving written notice to the other Party. Such termination shall take effect six months after the date of receipt of written notice by the other Party.

Article 50: Authentic Texts

The English, French, and Spanish texts of this Agreement are equally authentic.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE in duplicate, in Ottawa, this 6th day of February, 1997.

**FOR THE GOVERNMENT
OF CANADA**

**FOR THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF CHILE**

ANNEX 33

MONETARY ENFORCEMENT ASSESSMENTS

1. Any monetary enforcement assessment shall be no greater than 10 million dollars (U.S.) or its equivalent in the currency of the Party complained against.
2. In determining the amount of the assessment, the panel shall take into account:
 - (a) the pervasiveness and duration of the Party's persistent pattern of failure to effectively enforce its environmental law;
 - (b) the level of enforcement that could reasonably be expected of a Party given its resource constraints;
 - (c) the reasons, if any, provided by the Party for not fully implementing an action plan;
 - (d) efforts made by the Party to begin remedying the pattern of non-enforcement after the final report of the panel; and
 - (e) any other relevant factors.
3. All monetary enforcement assessments shall be paid in the currency of the Party complained against into a fund established in the name of the Commission by the Council and shall be expended at the direction of the Council to improve or enhance the environment or environmental law enforcement in the Party complained against, consistent with its law.

ANNEX 41

EXTENT OF OBLIGATIONS

1. On the date of signature of this Agreement, or of the exchange of written notification under Article 46, Canada shall set out in a declaration a list of any provinces for which Canada is to be bound in respect of matters within their jurisdiction. The declaration shall be effective on delivery to Chile, and shall carry no implication as to the internal distribution of powers within Canada. Canada shall notify Chile six months in advance of any modification to its declaration.
2. When considering whether to instruct the responsible National Secretariat to prepare a factual record pursuant to Article 15, the Council shall take into account whether the submission was made by a non-governmental organization or enterprise incorporated or otherwise organized under the laws of a province included in the declaration made under paragraph 1.
3. Canada may not request consultations under Article 22 or a Council meeting under Article 23 or request the establishment of a panel primarily for the benefit of any government of a province not included in the declaration made under paragraph 1.
4. Canada may not request a Council meeting under Article 23, or request the establishment of a panel concerning whether there has been a persistent pattern of failure by Chile to effectively enforce its environmental law, unless Canada states in writing that the matter would be under federal jurisdiction if it were to arise within the territory of Canada, or:
 - (a) Canada states in writing that the matter would be under provincial jurisdiction if it were to arise within the territory of Canada; and
 - (b) the provinces included in the declaration account for at least 55 percent of Canada's Gross Domestic Product (GDP) for the most recent year in which data are available; and
 - (c) where the matter concerns a specific industry or sector, at least 55 percent of total Canadian production in that industry or sector is accounted for by the provinces included in the declaration for the most recent year in which data are available.
5. Chile may not request a Council meeting under Article 23 or request the establishment of a panel concerning whether there has been a persistent failure to effectively enforce an environmental law of a province unless that province is included in the declaration made under paragraph 1 and the requirements of subparagraphs 4(b) and (c) have been met.
6. Canada shall, no later than the date on which an arbitral panel is convened pursuant to Article 24 respecting a matter within the scope of paragraph 5 of this Annex, notify Chile in writing of whether any monetary enforcement assessment or action plan imposed by a panel under Article 33(4) or 33(5) against Canada shall be addressed to Her Majesty in right of Canada or Her Majesty in right of the province concerned.

7. Canada shall use its best efforts to make this Agreement applicable to as many of its provinces as possible.

8. Two years after the date of entry into force of this Agreement, the Council shall review the operation of this Annex and, in particular, shall consider whether the Parties should amend the thresholds established in paragraph 4.

ANNEX 44.1

COUNTRY-SPECIFIC DEFINITIONS

For purposes of this Agreement:

"citizen" means:

- (a) with respect to Canada, a natural person who is a citizen of Canada under the *Citizenship Act*, R.S.C. 1985, c. C-29, as amended from time to time or under any successor legislation; and
- (b) with respect to Chile, a Chilean as defined in Article 10 of the Political Constitution of the Republic of Chile (*Constitución Política de la República de Chile*); and

"territory" means:

- (a) with respect to Canada, the territory to which its customs laws apply, including any areas beyond the territorial seas of Canada within which, in accordance with international law and its domestic law, Canada may exercise rights with respect to the seabed and subsoil and their natural resources; and
- (b) with respect to Chile, the land, maritime, and air space under its sovereignty, and the exclusive economic zone and the continental shelf over which it exercises sovereign rights and jurisdiction in accordance with international law and its domestic law.

ANNEX 44.2

DEFINITION OF ENVIRONMENTAL LAW IN CHILE

For purposes of Article 14 (1) and Part V of the Agreement and with respect to Chile only, the definition of "environmental law" in Article 44(2) will be subject to Appendices 44B.1, 44B.2 and 44B.3 until June 2nd, 1999.

APPENDIX 44B.1

The definition of "environmental law" shall apply to the following, including any subsequent modification thereof, immediately upon the entry into force of the Agreement, including any other statute, regulation or provision thereof in effect after March 9, 1994.

a. GENERAL LEGISLATION (1)

Constitution and Organic Constitutional Laws

- 1.a.1 Political Constitution of the Republic (*Constitución Política de la República*) Official Journal 24/10/80
- 1.a.2 Law No. 18.248, Mining Code (*Ley N° 18.248, Código de Minería*) Official Journal 14/10/83
- 1.a.3 Law No. 18,695 respecting the organic constitutional law of municipalities (*Ley N° 18.695, Orgánica Constitucional de Municipalidades*) Official Journal 31/03/88
- 1.a.4 Law No. 19,175 respecting the organic constitutional law of regional government and administration (*Ley N° 19.175, Orgánica Constitucional sobre Gobierno y Administración Regional*) Official Journal 11/11/92

Laws and Treaties

- 1.a.5 General Urban Planning and Construction Act, approved by Statutory Decree No. 458, 1976, Ministry of Housing and Urban Planning (*Ley General de Urbanismo y Construcciones, aprobada mediante el Decreto con Fuerza de Ley N° 458, 1976, del Ministerio de Vivienda y Urbanismo*) Official Journal 13/04/76
- 1.a.6 Supreme Decree No. 447, 1991, Ministry of Foreign Affairs, promulgating the framework agreement signed in Rome in 1990 between the Government of the Republic of Chile and the European Economic Community (*Acuerdo Marco entre el Gobierno de la República de Chile y la Comunidad Económica Europea, suscrito en Roma, 1990, promulgado por Decreto Supremo N° 447, 1991, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 29/05/91
- 1.a.7 Law No. 19,300, Fundamental Environmental Law (*Ley N° 19.300 de Bases del Medio Ambiente*) Official Journal 09/03/94

Supreme Decrees

Ministry of Housing and Urban Planning

- 1.a.8 Supreme Decree No. 47, 1992, Ministry of Housing and Urban Planning, setting out the revised General Ordinance of the General Urban Planning and Construction Act (*Decreto Supremo N° 47, 1992, del Ministerio de Vivienda y Urbanismo, que fija el Nuevo Texto de la Ordenanza General de la Ley General de Urbanismo y Construcciones*) Official Journal 19/05/92

Ministry of the Secretary General of the Presidency

- 1.a.9 Supreme Decree No. 86, 1995, Ministry of the Secretary General of the Presidency, Regulation on the Advisory Board of the National Environmental Commission and the Regional Environmental Commissions (*Decreto Supremo N° 86, 1995, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, Reglamento del Consejo Consultivo de la Comisión Nacional del Medio Ambiente y de las Comisiones Regionales del Medio Ambiente*) Official Journal 26/10/95
- 1.a.10 Supreme Decree No. 93, 1995, Ministry of the Secretary General of the Presidency, Regulation regarding the issuance of environmental quality standards (*Decreto Supremo N° 93, 1995, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, Reglamento para la Dictación de Normas de Calidad Ambiental*) Official Journal 26/10/95
- 1.a.11 Supreme Decree No. 94, 1995, Ministry of the Secretary General of the Presidency, Regulation establishing the procedure and stages for preparing prevention and decontamination plans (*Decreto Supremo N° 94, 1995, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, Reglamento que Fija el Procedimiento y Etapas para establecer Planes de Prevención y de Descontaminación*) Official Journal 26/10/95

b. WATER (1)

Laws and Treaties

- 1.b.1 International Convention for the Prevention of Pollution of the Sea by Oil, 1954, amended in 1962 and 1969, and an annex on the hydrocarbons register enacted under Supreme Decree No. 474, 1977, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio Internacional para Prevenir la Contaminación de las Aguas del Mar por Hidrocarburos, de 1954, con sus enmiendas de 1962 y 1969 y un anexo sobre Libro de Registro de Hidrocarburos, promulgado mediante el Decreto Supremo N° 474, 1977, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 06/10/77
- 1.b.2 International Convention on Civil Liability for Oil Pollution Damage, with 1969 annex, enacted under Supreme Decree No. 475, 1977, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio Internacional sobre Responsabilidad Civil por Daños Causados por la Contaminación de las Aguas del Mar por Hidrocarburos, con su Anexo de 1969,*

promulgado por el Decreto Supremo N° 475, 1977, del Ministerio de Relaciones Exteriores) Official Journal 08/10/77

- 1.b.3 Convention on the Prevention of Marine Pollution by Dumping of Wastes and Other Matter, with Annexes I, II and III, 1972, enacted under Supreme Decree No. 476, 1977, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio sobre Prevención de la Contaminación del Mar por Vertimiento de Desechos y otras materias, con sus anexos I, II y III del año 1972, promulgado mediante Decreto Supremo N° 476, 1977, del Ministerio de Relaciones Exteriores)* Official Journal 11/10/77
- 1.b.4 Decree Law No. 2222, 1978, Navigation Act (*Decreto Ley N° 2.222, 1978, Ley de Navegación*) Official Journal 31/05/78
- 1.b.5 Convention for the Protection of the Marine Environment and Coastal Area of the Southeast Pacific, enacted by Supreme Decree No. 296, 1986, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio para la Protección del Medio Ambiente y la Zona Costera del Pacífico Sudeste, promulgado mediante el Decreto Supremo N° 296, 1986, del Ministerio de Relaciones Exteriores)* Official Journal 14/06/86
- 1.b.6 Protocol for the Protection of the Southeast Pacific from Pollution caused by Land-based Sources, and its annexes, enacted under Supreme Decree No. 295, Ministry of Foreign Affairs (*Protocolo para la Protección del Pacífico Sudeste contra la Contaminación Proveniente de Fuentes Terrestres y sus anexos, promulgado mediante el Decreto Supremo N° 295, del Ministerio de Relaciones Exteriores)* Official Journal 19/06/86
- 1.b.7 Agreement on Regional Cooperation in Combatting Pollution of the Southeast Pacific by Oil and Other Harmful Substances in Cases of Emergency, enacted under Supreme Decree No. 425, 1986, Ministry of Foreign Affairs (*Acuerdo sobre la Cooperación Regional para el Combate contra la Contaminación del Pacífico Sudeste por Hidrocarburos y Otras Sustancias Nocivas en Casos de Emergencia, promulgado por el Decreto Supremo N° 425, 1986, del Ministerio de Relaciones Exteriores)* Official Journal 11/08/86
- 1.b.8 Complementary Protocol to the Agreement on Regional Cooperation in Combatting Pollution of the Southeast Pacific by Oil and Other Harmful Substances in Cases of Emergency, enacted under Supreme Decree No. 656, 1986, Ministry of Foreign Affairs (*Protocolo Complementario del Acuerdo sobre la Cooperación Regional para el Combate contra la Contaminación del Pacífico Sudeste por Hidrocarburos y Otras Sustancias Nocivas en Casos de Emergencias, promulgado por el Decreto Supremo N° 656, 1986, del Ministerio de Relaciones Exteriores)* Official Journal 24/11/86

Supreme Decrees

Ministry of National Defence

- 1.b.9 Supreme Decree No. 1, 1992, Ministry of National Defence (Navy), Water Pollution Regulations (*Decreto Supremo N° 1, 1992, del Ministerio de Defensa Nacional (Marina), Reglamento de la Contaminación Acuática*) Official Journal 18/11/92

Ministry of Public Works

- 1.b.10 Supreme Decree No. 867, 1978, Ministry of Public Works, setting forth Chilean Standard NCh 1333 on quality requirements for water for various uses (*Decreto Supremo N° 867, 1978, del Ministerio de Obras Públicas, que fija la norma chilena NCh 1.333, sobre requisitos de calidad del agua para diferentes usos*) Official Journal 05/07/78

Ministry of Health

- 1.b.11 Supreme Decree No. 236, 1926, former Ministry of Health, Welfare, Social Security and Labor, establishing general regulations for household sewers (*Decreto Supremo N° 236, 1926, del ex Ministerio de Higiene, Asistencia, Previsión Social y Trabajo, que establece el Reglamento General de Alcantarillados Particulares*) Official Journal 23/05/26
- 1.b.12 Supreme Decree No. 288, 1969, Ministry of Health, approving regulations on primary treatment system for waste water, using prefabricated septic tanks (*Decreto Supremo N° 288, 1969, del Ministerio de Salud, que aprobó el Reglamento sobre Sistema de Tratamiento Primario de Aguas Servidas Mediante Estanques Sépticos Prefabricados*) Official Journal 31/05/69
- 1.b.13 Supreme Decree No. 263, 1985, Ministry of Health, establishing sanitary regulations for the sea, the air and border areas (*Decreto Supremo N° 263, 1985, del Ministerio de Salud, que establece el Reglamento de Sanidad Marítima, Aérea y de las Fronteras*) Official Journal 24/02/86

Resolutions

- 1.b.14 Resolution No. 12,600/322 VRS/94, DIRECTEMAR, regulating dumping of liquid waste into waters under DIRECTEMAR's jurisdiction (*Resolución N° 12.600/322 VRS/94 de DIRECTEMAR, que regula las descargas de residuos líquidos a los cuerpos de agua bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR*) unpublished
- 1.b.15 Resolution No. 12,600/323 VRS/94, DIRECTEMAR, establishing terms of reference for aquatic environmental impact studies on dumping of liquid waste in bodies of water under DIRECTEMAR's jurisdiction (*Resolución N° 12.600/323 VRS/94 de DIRECTEMAR, que establece términos de referencia para la realización de estudios*)

de evaluación de impacto ambiental acuático para descarga de residuos líquidos a los cuerpos de agua bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR) unpublished

- 1.b.16 Resolution No. 12,600/324 VRS/94, DIRECTEMAR, establishing terms of reference for environmental impact studies on projects to dump dredging waste in waters under DIRECTEMAR's jurisdiction (*Resolución N° 12.600/324 VRS/94 de DIRECTEMAR, que establece términos de referencia para la realización de estudios de evaluación de impacto ambiental para proyectos de vertimiento de desechos de dragados en el medio ambiente acuático bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR) unpublished*
- 1.b.17 Resolution No. 12,600/325 VRS/94, DIRECTEMAR, establishing terms of reference for aquatic environmental impact studies for ports and marine terminals under DIRECTEMAR's jurisdiction (*Resolución N° 12.600/325 VRS/94 de DIRECTEMAR, que establece términos de referencia para la realización de estudios de evaluación de impacto ambiental acuático para puertos y terminales marítimos bajo la jurisdicción de la DIRECTEMAR) unpublished*
- 1.b.18 Resolution No. 186, 1996, Waters Branch, Ministry of Public Works, establishing standards for exploration and exploitation of underground waters (*Resolución N° 186, 1996, de la Dirección General de Aguas del Ministerio de Obras Públicas, que establece las normas sobre exploración y explotación de aguas subterráneas) Official Journal 15/05/96*

c. AIR (1)

Laws and Treaties

- 1.c.1 Law No. 18,290 on Traffic (*Ley N° 18.290, Ley del Tránsito) Official Journal 07/02/92*
- 1.c.2 Law No. 18,696 on Transportation of Passengers within Chile (*Ley N° 18.696, sobre Transporte Nacional de Pasajeros) Official Journal 31/05/88*
- 1.c.3 Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer and its annexes I and II, adopted on March 22, 1985 and approved by Supreme Decree No. 719, 1990, Ministry of Foreign Affairs, and the Montreal Protocol, 1987, enacted by Supreme Decree No. 238, 1990, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio de Viena para la Protección de la Capa de Ozono y sus anexos I y II, adoptado el 22 de marzo de 1985, aprobado por Decreto Supremo N° 719, 1990, del Ministerio de Relaciones Exteriores, y su Protocolo de Montreal de 1987, promulgado por Decreto Supremo N° 238, 1990, del Ministerio de Relaciones Exteriores) S.D. No 719, Official Journal 08/03/90, S.D. No 238, Official Journal 28/04/90*

Supreme Decrees

Ministry of Agriculture

- 1.c.4 Supreme Decree No. 28, 1991, Ministry of Agriculture, establishing clean-up plan for Chagres foundry (*Decreto Supremo N° 28, 1991, del Ministerio de Agricultura, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Chagres*) Official Journal 05/06/91
- 1.c.5 Supreme Decree No. 4, 1992, Ministry of Agriculture, regulating particulate air pollution in the Huasco River Valley (*Decreto Supremo N° 4, 1992, del Ministerio de Agricultura, que regula la contaminación atmosférica de origen particulado en el Valle del Río Huasco*) Official Journal 26/05/92

Ministry of Mines

- 1.c.6 Supreme Decree No. 252, 1992, Ministry of Mines, establishing clean-up plan for Ventanas foundry and Chilgener thermo-electric plant (*Decreto Supremo N° 252, 1992, del Ministerio de Minería, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Ventanas y Central Termoeléctrica de Chilgener*) Official Journal 02/03/93
- 1.c.7 Supreme Decree No. 132, 1993, Ministry of Mines, establishing clean-up plan for Chuquicamata foundry (*Decreto Supremo N° 132, 1993, del Ministerio de Minería, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Chuquicamata*) Official Journal 09/01/95

Ministry of Health

- 1.c.8 Supreme Decree No. 32, 1990, Ministry of Health, approving rules of operation for sources of air pollution in emergency air pollution situations in the Metropolitan Region (*Decreto Supremo N° 32, 1990, del Ministerio de Salud, que aprueba el reglamento de funcionamiento de fuentes emisoras de contaminantes atmosféricos que indica en situaciones de emergencia de contaminación atmosférica para la Región Metropolitana*) Official Journal 24/05/90
- 1.c.9 Supreme Decree No. 185, 1991, Ministry of Health, specifying primary and secondary environmental quality standards for sulfur dioxide and particulate matter and establishing measurement procedures (*Decreto Supremo N° 185, 1991, del Ministerio de Salud, que fija normas de calidad ambiental primarias y secundarias, para anhídrido sulfuroso y material particulado y establece procedimientos de medición*) Official Journal 16/01/92

1.c.10 Supreme Decree No. 811, 1993, Ministry of Health, prohibiting operation of fireplaces for heating unless equipped with double chamber or mechanisms to catch particles in homes and establishments in the Metropolitan Region (*Decreto Supremo N° 811, 1993, del Ministerio de Salud, que prohíbe la operación de chimeneas para calefacción que no estén provistas de doble cámara o mecanismos de captación de partículas en viviendas y establecimientos de la Región Metropolitana*) Official Journal 24/06/93

1.c.11 Supreme Decree No. 2467, 1994, Ministry of Health, approving regulations for laboratories that measure and analyze atmospheric emissions from stationary sources (*Decreto Supremo N° 2.467, 1994, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento de laboratorios de medición y análisis de emisiones atmosféricas provenientes de fuentes estacionarias*) Official Journal 18/02/94

Ministry of Transport and Telecommunications

1.c.12 Supreme Decree No. 167, 1984, Ministry of Transport and Telecommunications, on pollution control for roadworthiness check of motor vehicles (*Decreto Supremo N° 167, 1984, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre control de emisión de contaminantes en la revisión técnica de los vehículos motorizados*) Official Journal 04/01/85

1.c.13 Supreme Decree No. 75, 1987, Ministry of Transport and Telecommunications, on air pollution caused by transportation of dry commodities and odorous substances (*Decreto Supremo N° 75, 1987, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre la contaminación atmosférica causada por el transporte de áridos y sustancias odoríferas*) Official Journal 07/07/87

1.c.14 Supreme Decree No. 24, 1989, Ministry of Transport and Telecommunications, on roadworthiness check and pollution control of buses and taxis (*Decreto Supremo N° 24, 1989, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre revisión técnica y verificación de la emisión de contaminantes de buses y taxibuses*) Official Journal 01/03/89

1.c.15 Supreme Decree No. 94, 1991, Ministry of Transport and Telecommunications, on transportation of forest resources (*Decreto Supremo N° 94, 1991, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, sobre transporte de recursos forestales*) Official Journal 08/06/91

1.c.16 Supreme Decree No. 145, 1991, Ministry of Transport and Telecommunications, regulating the operation of public transit in the Metropolitan Region (*Decreto Supremo N° 145, 1991, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que regula el funcionamiento de la locomoción colectiva en la Región Metropolitana*) Official Journal 16/08/91

- 1.c.17 Supreme Decree No. 211, 1991, Ministry of Transport and Telecommunications, regulating air pollution caused by light motor vehicles (*Decreto Supremo N° 211, 1991, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que regula la contaminación atmosférica causada por vehículos motorizados livianos*) Official Journal 11/12/91
- 1.c.18 Supreme Decree No. 116, 1992, Ministry of Transport and Telecommunications, prohibiting operation of public transit vehicles that cause air pollution (*Decreto Supremo N° 116, 1992, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que prohíbe operar vehículos de locomoción colectiva que causan contaminación atmosférica*) Official Journal 26/06/92
- 1.c.19 Supreme Decree No. 212, 1992, Ministry of Transport and Telecommunications, regulating public transport of passengers, establishing roadworthiness checks and emission standards in bus terminals (*Decreto Supremo N° 212, 1992, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que regula el transporte público de pasajeros, establece revisiones técnicas y normas de emisión en terminales de buses*) Official Journal 21/11/92
- 1.c.20 Supreme Decree No. 82, 1993, Ministry of Transport and Telecommunications, establishing emission standards for vehicles to be used in public transit services (*Decreto Supremo N° 82, 1993, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión para vehículos destinados a prestación de servicios de locomoción colectiva*) Official Journal 24/06/93
- 1.c.21 Supreme Decree No. 4, 1994, Ministry of Transport and Telecommunications, establishing pollution emission standards for motor vehicles and specifying pollution control procedures (*Decreto Supremo N° 4, 1994, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión de contaminantes aplicables a los vehículos motorizados y fija los procedimientos para su control*) Official Journal 29/01/94
- 1.c.22 Supreme Decree No. 55, 1994, Ministry of Transport and Telecommunications, establishing emission standards for heavy motor vehicles (*Decreto Supremo N° 55, 1994, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión aplicables a vehículos motorizados pesados*) Official Journal 16/04/94
- 1.c.23 Supreme Decree No. 54, 1994, Ministry of Transport and Telecommunications, establishing emission standards for medium-sized motor vehicles (*Decreto Supremo N° 54, del Ministerio de Transportes y Telecomunicaciones, que establece normas de emisión aplicables a vehículos motorizados medianos*) Official Journal 03/05/94

Ministry of the Secretary General of the Presidency

- 1.c.24 Supreme Decree No. 179, 1994, Ministry of the Secretary General of the Presidency, declaring the area around Caletones foundry to be saturated with sulfur dioxide and particulates (*Decreto Supremo N° 179, 1994, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, que declara zona saturada por anhídrido sulfuroso y material particulado al área circundante a la fundición Caletones*) Official Journal 05/06/91
- 1.c.25 Supreme Decree No. 180, 1994, Ministry of the Secretary General of the Presidency, establishing clean-up plan for Paipote foundry (*Decreto Supremo N° 180, 1994, del Ministerio Secretaría General de la Presidencia, que establece Plan de Descontaminación para la fundición de Paipote*) Official Journal 09/01/95

Resolutions

- 1.c.26 Resolution No. 1215, 1978, Ministry of Health, establishing standards for prevention, inspection and control of air pollution (*Resolución N° 1.215, 1978, del Ministerio de Salud, que establece normas sobre prevención, fiscalización y control de contaminación atmosférica*) promulgated on 22/06/78
- 1.c.27 Resolution No. 369, 1988, Ministry of Health, establishing air quality index to determine level of air pollution in the Metropolitan Region (*Resolución N° 369, 1988, del Ministerio de Salud, que establece el índice de calidad del aire para determinar el nivel de contaminación atmosférica de la Región Metropolitana*) Official Journal 26/04/88

d. NOISE (1)

Laws

- 1.d.1 Law No. 18,290, Traffic Act (*Ley N° 18.290, Ley del Tránsito*) Official Journal 07/02/84

Supreme Decrees

- 1.d.2 Supreme Decree No. 122, 1991, Ministry of Transport and Telecommunications, specifying size and operating requirements for vehicles that provide public urban transit services (*Decreto Supremo N° 122, 1991, del Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones, que fija los requisitos dimensionales y funcionales a vehículos que presten servicios de locomoción colectiva urbana*) Official Journal 19/07/91

e. TOXIC SUBSTANCES AND HAZARDOUS WASTES (1)

Laws

- 1.e.1 Law No. 18,164, establishing customs standards and modifying legislation on toxic and hazardous substances (*Ley N° 18.164, que establece Normas de Carácter Aduanero y modifica Legislación Pertinente, respecto de sustancias tóxicas y peligrosas para la Salud*) Official Journal 17/09/82
- 1.e.2 Statutory Decree No. 1, 1989, Ministry of Health, specifying that explicit permission from health authorities is required to dispose of waste (*Decreto con Fuerza de Ley N° 1, 1989, del Ministerio de Salud, que dispone que requieren de autorización sanitaria expresa, la disposición de residuos*) Official Journal 21/02/90

Supreme Decrees

Ministry of National Defence

- 1.e.3 Supreme Decree No. 777, 1983, Ministry of National Defence, approving Chilean regulations to implement the International Marine Code on Hazardous Goods (*Decreto Supremo N° 777, 1983, del Ministerio de Defensa Nacional, que aprueba el Reglamento de la República para el Código Marítimo Internacional de Mercaderías Peligrosas*) Official Journal 24/10/78
- 1.e.4 Supreme Decree No. 746, 1989, Ministry of National Defence (Air Force), on air transport of hazardous goods (*Decreto Supremo N° 746, 1989, del Ministerio de Defensa Nacional (Aviación), sobre transporte de mercaderías peligrosas por vía aérea*) Official Journal 19/02/90

Ministry of Economic Affairs, Development and Reconstruction

- 1.e.5 Supreme Decree No. 278, 1982, Ministry of Economic Affairs, approving regulations on the safe storage, refining, transport and distribution of liquid petroleum-based fuels (*Decreto Supremo N° 278, 1982, del Ministerio de Economía, que aprueba el Reglamento de seguridad para el almacenamiento, refinación, transporte y expendio de combustibles líquidos derivados del petróleo*) Official Journal 09/02/83

Ministry of Mines

- 1.e.6 Supreme Decree No. 86, 1970, Ministry of Mines, regulations for the construction and operation of sludge reservoirs (*Decreto Supremo N° 86, 1970, del Ministerio de Minería, Reglamento de construcción y operación de Tranques de Relave*) Official Journal 13/08/70

- 1.e.7 Supreme Decree No. 12, 1985, Ministry of Mines, on transport of radioactive materials (*Decreto Supremo N° 12, 1985, del Ministerio de Minería, sobre transporte de materiales radioactivos*) Official Journal 10/06/85

Ministry of Transport and Telecommunications

- 1.e.8 Supreme Decree No. 298, 1994, Ministry of Transport and Telecommunications, on transport of hazardous goods on public thoroughfares (*Decreto Supremo N° 298, 1994, del Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones, sobre transporte de cargas peligrosas por calles y caminos*) Official Journal 11/02/95

Resolutions

- 1.e.9 Resolution No. 5081, 1993, Environmental Health Service of the Metropolitan Region, Ministry of Health, on reporting and monitoring solid industrial wastes (RISES) (*Resolución N° 5.081, 1993, del Servicio de Salud del Ambiente de la Región Metropolitana del Ministerio de Salud, sobre declaración y seguimiento de Residuos Industriales Sólidos (RISES)*) Official Journal 18/03/93

f. WILDLIFE AND PROTECTED AREAS (1)

Laws and Treaties

- 1.f.1 Statutory Decree No. 265, 1931, Ministry of Agriculture, Forest Law (*Decreto con Fuerza de Ley N° 265, 1931, del Ministerio de Agricultura, Ley de Bosques*) Official Journal 29/05/31
- 1.f.2 Statutory Decree No. 25, 1963, Ministry of Agriculture, prohibiting hunting of guaniferas birds (*Decreto con Fuerza de Ley N° 25, 1963, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la caza de aves guaníferas*) Official Journal 04/04/63
- 1.f.3 Law No. 17,288 on national monuments (*Ley N° 17.288, sobre Monumentos Nacionales*) Official Journal 04/02/70
- 1.f.4 Convention on International Trade in Endangered Species (CITES) of Wild Flora and Fauna, adopted in Washington on March 3, 1973, enacted by Supreme Decree No. 141, 1975, Ministry of Foreign Affairs (*Convención sobre Comercio Internacional de especies amenazadas de flora y fauna silvestres, adoptada en Washington el 3 de marzo de 1973, promulgada por Decreto Supremo N° 141, 1975, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 25/03/75
- 1.f.5 International Convention for the Regulation of Whaling and annex, signed in Washington, D.C. on December 2, 1946, enacted by Supreme Decree No. 489, 1979, Ministry of Foreign Affairs (*Convención Internacional para la Regulación de la Caza*

de Ballenas y su Anexo, suscrito en Washington, D.C., el 2 de diciembre de 1946, promulgada mediante el Decreto Supremo N° 489, 1979, del Ministerio de Relaciones Exteriores) Official Journal 21/09/79

- 1.f.6 Convention on World Cultural and Natural Heritage, enacted by Supreme Decree No. 259, 1980, Ministry of Foreign Affairs (*Convención sobre el Patrimonio Mundial Cultural y Natural, promulgada por Decreto Supremo N° 259, 1980, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 12/05/80
- 1.f.7 Vicuña conservation convention, enacted by Supreme Decree No. 212, 1981, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio para la conservación de la Vicuña, promulgado por Decreto Supremo N° 212, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 19/05/81
- 1.f.8 Law No. 19,473, Hunting Act (*Ley N° 19.473, Ley de Caza*) Official Journal 27/09/96

Supreme Decrees

Ministry of Agriculture

- 1.f.9 Supreme Decree No. 268, 1955, Ministry of Agriculture, prohibiting hunting of wild birds during nesting season (*Decreto Supremo N° 268, 1955, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la caza de aves silvestres durante su anidación*) Official Journal 06/05/55
- 1.f.10 Supreme Decree No. 652, 1958, Ministry of Agriculture, creating Laja Lagoon National Park (*Decreto Supremo N° 652, 1958, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Laguna del Laja*) Official Journal 09/08/58
- 1.f.11 Supreme Decree No. 475, 1959, Ministry of Agriculture, creating San Rafael Lagoon National Park (*Decreto Supremo N° 475, 1959, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Laguna San Rafael*) Official Journal 28/07/59
- 1.f.12 Supreme Decree No. 1050, 1962, Ministry of Agriculture, creating Torres del Paine National Park (*Decreto Supremo N° 1.050, 1962, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Torres del Paine*) Official Journal 18/01/62
- 1.f.13 Supreme Decree No. 80, 1965, Ministry of Agriculture, creating Alberto de Agostini National Park (*Decreto Supremo N° 80, 1965, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Alberto de Agostini*) Official Journal 24/02/65
- 1.f.14 Supreme Decree No. 4, 1967, Ministry of Agriculture, creating Isluga Volcano National Park (*Decreto Supremo N° 4, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Volcán Isluga*) Official Journal 07/02/67

- 1.f.15 Supreme Decree No. 321, 1967, Ministry of Agriculture, creating Guamblin Island National Park (*Decreto Supremo N° 321, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Isla Guamblin*) Official Journal 03/07/67
- 1.f.16 Supreme Decree No. 322, 1967, Ministry of Agriculture, creating Simpson River National Park (*Decreto Supremo N° 322, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Río Simpson*) Official Journal 12/07/67
- 1.f.17 Supreme Decree No. 347, 1967, Ministry of Agriculture, creating Huerquehue National Park (*Decreto Supremo N° 347, 1967, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Huerquehue*) Official Journal 31/07/67
- 1.f.18 Supreme Decree No. 264, 1969, Ministry of Agriculture, creating Bernardo O'Higgins National Park (*Decreto Supremo N° 264, 1969, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Bernardo O'Higgins*) Official Journal 09/08/69
- 1.f.19 Supreme Decree No. 270, 1970, Ministry of Agriculture, creating Lauca National Park (*Decreto Supremo N° 270, 1970, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Lauca*) Official Journal 29/08/70
- 1.f.20 Supreme Decree No. 271, 1970, Ministry of Agriculture, creating Conguillío National Park (*Decreto Supremo N° 271, 1970, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Conguillío*) Official Journal 29/08/70
- 1.f.21 Supreme Decree No. 378, 1970, Ministry of Agriculture, creating Paliyaike National Park (*Decreto Supremo N° 378, 1970, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Paliyaike*) Official Journal 06/11/70
- 1.f.22 Supreme Decree No. 129, 1971, Ministry of Agriculture, prohibiting the cutting, uprooting, transport, possession and trade of copihues (*Decreto Supremo N° 129, 1971, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe corta, arranque, transporte, tenencia y comercio de copihues*) Official Journal 17/04/71
- 1.f.23 Supreme Decree No. 82, 1974, Ministry of Agriculture, prohibiting cutting of trees and bushes in Andes mountains and foothills in designated areas in the Province of Santiago (*Decreto Supremo N° 82, 1974, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la corta de árboles y arbustos en la zona precordillerana y cordillerana andina que señala de la provincia de Santiago*) Official Journal 03/07/74
- 1.f.24 Supreme Decree No. 162, 1974, Ministry of Agriculture, creating El Morado National Park (*Decreto Supremo N° 162, 1974, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional El Morado*) Official Journal 10/08/74
- 1.f.25 Supreme Decree No. 490, 1977, Ministry of Agriculture, declaring the *Alerce* or *Lahuén* species of plant to be a natural monument (*Decreto Supremo N° 490, 1977,*

del Ministerio de Agricultura, que declara Monumento Natural a la especie vegetal "Alerce" or "Lahuén") Official Journal 05/09/77

- 1.f.26 Supreme Decree No. 354, 1981, Ministry of Agriculture, indefinitely prohibiting the hunting, transport, sale, possession and processing of red fox or large Chilean fox (*culpeo*), Andean mountain cat, Argentine mountain cat, *guiña*, scrubland cat and puma (*Decreto Supremo N° 354, 1981, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe indefinidamente la caza, transporte, comercialización, posesión e industrialización de zorro rojo o culpeo, gato montés andino, gato montés argentino, guiña, gato de los pajonales y puma*) Official Journal 05/01/81
- 1.f.27 Supreme Decree No. 19, 1982, Ministry of Agriculture, creating Clarillo River National Reserve (*Decreto Supremo N° 19, 1982, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Río Clarillo*) Official Journal 05/03/82
- 1.f.28 Supreme Decree No. 94, 1982, Ministry of Agriculture, creating Los Ruiles National Reserve (*Decreto Supremo N° 94, 1982, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Los Ruiles*) Official Journal 26/08/82
- 1.f.29 Supreme Decree No. 160, 1982, Ministry of Agriculture, declaring Cinco Hermanas, Contulmo, Dos Lagunas, Laguna de Los Cisnes y Los Pingüinos to be natural monuments (*Decreto Supremo N° 160, 1982, del Ministerio de Agricultura, que declara Monumentos Naturales Cinco Hermanas, Contulmo, Dos Lagunas, Laguna de Los Cisnes y Los Pingüinos*) Official Journal 09/12/82
- 1.f.30 Supreme Decree No. 29, 1983, Ministry of Agriculture, declaring Salar de Surire a natural monument and creating Las Vicuñas National Reserve (*Decreto Supremo N° 29, 1983, del Ministerio de Agricultura, que declara Monumento Natural Salar de Surire y crea Reserva Nacional Las Vicuñas*) Official Journal 12/05/83
- 1.f.31 Supreme Decree No. 301, 1983, Ministry of Agriculture, creating Magdalena Island National Park (*Decreto Supremo N° 301, 1983, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional Isla Magdalena*) Official Journal 11/07/83
- 1.f.32 Supreme Decree No. 153, 1984, Ministry of Agriculture, creating Las Chinchillas National Reserve (*Decreto Supremo N° 153, 1984, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Las Chinchillas*) Official Journal 22/02/84
- 1.f.33 Supreme Decree No. 127, 1986, Ministry of Agriculture, creating Los Cipreses River National Reserve (*Decreto Supremo N° 127, 1986, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Río de Los Cipreses*) Official Journal 06/01/86
- 1.f.34 Supreme Decree No. 123, 1986, Ministry of Agriculture, declaring Pichasca a natural monument (*Decreto Supremo N° 123, 1986, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural Pichasca*) Official Journal 11/03/86

- 1.f.35 Supreme Decree No. 128, 1986, Ministry of Agriculture, creating Torca Lagoon National Reserve (*Decreto Supremo N° 128, 1986, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Laguna de Torca*) Official Journal 11/03/86
- 1.f.36 Supreme Decree No. 207, 1988, Ministry of Agriculture, creating Pampa del Tamarugal National Reserve (*Decreto Supremo N° 207, 1988, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Pampa del Tamarugal*) Official Journal 11/04/88
- 1.f.37 Supreme Decree No. 70, 1988, Ministry of Agriculture, creating Mocha Island National Reserve (*Decreto Supremo N° 70, 1988, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Isla Mocha*) Official Journal 13/07/88
- 1.f.38 Supreme Decree No. 71, 1988, Ministry of Agriculture, creating La Chimba National Reserve (*Decreto Supremo N° 71, 1988, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional La Chimba*) Official Journal 13/07/88
- 1.f.39 Supreme Decree No. 89, 1989, Ministry of Agriculture, declaring Cachagua Island a natural monument (*Decreto Supremo N° 89, 1989, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural Isla Cachagua*) Official Journal 09/08/89
- 1.f.40 Supreme Decree No. 133, 1989, Ministry of Agriculture, creating La Campana National Park (*Decreto Supremo N° 133, 1989, del Ministerio de Agricultura, que crea Parque Nacional La Campana*) Official Journal 26/10/89
- 1.f.41 Supreme Decree No. 43, 1990, Ministry of Agriculture, declaring the *Araucaria araucana* a natural monument (*Decreto Supremo N° 43, 1990, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural a la Araucaria Araucana*) Official Journal 03/04/94
- 1.f.42 Supreme Decree No. 51, 1990, Ministry of Agriculture, declaring La Portada a natural monument (*Decreto Supremo N° 51, 1990, del Ministerio de Agricultura, que declara monumento natural La Portada*) Official Journal 05/10/90
- 1.f.43 Supreme Decree No. 50, 1990, Ministry of Agriculture, creating Los Flamencos National Reserve (*Decreto Supremo N° 50, 1990, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Los Flamencos*) Official Journal 17/10/90
- 1.f.44 Supreme Decree No. 146, 1974, Ministry of Agriculture, prohibiting cutting of trees and bushes on land in the Province of Aysén (*Decreto Supremo N° 146, 1974, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe la corta de árboles y arbustos que se encuentran situados dentro de los terrenos de la Provincia de Aysén*) Official Journal 18/01/91

- 1.f.45 Supreme Decree No. 56, 1991, Ministry of Agriculture, creating Galletué National Reserve (*Decreto Supremo N° 56, 1991, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Galletué*) Official Journal 27/05/91
- 1.f.46 Supreme Decree No. 133, 1993, Ministry of Agriculture, Hunting Act Regulations (*Decreto Supremo N° 133, 1993, del Ministerio de Agricultura, Reglamento de la Ley de Caza*) Official Journal 09/03/93
- 1.f.47 Supreme Decree No. 41, 1996, Ministry of Agriculture, creating El Yali National Reserve (*Decreto Supremo N° 41, 1996, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional El Yali*) Official Journal 31/05/96
- 1.f.48 Supreme Decree No. 59, 1996, Ministry of Agriculture, creating Altos de Lircay National Reserve (*Decreto Supremo N° 59, 1996, del Ministerio de Agricultura, que crea Reserva Nacional Altos de Lircay*) Official Journal 24/06/96

Ministry of National Property

- 1.f.49 Supreme Decree No. 552, 1926, Ministry of Land and Colonization, creating Vicente Pérez Rosales National Park (*Decreto Supremo N° 552, 1926, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Vicente Pérez Rosales*) Promulgated on 17/08/26, unpublished
- 1.f.50 Supreme Decree No. 103, 1935, former Ministry of Lands and Colonization, creating Rapa Nui National Park, Juan Fernández Archipelago National Park and prohibiting cutting of tucuma palms, arboreal ferns and *toromiro* (*Decreto Supremo N° 103, 1935, del ex Ministerio de Tierras y Colonización, que crea parque Nacional Rapa Nui y Parque Nacional Archipiélago Juan Fernández y que prohíbe cortar la palma Chonta, Helechos Arbóreos y el Toromiro*) Official Journal 16/02/35
- 1.f.51 Supreme Decree No. 2489, 1935, Ministry of Land and Colonization, creating Tolhuaca National Park (*Decreto Supremo N° 2.489, 1935, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Tolhuaca*) Official Journal 31/10/35
- 1.f.52 Supreme Decree No. 15, 1939, Ministry of Land and Colonization, creating Nahuelbuta National Park (*Decreto Supremo N° 15, 1939, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Nahuelbuta*) Official Journal 06/03/39
- 1.f.53 Supreme Decree No. 374, 1941, Ministry of Land and Colonization, creating Puyehue National Park (*Decreto Supremo N° 374, 1941, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Puyehue*) Official Journal 31/05/41
- 1.f.54 Supreme Decree No. 339, 1941, Ministry of Land and Colonization, creating Fray Jorge Forest National Park (*Decreto Supremo N° 339, 1941, del Ministerio de Tierra*

y Colonización, que crea Parque Nacional Bosque Fray Jorge) Official Journal 20/06/41

- 1.f.55 Supreme Decree No. 995, 1945, Ministry of Land and Colonization, creating Cape Horn National Park (*Decreto Supremo N° 995, 1945, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Cabo de Hornos*) Official Journal 25/07/45
- 1.f.56 Supreme Decree No. 734, 1983, Ministry of National Property, creating Chiloé National Park (*Decreto Supremo N° 734, 1983, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Chiloé*) Official Journal 03/01/83
- 1.f.57 Supreme Decree No. 735, 1983, Ministry of National Property, creating Alerce Andino National Park (*Decreto Supremo N° 735, 1983, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Alerce Andino*) Official Journal 03/01/83
- 1.f.58 Supreme Decree No. 640, 1983, Ministry of National Property, creating Queulat National Park (*Decreto Supremo N° 640, 1983, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Queulat*) Official Journal 24/11/83
- 1.f.59 Supreme Decree No. 527, 1986, Ministry of National Property, creating Pan de Azúcar (Sugarloaf) National Park (*Decreto Supremo N° 527, 1986, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Pan de Azúcar*) Official Journal 06/05/86
- 1.f.60 Supreme Decree No. 19, 1987, Ministry of National Property, declaring the coastal larch (*alerce costero*) tree to be a natural monument (*Decreto Supremo N° 19, 1987, del Ministerio de Bienes Nacionales, que declara monumento natural Alerce Costero*) Official Journal 09/03/97
- 1.f.61 Supreme Decree No. 617, 1988, Ministry of National Property, declaring Cerro Ñielol a natural monument (*Decreto Supremo N° 617, 1988, del Ministerio de Bienes Nacionales, que declara monumento natural Cerro Ñielol*) Official Journal 09/02/88
- 1.f.62 Supreme Decree No. 429, 1988, Ministry of National Property, creating Ralco National Reserve (*Decreto Supremo N° 429, 1988, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Reserva Nacional Ralco*) Official Journal 18/08/88
- 1.f.63 Supreme Decree No. 884, 1988, Ministry of National Property, creating Hornopirén National Park (*Decreto Supremo N° 884, 1988, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Hornopirén*) Official Journal 22/12/88
- 1.f.64 Supreme Decree No. 26, 1989, Ministry of National Property, creating Las Palmas de Cocalán National Park (*Decreto Supremo N° 26, 1989, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Parque Nacional Las Palmas de Cocalán*) Official Journal 27/04/89

- 1.f.65 Supreme Decree No. 2236, 1991, Ministry of Land and Colonization, creating Villarrica National Park (*Decreto Supremo N° 2.236, 1991, del Ministerio de Tierra y Colonización, que crea Parque Nacional Villarrica*) Official Journal 09/01/91
- 1.f.66 Supreme Decree No. 89, 1996, Ministry of National Property, creating Radal Siete Tazas National Reserve (*Decreto Supremo N° 89, 1996, del Ministerio de Bienes Nacionales, que crea Reserva Nacional Radal Siete Tazas*) Official Journal 08/06/96

Ministry of Education

- 1.f.67 Supreme Decree No. 726, 1973, Ministry of Education, creating the Los Nogales Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 726, 1973, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Los Nogales*) Official Journal 13/08/73
- 1.f.68 Supreme Decree No. 937, 1973, Ministry of Education, creating the Fundo Yerba Loca Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 937, 1973, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Fundo Yerba Loca*) Official Journal 28/08/73
- 1.f.69 Supreme Decree No. 631, 1975, Ministry of Education, creating the Laguna El Peral Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 631, 1975, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Laguna El Peral*) Official Journal 08/09/75
- 1.f.70 Supreme Decree No. 680, 1975, Ministry of Education, creating the Laguna de Torca Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 680, 1975, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Laguna de Torca*) Official Journal 27/09/75
- 1.f.71 Supreme Decree No. 835, 1976, Ministry of Education, creating the Alerzales de Potrero Anay, Castro, Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 835, 1976, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Alerzales de Potrero Anay, de Castro*) Official Journal 02/10/76
- 1.f.72 Supreme Decree No. 556, 1976, Ministry of Education, creating nature sanctuaries for Sala y Gómez Island and the islets adjacent to Easter Island, for Quinta Normal Park and for Hualpén Peninsula (*Decreto Supremo N° 556, 1976, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Isla de Sala y Gómez e Islotes adyacentes a Isla de Pascua, Parque Quinta Normal y Península de Hualpén*) Official Journal 14/02/78
- 1.f.73 Supreme Decree No. 48, 1978, Ministry of Education, creating Punta Peyuco Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 48, 1978, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Punta Peyuco*) Official Journal 21/07/78
- 1.f.74 Supreme Decree No. 622, 1978, Ministry of Education, creating Pájaros Niños (penguin) Islet Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 622, 1978, del Ministerio de*

Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Islote Pájaros Niños) Official Journal 21/07/78

- 1.f.75 Supreme Decree No. 2, 1979, Ministry of Education, creating Cachagua Island Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 2, 1979, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Isla de Cachagua*) Official Journal 06/02/79
- 1.f.76 Supreme Decree No. 77, 1981, Ministry of Education, creating a nature sanctuary for the spherical granite rock outcroppings in the Rodillo area of Caldera (*Decreto Supremo N° 77, 1981, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Afloraciones de rocas de Granito Orbicular en el sector Rodillo, de Caldera*) Official Journal 23/02/81
- 1.f.77 Supreme Decree No. 2734, 1981, Ministry of Education, creating the wetlands nature sanctuary around Valdivia (*Decreto Supremo N° 2.734, 1981, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Zonas Húmedas cercanas a Valdivia*) Official Journal 04/07/81
- 1.f.78 Supreme Decree No. 772, 1982, Ministry of Education, creating the Peña Blanca Island and Peña Blanca Point Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 772, 1982, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Islote Peña Blanca y Punta Peña Blanca*) Official Journal 08/05/82
- 1.f.79 Supreme Decree No. 37, 1982, Ministry of Education, creating the Valle de la Luna Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 37, 1982, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Valle de la Luna*) Official Journal 10/02/82
- 1.f.80 Supreme Decree No. 481, 1990, Ministry of Education, creating the Roca Oceánica (Ocean Rock) Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 481, 1990, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza Roca Oceánica*) Official Journal 20/05/91
- 1.f.81 Supreme Decree No. 484, 1990, Ministry of Education, establishing regulations pursuant to Law No. 17,288 (*Decreto Supremo N° 484, 1990, del Ministerio de Educación, que establece el Reglamento de la Ley N° 17.288*) Official Journal 02/04/91
- 1.f.82 Supreme Decree No. 544, 1992, Ministry of Education, declaring Lobería islands and Lobería Iglesia de Piedra de Cobquecura to be nature sanctuaries (*Decreto Supremo N° 544, 1992, del Ministerio de Educación, que declara santuario de la naturaleza los Islotes de Lobería y Lobería Iglesia de Piedra de Cobquecura*) Official Journal 29/10/92

- 1.f.83 Supreme Decree No. 480, 1995, Ministry of Education, creating the Animas Falls Nature Sanctuary (*Decreto Supremo N° 480, 1995, del Ministerio de Educación, que crea Santuario de la Naturaleza La Cascada de las Animas*) Official Journal 29/08/95

Ministry of Mines

- 1.f.84 Supreme Decree No. 4, 1990, Ministry of Mines, creating Pingüino de Humboldt National Reserve (*Decreto Supremo N° 4, 1990, del Ministerio de Minería, que crea Reserva Nacional Pingüino de Humboldt*) Official Journal 27/06/90

g. MISCELLANEOUS LEGISLATION (1)

Laws and Treaties

- 1.g.1 Nuclear Test Ban Convention to Prevent Radioactive Pollution, enacted by Supreme Decree No. 555, 1965, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio de Proscripción de Pruebas Nucleares para Evitar la Contaminación Radioactiva, promulgado por Decreto Supremo N° 555, 1965, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 04/09/65
- 1.g.2 Statutory Decree No. 725, Ministry of Health, Sanitary Code (Article 86), on prior authorization to operate radioactive facilities (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, de Ministerio de Salud, Código Sanitario (artículo 86), sobre autorización previa para funcionamiento de instalaciones radioactivas*) Official Journal 31/01/68
- 1.g.3 Law No. 18,302, Nuclear Safety Act (*Ley N° 18.302, Ley de Seguridad Nuclear*) Official Journal 02/05/84

Supreme Decrees

Ministry of Health

- 1.g.4 Supreme Decree No. 133, 1984, Ministry of Health, approving the regulations on licensing radioactive facilities or equipment generating ionizing radiation (*Decreto Supremo N° 133, 1984, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento sobre autorizaciones para instalaciones radioactivas o equipos generadores de radiaciones ionizantes*) Official Journal 23/08/84
- 1.g.5 Supreme Decree No. 3, 1985, Ministry of Health, approving the regulations on the radiological protection of radioactive facilities (*Decreto Supremo N° 3, 1985, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento de Protección Radiológica de Instalaciones Radioactivas*) Official Journal 25/04/85

APPENDIX 44B.2

The definition of "environmental law" shall apply to the following, including any subsequent modification thereof, six months after the entry into force of the Agreement.

a. GENERAL LEGISLATION (2)

Laws and Treaties

- 2.a.1 Law No. 18,378, on soil, forest and water conservation districts (*Ley N° 18.378, sobre distritos de conservación de suelos, bosques y aguas*) Official Journal 29/12/84
- 2.a.2 Environmental Treaty and Protocols between Chile and Argentina, signed in Buenos Aires in 1991 and enacted by Supreme Decree No. 67, 1993, Ministry of Foreign Affairs (*Tratado entre la República de Chile y la República de Argentina sobre Medio Ambiente, y sus Protocolos, suscritos en Buenos Aires en 1991, promulgados por Decreto Supremo N° 67, 1993, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 14/04/93

b. AIR (2)

Supreme Decrees

Ministry of Health

- 2.b.1 Supreme Decree No. 4, 1992, Ministry of Health, establishing particulate emission standards for individual and grouped stationary sources (*Decreto Supremo N° 4, 1992, del Ministerio de Salud, que establece norma de emisión de material particulado a fuentes estacionarias puntuales y grupales*) Official Journal 02/03/92
- 2.b.2 Supreme Decree No. 1583, 1992, Ministry of Health, establishing a particulate emission standard for very large stationary sources in the Metropolitan Region (*Decreto Supremo N° 1.583, 1992, del Ministerio de Salud, que establece una norma de emisión de material particulado a megafuentes estacionarias de la Región Metropolitana*) Official Journal 26/04/93
- 2.b.3 Supreme Decree No. 1905, 1993, Ministry of Health, establishing particulate emission standards for existing multiple heating furnaces in the Metropolitan Region (*Decreto Supremo N° 1.905, 1993, del Ministerio de Salud, que establece normas de emisión de material particulado para calderas de calefacción grupales existentes en la Región Metropolitana*) Official Journal 18/11/93

- 2.b.4 Supreme Decree No. 812, 1995, Ministry of Health, complementing the compensation procedure for emissions from individual stationary sources (*Decreto Supremo N° 812, 1995, del Ministerio Salud, que complementa el procedimiento de compensación de emisiones para fuentes estacionarias puntuales*) Official Journal 08/05/95

Resolution

Ministry of Health

- 2.b.5 Resolution No. 15,027, 1994, Metropolitan Region Environmental Health Service, Ministry of Health, establishing the emission reporting procedure for stationary sources in the Metropolitan Region (*Resolución N° 15.027, 1994, del Servicio de Salud del Ambiente de la Región Metropolitana, del Ministerio de Salud, que establece el procedimiento de declaración de emisiones para fuentes estacionarias de la Región Metropolitana*) Official Journal 06/12/94

c. NOISE (2)

Laws

- 2.c.1 Statutory Decree No.725, Ministry of Health, Sanitary Code (Article 89(b)) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, del Ministerio de Salud, Código Sanitario (artículo 89(b))*) Official Journal 31/01/68

Decrees

Ministry of Health

- 2.c.2 Decree No. 286, 1984, Ministry of Health, approving regulations on maximum allowable limits for noise pollution from stationary sources (*Decreto N° 286, 1984, del Ministerio de Salud, que aprueba el Reglamento sobre niveles máximos permisibles de ruidos molestos generados por fuentes fijas*) Official Journal 14/12/84

d. TOXIC SUBSTANCES AND HAZARDOUS WASTES (2)

Supreme Decree

Ministry of Agriculture

- 2.d.1 Supreme Decree No. 745, 1992, Ministry of Health, on basic sanitary and environmental conditions in work places (regarding accumulation and disposal of solid industrial wastes - RISES) (*Decreto Supremo N° 745, 1992, del Ministerio de Salud, sobre condiciones sanitarias y ambientales básicas en los lugares de trabajo (en*

cuanto a acumulación y disposición de Residuos Industriales Sólidos - RISES))
Official Journal 08/06/93

Resolutions

- 2.d.2 Resolution No. 7539, 1976, Ministry of Health, minimum standards for operation of garbage dumps in Greater Santiago (*Resolución N° 7.539, 1976, del Ministerio de Salud, sobre normas mínimas para la operación de basurales ubicados en el Gran Santiago*) Official Journal 08/11/76
- 2.d.3 Resolution No. 2444, 1980, Ministry of Health, minimum health standards for operation of garbage dumps (*Resolución N° 2.444, 1980, del Ministerio de Salud, sobre normas sanitarias mínimas para la operación de basurales*) Official Journal 31/07/80

e. WILDLIFE AND PROTECTED AREAS (2)

- 2.e.1 Decree Law No. 701, 1974, establishing the legal regime for woodlands or land preferably to be used for forests (*Decreto Ley N° 701, 1974, que establece el régimen legal de los terrenos forestales o preferentemente aptos para la forestación*) Official Journal 28/10/74
- 2.e.2 Supreme Decree No. 259, 1980, Ministry of Agriculture, approving the Regulations pursuant to Decree Law No. 701, 1974, on forest development (*Decreto Supremo N° 259, 1980, del Ministerio de Agricultura, que aprueba el Reglamento del Decreto Ley N° 701, de 1974, sobre Fomento Forestal*) Official Journal 30/10/80

APPENDIX 44B.3

The definition of "environmental law" shall apply to the following, including any subsequent modification thereof, according to a schedule to be presented by Chile no later than six months after the entry into force of the Agreement. The schedule shall become part of this Appendix and its provisions shall become applicable accordingly.

a. GENERAL LEGISLATION (3)

Law

- 3.a.1 Decree Law No. 3557, 1981, establishing agricultural protection standards (*Decreto Ley N° 3.557, 1981, que establece normas sobre protección agrícola*) Official Journal 09/02/81

Supreme Decrees

Ministry of Interior

- 3.a.2 Supreme Decree No. 4740, 1947, Ministry of the Interior, establishing minimum municipal health standards (*Decreto Supremo N° 4.740, 1947, del Ministerio del Interior, que establece las Normas Sanitarias Mínimas Municipales*) Official Journal 09/10/47

b. WATER (3)

Laws

- 3.b.1 Law No. 3133, 1916, on neutralization of wastes from industrial establishments (Liquid Industrial Wastes) (RILES) (*Ley N° 3.133, 1916, sobre neutralización de los residuos provenientes de establecimientos industriales (Residuos Industriales Líquidos (RILES))*) Official Journal 07/09/16
- 3.b.2 Statutory Decree No. 34, 1931, on fishing industry and its products (*Decreto con Fuerza de Ley N° 34, 1931, sobre la industria pesquera y sus derivados*) Official Journal 17/03/31
- 3.b.3 Statutory Decree No. 208, 1953, Ministry of Agriculture, prohibiting dumping into waters on land and at sea liquid and solid industrial wastes unless they have first been purified or diluted (*Decreto con Fuerza de Ley N° 208, 1953, del Ministerio de Agricultura, que prohíbe arrojar a los cuerpos y cursos de aguas continentales y marítimas, residuos industriales líquidos y sólidos, sin previa purificación o dilución*) Official Journal 03/08/53

- 3.b.4 Statutory Decree No. 725, Sanitary Code (Articles 69 and 76) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, Código Sanitario (artículos 69 y 76)* Official Journal 31/01/68)
- 3.b.5 Statutory Decree no. 1,122, Water Code (*Decreto con Fuerza de Ley N° 1.122 Código de Aguas*) Official Journal 29/10/81
- 3.b.6 Statutory Decree No. 382, 1988, Ministry of Public Works, General Sanitary Services Act (*Decreto con Fuerza de Ley N° 382, 1988, del Ministerio de Obras Públicas, Ley General de Servicios Sanitarios*) Official Journal 21/06/89
- 3.b.7 Law No. 18,892, Fisheries and Aquiculture Law (*Ley N° 18.892, General de Pesca y Acuicultura*) Official Journal 23/12/89
- 3.b.8 Law No. 18,902 creating the office of Superintendent of Health Services (*Ley N° 18.902, que crea la Superintendencia de Servicios Sanitarios*) Official Journal 27/01/90

Supreme Decrees

- 3.b.9 Supreme Decree No. 351, 1992, Ministry of Public Works, approving regulations for neutralizing and purifying liquid industrial wastes (*Decreto Supremo N° 351, 1992, del Ministerio de Obras Públicas, que aprueba el Reglamento para la neutralización y depuración de los residuos líquidos industriales*) Official Journal 23/02/93

Ministry of Health

- 3.b.10 Supreme Decree No. 745, 1993, Ministry of Health, concerning liquid industrial wastes (RILES) (*Decreto Supremo N° 745, 1993, del Ministerio de Salud en lo relativo a residuos líquidos industriales (RILES)*) Official Journal 08/06/93

c. AIR (3)

Law

- 3.c.1 Statutory Decree No. 725, Sanitary Code (Article 89(a)) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, Código Sanitario (artículo 89(a))*) Official Journal

Supreme Decrees

Ministry of Health

- 3.c.2 Supreme Decree No. 144, 1961, Ministry of Health, establishing regulations to prevent air pollution of any kind (*Decreto Supremo N° 144, 1961, del Ministerio de Salud,*

que establece el Reglamento para evitar emanaciones o contaminantes atmosféricos de cualquier naturaleza) Official Journal 18/05/61

d. TOXIC SUBSTANCES AND HAZARDOUS WASTES (3)

Laws and Treaties

- 3.d.1 Statutory Decree No. 725, Sanitary Code (Articles 78 to 81) (*Decreto con Fuerza de Ley N° 725, Código Sanitario (artículos 78 al 81)*) Official Journal 31/01/68
- 3.d.2 Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal, enacted by Supreme Decree No. 685, 1992, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio de Basilea sobre el Control de los Movimientos Transfronterizos de los Desechos Peligrosos y su Eliminación, promulgado por Decreto Supremo N° 685, 1992, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 13/10/92

e. WILDLIFE AND PROTECTED AREAS (3)

Laws and Treaties

- 3.e.1 Convention for the Protection of the Flora, Fauna and Natural Scenic Beauty of the Western Hemisphere, signed in Washington, 1940, enacted by Supreme Decree No. 531, 1967, Ministry of Foreign Affairs (*Convención para la Protección de la Flora, Fauna y las Bellezas Escénicas Naturales de América, firmada en Washington, 1940, promulgada por Decreto Supremo N° 531, 1967, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 04/10/67
- 3.e.2 Decree Law No. 1557, 1976, on preserving or restoring natural resources (*Decreto Ley N° 1.557, 1976, respecto de preservar o reponer recursos naturales*) Official Journal 30/09/76
- 3.e.3 Decree Law No. 1939, 1977, on the acquisition, administration and disposal of government property, as regards the authority of the Ministry of National Property to establish national parks for the preservation of flora and fauna and the environment and to defend the ecological balance (*Decreto Ley N° 1.939, 1977, sobre Adquisición, Administración y Disposición de bienes del Estado, en cuanto a la facultad del Ministerio de Bienes Nacionales, para declarar parques nacionales, con fines de preservación de flora y fauna, del medio ambiente y la defensa del equilibrio ecológico*) Official Journal 10/11/77
- 3.e.4 Convention on the Conservation of Antarctic Seals, enacted by Supreme Decree No. 191, 1980, Ministry of Foreign Affairs (*Convención sobre la Conservación de Focas*)

Antárticas, promulgada por Decreto Supremo N° 191, 1980, del Ministerio de Relaciones Exteriores) Official Journal 24/04/80

- 3.e.5 Convention on the Conservation of Antarctic Marine Living Resources, signed in Canberra, 1980, enacted by Supreme Decree No. 662, 1981, Ministry of Foreign Affairs (*Convención sobre la Conservación de los Recursos Vivos Marinos Antárticos, suscrita en Canberra, 1980, promulgada por Decreto Supremo N° 662, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 13/10/81
- 3.e.6 Convention on Wetlands of International Importance, especially as Waterfowl Habitat, signed in Ramsar, Iran, 1971, enacted by Supreme Decree No. 771, 1981, Ministry of Foreign Affairs (*Convención relativa a las Zonas Húmedas de Importancia Internacional especialmente como Hábitat de las Aves Acuáticas, suscrita en Ramsar, Irán, 1971, promulgada por Decreto Supremo N° 771, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 11/11/81
- 3.e.7 Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals, signed in 1979 in the Federal Republic of Germany, enacted by Supreme Decree No. 868, 1981, Ministry of Foreign Affairs (*Convención sobre la conservación de las especies migratorias de la fauna salvaje, suscrita en 1979, en la República Federal Alemana, promulgada por Decreto Supremo N° 868, 1981, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 12/12/81
- 3.e.8 Law No. 18,348, 1984, creating the National Forests and Renewable Natural Resources Protection Corporation (*Ley N° 18.348, 1984, que crea la Corporación Nacional Forestal y de Protección de Recursos Naturales Renovables*) Official Journal 19/10/84
- 3.e.9 Law No. 18,362, 1984, creating a national system of government-protected wildlife reserves (*Ley N° 18.362, 1984, que Crea un Sistema Nacional de Areas Silvestres Protegidas del Estado*) Official Journal 27/12/84
- 3.e.10 Law No. 18,892, General Fisheries and Aquiculture (*Ley N° 18.892, General de Pesca y Acuicultura*) Official Journal 23/12/89
- 3.e.11 Biodiversity Convention, signed in Rio de Janeiro, 1992, enacted by Supreme Decree No. 1963, 1994, Ministry of Foreign Affairs (*Convenio sobre Diversidad Biológica, suscrito en Rio de Janeiro, 1992, promulgado por Decreto Supremo N° 1.963, 1994, del Ministerio de Relaciones Exteriores*) Official Journal 06/05/95

f. MISCELLANEOUS LEGISLATION (3)

Supreme Decrees

Ministry of Mines

- 3.f.1 Supreme Decree No. 87, 1985, Ministry of Mines, establishing regulations for the physical protection of nuclear facilities and materials (*Decreto Supremo N° 87, 1985, del Ministerio de Minería, que establece el Reglamento de Protección Física de las Instalaciones y Materiales Nucleares*) Official Journal 09/03/85